



LUNDI 24 SEPTEMBRE 2018

"JOURNALISTE (définition): personnage qui ne connaît absolument rien des sujets dont il parle."

- ▶ **Lamentation** (James Howard Kunstler) p.1
- ▶ **Le système vous veut du bien** (Didier Mermin) p.3
- ▶ **La faible disponibilité du charbon limitera le réchauffement climatique** (Philippe Gauthier) p.5
- ▶ **À propos de ces youtubeurs qui font la promotion de l'écologie capitaliste** (Nicolas Casaux) p.7
- ▶ **La Russie n'est qu'à 3 ans de son "peak oil"** p.14
- ▶ **L'écologie rend fou !** (Michel Guay) p.16
- ▶ **Comment peuvent-ils nous mentir de façon aussi flagrante ?** (Ugo Bardi) p.17
- ▶ **Le volume des déchets pourrait augmenter de 70% dans le monde d'ici 2050** p.21
- ▶ **Quelle transition pour le mouvement de la décroissance ?** (Michel Sourrouille) p.22
- ▶ **N'oubliez pas les noms des héros de l'environnement** (Michel Sourrouille) p.23
- ▶ **15 000 BORNES...** (Patrick Reymond) p.24
- ▶ **(Québec) Des millions du Fonds vert dépensés en pure perte** p.24
- ▶ **L'effondrement imminent de la production américaine de pétrole de schiste** p.27
- ▶ **Taxe carbone, un vrai serpent de mer** (Michel Sourrouille) p.34

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **"Le retournement de l'économie mondiale aura des répercussions dramatiques pour tout le monde"** p.40
- ▶ **Du pouvoir d'achat sur le dos des autres ?**(Simone Wapler) p. 46
- ▶ **Une distraction de plus de la part du Deep State** (Bill Bonner) p.47
- ▶ **Le pétrole inquiète. Crise: l'hommage du vice à la vertu** (Bruno Bertez) p.50
- ▶ **Vous ne le connaissez même pas, pourtant ce clip a été vu plus de 223 millions de fois** p.55
- ▶ **Pour Ray Dalio, la situation est similaire à celle de la fin des années 30** (Charles Sannat) p.57
- ▶ **La mère de toutes les bulles, c'est la monnaie et son avatar les fonds d'état. Début de prise de conscience?** (Bruno Bertez) p.59
- ▶ **Sous l'écorce des apparences, les plaques tectoniques de l'ordre du monde sont en train de bouger.** (Bruno Bertez) p.62
- ▶ **Comprendre la Trade War, une vue de Sirius.** (Bruno Bertez) p.65
- ▶ **Un krach au ralenti** (Jim Rickards) p.67
- ▶ **Comment la politique a empoisonné la Terre** (Bill Bonner) p.70
- ▶ **La guerre du chêne chinois** (Simone Wapler) p.73
- ▶ **L'économie mondiale se précipite vers un déclin séculaire** p.76

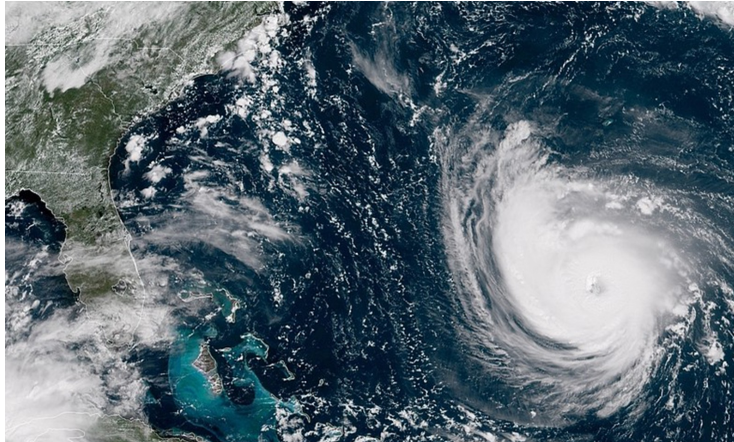


Lamentation

Par James Howard Kunstler – Le 14 septembre 2018 – Source kunstler.com

Une énorme quantité de plâtre va être définitivement ruinée au cours des prochains jours le long de la côte du Dixieland. Après le spectacle du reportage sur l'ouragan à la télévision, très peu de choses sont révélées pendant que l'événement est en cours. Les matériaux de construction bon marché des centres commerciaux stéréotypés se balancent dans la tempête et les vaillants chasseurs de tempête des réseaux télévisés luttent contre le déluge horizontal dans des parkings vides, mais leur reportage ne raconte pas grand-

chose de la véritable histoire, qui ne se produit que lorsque le grondement de la météo est passé et que le soleil sort enfin.



Plus d'une décennie de tempêtes nous punissant le long des côtes américaines doit être en train de détruire l'industrie de l'assurance autant que les bâtiments dans le paysage. Cela fait dix ans qu'ils sont frappés d'un autre côté par les taux d'intérêt surnaturellement bas qui rendent si difficile le renflouement de leurs coffres après que des régions entières comme la région métropolitaine de Houston et l'île de Porto Rico ont été détruites et qu'ils doivent payer des milliards de primes.

Cette fois-ci, toutes ces maisons bas de gamme en panneaux expansés le long des plages de l'Atlantique ne seront pas remplacées. Mais plus loin à l'intérieur des terres, loin des vagues rugissantes, le long de tous les estuaires débordants qui drainent la plaine côtière, les dégâts seront considérables et épiques. Cela pourrait créer une toute nouvelle classe sociale de la [SunBelt](#) de gens délogés et déplacés qui n'auront plus jamais un endroit décent où ils pourront vivre. Étant donné que bon nombre d'entre eux sont des retraités, l'événement peut même mener à un décès furtif de personnes qui sont tout simplement trop avancées en âge pour recommencer à zéro.

La lamentation émanant de la partie nord de l'Amérique, celle des « [flyovers](#) » est une vieille et longue histoire maintenant. Plus personne n'est surpris par la désolation d'endroits désindustrialisés comme Youngstown, en Ohio, ou Gary, en Indiana, où la richesse américaine a déjà été laminée autour des hommes qui travaillaient dans des hauts fourneaux. Mais les États du sud-est ont bénéficié d'un étrange intermède de dynamisme artificiel depuis les années 1950, soit environ trois générations, et il y a peu de mémoire culturelle de ce qu'était la région avant : un marécage agricole avec peu de villes d'importance et une pauvreté répandue comme dans le tiers monde, des enfants pieds nus et des ouvriers agricoles aux chapeaux de paille en haillons, s'appuyant sur leurs binettes dans une chaleur suffocante.



Les changements démographiques des dernières décennies en ont fait un parc à thème sans fin de buffets à volonté, d'emporia à bière, de palais de hamburgers, de lotissements fermés pour retraités, d'églises évangéliques construites comme des magasins géants, d'extravagants silencieux pour pots d'échappement, de vastes terrains perdus pour du stationnement gratuit, et tous les autres attributs de la plus grande mauvaise allocation de ressources dans l'histoire du monde. Comme beaucoup d'actions farfelues dans l'histoire, cela semblait être une bonne idée à l'époque. Alors que les survivants se faufleront parmi les débris de plastique dans les semaines à venir et que les médias d'information présenteront leurs réconfortantes histoires de sauvetage et d'héroïsme, seront-ils conscients de ce qui s'est réellement passé : la fin très soudaine de toute une économie régionale qui a été, dès le départ, une tragique bévée ?

Il est probablement difficile d'imaginer comment Dixieland va s'en sortir dans la prochaine économie, quelle qu'elle soit. Dans certains endroits, il n'est même pas possible de revenir à une économie antérieure basée sur l'agriculture. Une grande partie du paysage a été cultivée de façon si intensive pendant deux cents ans que le sol s'est transformé en une sorte de ciment naturel, appelé terre battue ou [caliche](#). Les perspectives climatiques de la région ne sont pas non plus favorables, sans parler de l'arrêt certain de la climatisation universelle et de la « conduite heureuse » qui a rendu possible les méga-développements peu judicieux des dernières décennies.

Le seul effet salutaire de l'ouragan Florence est peut-être que la nouvelle des séquelles l'emportera sur les bavardages politiques incohérents des prochaines élections de mi-mandat – surtout si les dégâts financiers sont assez importants pour perturber le « boom » économique occulte alimenté par la dette et attribué aux pouvoirs magiques de notre POTUS, le deal-maker.

[Le système vous veut du bien](#)

Didier Mermin Paris, le 21 septembre 2018



Il est indéniable que « [le système](#) » vous veut du bien, qu'il ne ménage pas ses efforts pour ~~enrayer~~ éradiquer ~~autant que possible~~ à tout prix les « *fléaux* » qui vous menacent, et qu'il use à cette fin de tous les moyens à sa disposition. Récemment, un proche de notre entourage, (cela dit pour le plaisir du pléonasme), se félicitait qu'aux États-Unis il n'y ait plus que « *15% de fumeurs* », un chiffre confirmé par un journaliste réputé et intègre, [Jean-Yves Nau](#), qui écrit sur [son blog](#) : « *Les États-Unis s'approchent du seuil historiquement bas de 15 % de fumeurs. Selon les dernières données du Centre national américain des statistiques de santé (NCHS) le pourcentage de fumeurs de cigarettes parmi les adultes américains est passé de 24,7 % en 1997 à 15,2 % en janvier-mars 2015.* » Le reste de l'article est une ode à la lutte anti-tabac, avec rappel des incontournables « *mesures* » désormais bien connues. Mais pourquoi faut-il que tout nous gêne dans cette histoire ? Essayons d'expliquer.

- Elle prend à contre-pied notre point de vue [holistique](#) : la politique anti-tabac aux États-Unis a objectivement été un succès, les chiffres sont là pour le prouver, mais ce n'est qu'un problème parmi une myriade d'autres qui peuvent être encore plus graves. Pour la juger positivement, il faut **l'isoler** du système : ainsi ses résultats apparaissent-ils comme le fruit d'une volonté bienveillante et bienvenue, au demeurant incarnée par des acteurs bien concrets : médecins, chercheurs, législateurs, militants, victimes, etc. Le seul lien qu'ils établissent avec le système tient à une dénonciation du lobbyisme des cigarettiers.
- Elle fait litière de toutes considérations philosophiques. Il est bien sûr inadmissible que des non-fumeurs trépassent à cause des fumeurs, – et **l'on doit se féliciter que cette injustice ait été réparée par l'éviction des coupables des lieux fermés** –, mais tout cela s'est fait au prix d'une normalisation de la pensée : *exit* les questions sur la mort, la transgression, la liberté, le vice et la vertu, le risque, le plaisir et la dépendance. La sphère publique ne retient que le point de vue du gestionnaire, comme exposé dans l'article de Jean-Yves Nau : « *Le tabac constitue une hécatombe sanitaire et financière qu'aucun pays ne peut durablement assumer.* »
- Elle fait de l'ombre à d'autres causes sociétales aussi graves et injustes, (esclavage moderne, sexisme, violences conjugales, inégalités hommes-femmes,...), mais contre lesquelles il est beaucoup plus difficile de lutter. Certaines de ces causes, – que jamais personne, comme par hasard, ne qualifie de « *fléau* » –, sont pourtant connues de longue date et aussi scandaleuses.
- Elle n'a jamais visé l'éradication de l'industrie du tabac, ce qui serait pourtant logique.

Comment l'expliquer sinon par le fait que « *le système* » ne le permet pas ?

- Elle ne dit pas que les industriels, pénalisés dans les pays occidentaux, ont mis les bouchées doubles dans les pays émergents : effet systémique.
- Elle ment un peu parce que l'on continue de fumer en dépit de tout, ce que Jean-Yves Nau se garde bien de discuter. Face aux chiffres désastreux de la France, il en appelle seulement aux méthodes qui ont fait leurs preuves outre-Atlantique.
- Elle ne dit pas qu'aux États-Unis un nouveau fléau est dans les starting-blocks : « [Les e-cigarettes parfumées menacées face à une « épidémie » chez les jeunes](#) » Cette fameuse cigarette dont Jean-Yves Nau demande : « *A quand une prise de conscience de l'intérêt majeur de la cigarette électronique?* »

Mais surtout, cette histoire ne dit pas que nos sociétés modernes sont « *malades* » de quantité d'autres maux, et que le tabac, aussi déplorable soit-il, n'est sûrement pas le plus nuisible. En France : accidents du travail, stress, « *burn-out* », psychotropes à outrance, maladies mentales non soignées, drogues, chômage et déclassement social accompagné de divorces et de suicides. Tout cela, que l'on ne mesure pas bien et dont les causes sont autrement plus complexes que le simple fait de fumer, tout cela ne passe pas la rampe. Aux États-Unis, haut lieu de la lutte anti-tabac, c'est encore bien pire : des millions de gens doivent vivre sous des abris de fortune, les meurtres de masse s'y succèdent sans discontinuer, les morts par balles se comptent par milliers chaque année, le taux d'emprisonnement y est le plus élevé du monde, les inégalités sociales battent tous les records, et le pays entretient plus de 700 bases militaires hors de ses frontières. Bref, champion toutes catégories contre le tabac, mais que penser du reste ?

La sainte lutte anti-tabac est une vaste fumisterie d'un point de vue systémique, et cela vaut pour tous les « *fléaux* » que le système se promet d'éradiquer. En revanche, au niveau des individus, il faut bien reconnaître qu'elle a contribué à changer les mentalités et à dissiper le conflit entre fumeurs et non-fumeurs. Désormais l'on sort pour fumer, que ce soit au travail ou au restaurant, avec les amis ou la famille. Tout le monde trouve ça normal et c'est tant mieux. Le gain étant indéniable pour les individus, le système se présente ainsi sous son meilleur jour. Et puis, cerise sur le gâteau, c'est quand même plus cool pour traquer Ben Laden depuis la salle de crise sans fenêtre de la Maison Blanche...



PS : il y a aussi « [L'alcool responsable d'un décès sur 20 dans le monde, selon l'OMS](#) »

La faible disponibilité du charbon limitera le réchauffement climatique

Philippe Gauthier 23 septembre 2018

[**NYOUZ2DÉS: ... et du pétrole et du gaz.**]

J'ai publié, en juin dernier, les résultats d'une étude de Durand et Laherrère selon laquelle il n'existait pas assez de carburants fossiles pour alimenter les pires scénarios de réchauffement climatique du GIEC. Ce travail a été accueilli avec scepticisme, mais j'ai pourtant découvert depuis deux autres études qui vont exactement dans le même sens. En résumé, les réserves de charbon sont grossièrement surestimées et ne permettent en aucun cas d'émettre tout le carbone que le GIEC redoute pour 2100.

Pour comprendre la revue de la littérature qui suit, il importe de rappeler que les quatre scénarios de base du GIEC reposent sur les émissions de carbone (et non pas de CO2) suivantes, pour la période allant de 1870 à 2100 :

Scénario	Émissions correspondantes	Hausse de température correspondante
RCP 2.6	790 Gt	0,3 à 1,7 °C
RCP 4.5	1250 Gt	1,1 à 2,6 °C
RCP 6.0	1420 Gt	1,4 à 3,1 °C
RCP 8.5	2100 Gt	2,6 à 4,8 °C

Les scénarios du GIEC reposent sur l'hypothèse non validée selon laquelle les carburants fossiles sont disponibles en quantité suffisante pour répondre à n'importe quelle demande mondiale d'ici 2100. Selon le GIEC, aucun pic pétrolier ou charbonnier n'est en vue et l'avenir climatique sera déterminé seulement par nos choix énergétiques. Le rôle des contraintes géologiques n'est pas reconnu. Les trois études dont il sera question ici s'attaquent à ce postulat et démontrent que les réserves de charbon sont beaucoup plus basses qu'on ne le croit généralement, ce qui exclut la possibilité d'émettre les niveaux de GES correspondant aux scénarios RCP 6.0 et 8.5.

J'ai déjà décrit en détail [ici](#) l'étude réalisée par [Durand et Laherrère](#) en 2015. Elle évalue les quantités de carbone que contiennent les quantités ultimement récupérables de carburants fossiles – pétrole, gaz et charbon. Ces trois produits représentent à eux seuls 85 % de toutes les émissions mondiales de CO2. Les deux chercheurs calculent qu'en plus des pics pétrolier et gazier, un pic charbonnier est également plus près qu'on le pense, ce qui limitera ultimement les émissions de CO2 à 1100 milliards de tonnes.

[L'étude de Capellán-Pérez](#), publiée en 2016 dans la revue *Energy & Environmental Science*, souligne que le GIEC n'a procédé à aucun examen sérieux des réserves de carburants fossiles avant de monter ses scénarios. L'auteur souligne que les réserves réellement exploitables de charbon sont de très loin inférieures aux données publiées, qui ne décrivent que la ressource en place, sans s'interroger sur les possibilités réelles d'exploitation. Il estime que les émissions seront limitées à 1150 Gt d'ici 2100.

Quant à Rutledge, son travail de 2018 (*document original disponible plus bas, dans les sources*) s'intéresse aux données historiques de plusieurs pays, dont la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les États-Unis. Son argumentaire est trop technique pour être résumé ici, mais il conclut que la réserve réellement exploitable n'atteint que 21 % de la ressource estimée au départ. En somme, les prévisions de production sont cinq fois plus élevées que la production réelle. Il estime les émissions totales d'ici 2100 à 1006 Gt seulement.

Étude	Émissions totales de carbone prévues pour 2100	Scénario du GIEC correspondant
Durand et Laherrère (2015)	1100 Gt	RCP 4.5
Capellán-Pérez (2016)	1150 Gt	RCP 4.5
Rutledge (2018)	1006 Gt	RCP 4.5

Il est remarquable que ces trois estimations faites indépendamment l'une de l'autre en arrivent à des résultats similaires à 15 % près. Surtout compte tenu du manque de précision des données mondiales sur le charbon – elles sont rares et de moins bonne qualité que celles concernant le pétrole et le gaz.

Deux visions du monde

Pourquoi les résultats de ces trois études s'éloignent-ils autant de ceux du GIEC? Capellán-Pérez propose une explication intéressante. « Dans notre étude, écrit-il, nous intégrons les approches de deux communautés de recherche distinctes : celle des géologues et des ingénieurs géologues, qui se sont concentrés sur une estimation robuste et transparente des ressources énergétiques récupérables, et la communauté de l'évaluation intégrée du climat, qui a axé ses efforts sur l'exploration des dimensions technologiques et socioéconomiques sur la base d'un paradigme d'abondance énergétique. »

Capellán-Pérez poursuit ainsi sa critique des travaux du GIEC : « L'abondance de la ressource en combustibles fossiles, comprise comme la disponibilité géologique à grande échelle à un prix abordable, est un postulat de départ des modèles intégrés d'évaluation les plus en vue utilisés pour l'analyse des politiques climatiques. Les transitions énergétiques à venir sont donc largement modélisées à la manière de transformations répondant à la demande [plutôt qu'à l'offre d'énergie]. »

En somme, les trois études mentionnées ici tentent d'évaluer les quantités des carburants fossiles réellement disponibles au lieu de présumer, comme le GIEC, qu'elles sont suffisantes pour répondre à n'importe quel niveau de demande d'ici 2100. Sur la base des émissions prévisibles, elles concluent toutes que le scénario RCP 4.5 est le plus probable de tous ceux proposés par le GIEC. Comment cela se traduit-il en hausses de températures? Ce scénario prévoit des hausses de température de 1,1 à 2,6 °C à l'horizon 2100. On sait toutefois aujourd'hui que l'estimation haute est plus probable que la basse et que la hausse est plus rapide que prévu. On sait aussi que le GIEC ne tient actuellement pas compte des rétroactions climatiques possibles, dont l'ampleur continue de faire débat.

Je dirais sur cette base qu'on peut s'attendre à une montée rapide de la température jusqu'à 2050 ou 2060, suivie d'une hausse plus lente ensuite, lorsque le pic des carburants fossiles limitera les émissions. La hausse des températures pourrait être d'environ 2,5 °C pour le

carbone fossile et les autres effets connus (déforestation, etc.), ce à quoi on pourrait ajouter 0,5 °C de rétroactions diverses pour un total approximatif de 3,0 °C d'ici 2100. Ceci correspondrait à une situation climatique très pénible, mais pas apocalyptique.

Sources :

- B. Durand et J. Laherrère, [L'évaluation des réserves ultimes de combustibles fossiles, clef de la modélisation du climat futur](#)
- Capellán-Pérez et alii, [Likelihood of climate change pathways under uncertainty on fossil fuel resource availability](#)
- Rutledge, D. Hubbert Analysis for Coal – [Rutledge2018ACS](#)

À propos de ces youtubeurs qui font la promotion de l'écologie capitaliste

par Nicolas Casaux , septembre 2018 , Partage-le.com

[NYOUZ2DÉS: Nicolas Casaux a raison sur presque tout dans sa vision des choses, sauf s'il considère le mode de vie du chasseur-cueilleur comme une solution qu'on pourrait adopter volontairement (je ne sais pas s'il voit cela comme une solution, ce qu'il ne dit pas). Il faut 10 kilomètres carré par habitant pour chaque chasseur-cueilleur, donc il faudrait que plus de 7 milliards d'êtres humains disparaissent pour que ce soit applicable.]



Précision liminaire : À chaque critique formulée envers une personnalité médiatique de l'écologie, un certain type de commentaires — assez déconcertants — paraît immanquablement pour enjoindre les écologistes radicaux à respecter (c'est-à-dire ne pas critiquer) les plus modérés. Comme une sorte d'injonction à ne pas trop réfléchir, à ne pas trop penser.

Que les personnes se définissant comme écologistes le reconnaissent ou non, les multiples collectifs, associations et organisations que l'on associe à cette mouvance sont loin de partager les mêmes objectifs. Certains d'entre eux, réformistes, pensent qu'il faut travailler au

verdissement du capitalisme (promotion des énergies renouvelables, etc.), et le rendre plus humain (avec l'économie sociale et solidaire, etc.) et ce, en respectant les modes d'action qu'il propose (consommation, vote, manifestation non violente, recours en justice). D'autres, plus radicaux, considèrent que la société industrielle forme un tout irréformable, que le problème réside dans les institutions, les structures de pouvoir et d'oppression, qu'il s'agit de combattre par des actions politiques (grève, blocage, sabotage, etc.).

Chaque jour, l'état de la planète empire. Or, nous n'avons pas le temps, ou plutôt, nous n'avons plus le temps, il faut dès à présent préparer la contre-attaque (car il s'agit bien d'une guerre contre le vivant). Et celle-ci se mène d'abord sur le terrain des idées, dans nos théories et dans le constat que nous faisons de la situation, dont découlent les objectifs que nous concevons et la stratégie que nous envisageons^[1]. Il semblerait que la majorité des militants ne se sont pas véritablement posés la question des objectifs, et de la stratégie à adopter pour les atteindre.

Considérer qu'un mouvement de défense du monde naturel pourrait être composé d'une branche capitalo-compatible et d'une autre anticapitaliste, cela revient à croire qu'un mouvement pour l'émancipation des femmes pourrait se construire avec des hommes masculinistes, ou qu'un mouvement pour l'émancipation des Noirs pourrait se construire avec des membres du Ku Klux Klan, ou qu'un mouvement pour l'émancipation des travailleurs pourrait se construire avec le Medef. C'est simplement absurde.

Un rapprochement entre modérés et radicaux n'est possible qu'en fonction d'objectifs communs.

Le 12 septembre 2018, plusieurs *youtubeurs écolos* relativement à la mode se sont associés pour organiser la diffusion en direct d'une vidéo sur internet, la première édition de ce qu'ils ont décidé d'appeler un JTerre, en référence au journal télévisé (JT). Ainsi, le JTerre est « un projet indépendant franco-belgo-suisse, porté par François Legrand (Permavenir) et Félicien Bogaerts (Le Biais Vert), avec la participation de Mr Mondialisation, La Relève et la Peste, Les Parasites, Partager c'est Sympa, PositivR, Professeur Feuillage, En Vert et Contre Tout, La Barbe, Sortez tout vert et Edeni ».

Cette première édition de leur JTerre était centrée sur « la destruction de la biodiversité et la justice climatique ». S'il est tout à fait louable de se soucier de la situation socioécologique et de vouloir participer au débat visant à la résoudre, leur approche présente plusieurs sérieux problèmes, à commencer par un manque de sérieux frappant.

S'il est possible et certainement souhaitable d'insuffler un humour fin et *intelligent* dans la discussion des problèmes socioécologiques de notre temps, les traiter entièrement sur le ton de la rigolade, de la blague, s'acharner à rendre *fun* tout ce qui s'y rapporte, c'est verser dans un excès où la dérision relève de l'indécence. La destruction du monde n'est pas drôle. La destruction des habitats des nombreuses espèces vivantes non plus. La pauvreté et les inégalités sociales, idem. Le ton et la forme employés au cours du JTerre laissent souvent à désirer. Il n'est ni nécessaire ni souhaitable de discuter de ces sujets à la manière d'une mauvaise émission de télé-réalité américaine. Mais si la forme laisse à désirer, le contenu n'est pas en reste.

En ce qui concerne le fond, le premier problème, c'est que nos *youtubeurs* ne formulent pas d'analyse claire de la situation. Ils embrayent directement sur divers problèmes plus ou moins spécifiques et se demandent comment les résoudre. Mais sans poser de diagnostic, sans déterminer la cause des problèmes, sans cibler le système économique dominant — le capitalisme^[2] —, ou l'organisation sociale planétaire dans laquelle il s'inscrit et qu'il perpétue — la civilisation industrielle —, sans dénoncer le caractère intrinsèquement nuisible et insoutenable de l'industrialisme, sans constater le caractère antidémocratique de la modernité^[3], sans souligner que le système judiciaire sert avant tout les corporations et les entreprises, difficile de proposer des solutions judicieuses.

C'est peut-être pour ça que tout au long du JTerre, tout ce qui est suggéré, ou presque, relève du changement individuel par une meilleure consommation, plus éthique, plus soutenable, plus bio — une fausse solution, que même ses anciens promoteurs, comme Cyril Dion, patron des Colibris et champion de l'écocapitalisme, commencent à désavouer (voir son livre *Petit manuel de résistance contemporaine*). Hélène de Vestele, une des *youtubeuses* du JTerre, est d'ailleurs à la tête d'une entreprise appelée Edeni, qui propose différentes formules de « bootcamps » (des stages) payants, visant à « apprendre quels sont les bons et les mauvais réflexes de consommation ». La première formule, le « Bootcamp online », coûte 299€, et comprend « 6 soirées de formation complète », « le programme de mails et d'exercices quotidiens », « l'accès à vie au *drive* avec les *workbooks* et toute la base documentaire » et « l'accès privilégié à la communauté des edeniens ». La seconde formule, plus complète, le « Bootcamp intégral », coûte 499€. Et la troisième, encore plus complète, coûte 1699€, mais vous donne droit à « la co-construction individuelle [individuelle] avec Hélène De Vestele de [votre] projet de vie », et à « un accompagnement personnel par un coach pour le mettre en œuvre ». Formidable. La même Hélène de Vestele nous explique que ce qu'il faudrait faire, c'est « acheter mieux, mais moins, pour s'y retrouver en termes de budget », etc.



Un autre type de solution est également suggéré, en plus de la consommation meilleure et bio : les poursuites en justice. Si cette « solution » est un peu plus sérieuse que le changement par la consommation, son efficacité demeure hautement douteuse, et il vaudrait mieux ne pas trop compter dessus. Cependant, comme on pouvait s’y attendre de la part d’un collectif qui cherche à être positif, enjoué et optimiste, la juriste Marie Toussaint, invitée du JTerre et Présidente de l’association Notre Affaire à Tous, présente ce type d’action comme un véritable moyen d’avoir un impact et de changer les choses. Au passage, elle mentionne par exemple le procès très médiatisé que la ville de New York a intenté contre l’industrie pétrolière début 2018, en oubliant de mentionner qu’il s’est soldé par un échec complet^[4] (de nombreux médias en quête d’informations *positives* — ça marche bien, ça fait du clic — ont relayé l’initiative du procès mais pas son échec). Un exemple, oui, mais significatif de ce que ce genre d’initiative a accompli jusqu’ici : rien, ou si peu. Ce qui est tout sauf étonnant. Ward Churchill, un auteur et militant états-unien d’origine amérindienne, l’exprime bien (en faisant ici référence au contexte de la lutte des Amérindiens contre le génocide initié par les premiers colons européens, et qui est encore en cours, mais son propos est généralisable à toutes les autres luttes contre la civilisation industrielle) :

« Aucune campagne de pétition ne dissoudra le *statu quo*. Aucun procès non plus ; vous ne pouvez pas vous rendre dans le tribunal du conquérant et faire en sorte que celui-ci annonce l’illégitimité de sa conquête et son abrogation ; vous ne pourrez faire en sorte qu’une alternative soit votée, aucune veillée de prière ne fera l’affaire, aucune bougie parfumée lors de cette veillée, aucune chanson de folk, aucun accessoire à la mode, aucun régime alimentaire, aucune nouvelle piste cyclable. Vous devez le dire franchement : le fait est que cette puissance, cette force, cette entité, cette monstruosité appelée État, se maintient par la force physique, et ne peut être contrée qu’à l’aide de ce qu’elle utilise, car c’est la seule chose qu’elle comprenne^[5]. »

Le recours juridique peut être utile, très utile dans certains cas spécifiques, mais il est naïf de le considérer comme une « solution » aux problèmes socioécologiques actuels.

Il y a bien un moment, au milieu de la vidéo, où Hélène de Vestele se demande si, quelque part, le problème, ce ne serait pas ce système qu’on appelle capitalisme. Questionnement rapidement évacué par Amandine Lebreton, de la Fondation pour la Nature et l’Homme (ex-Fondation Nicolas Hulot), qui répond que clairement ce modèle de « j’achète, je consomme et je jette » (qui constitue, selon elle, le « fondement du capitalisme » [sic]) est un problème, mais qu’*on y travaille*.

De la part de Mathieu Duméry (alias « Professeur Feuillage ») on n’attendait pas autre chose que la promotion des petits gestes de l’écocitoyen modèle et du changement par la consommation. Sa vidéo intitulée « *La vie de bureau* » — financée par The Shift Project, un *think tank* lui-même financé par EDF, Bouygues, la SNCF et Vinci Autoroutes (entre autres), et présidé par Jean-Marc Jancovici — constituait déjà un plaidoyer pour que l’esclave de bureau modèle optimise son empreinte écologique afin de sauver le monde. À la vue d’une telle menace envers le *statu quo*, la corporatocratie, l’industrialisme, le capitalisme, l’esclavage

salarial, l'imposture démocratique, etc., la planète jubile et les puissants tremblent.

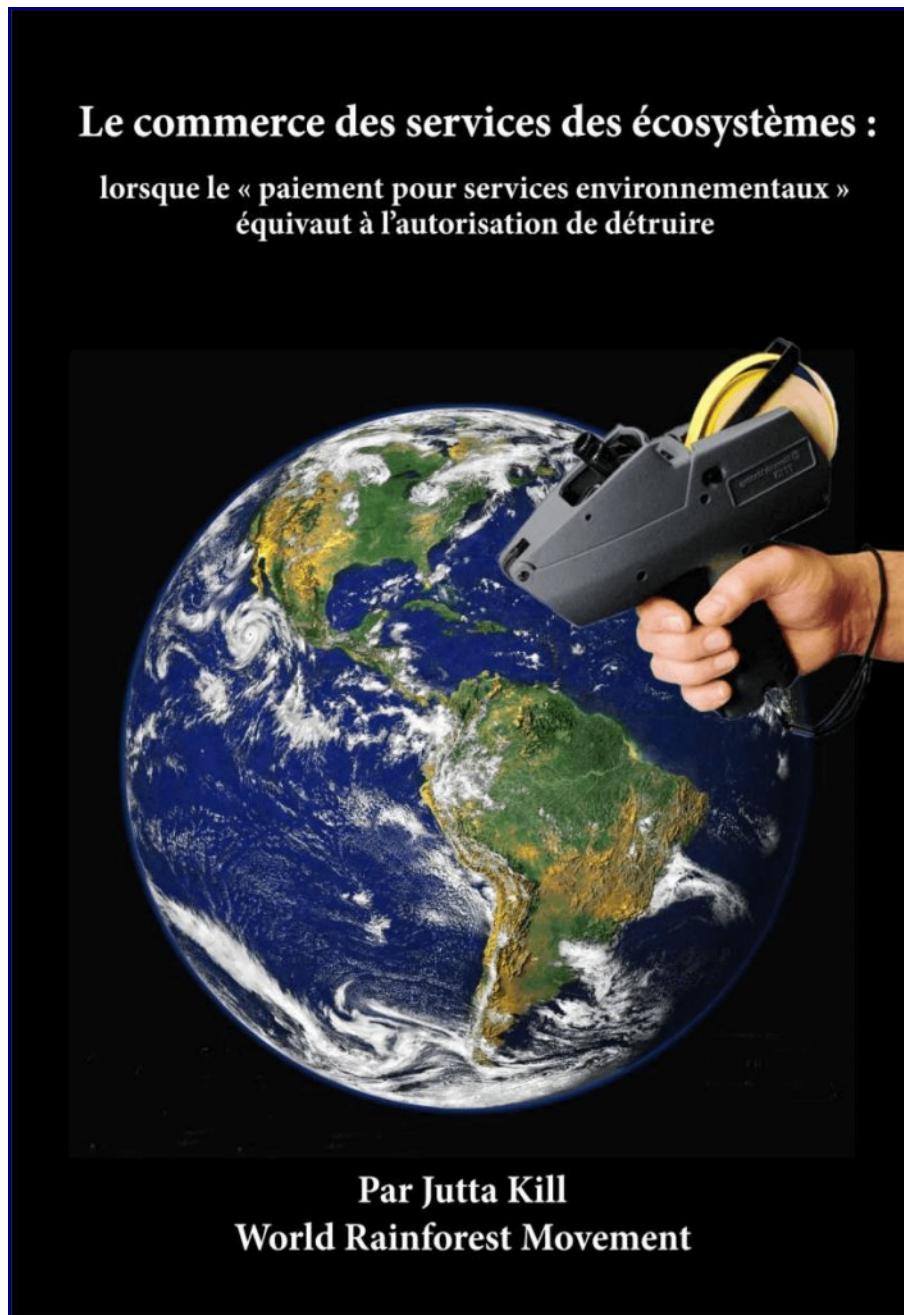
Idem pour Vincent Verzat, qui a tendance, avec sa chaîne *Partager c'est sympa*, à promouvoir toutes sortes de mesures naïves relevant du réformisme de la société industrielle, comme le bio dans les cantines, le fait d'aller à vélo au travail, etc., qui non seulement n'ont aucune chance de rendre la civilisation industrielle écologique, ou de mettre un terme à sa destructivité, mais qui, en outre, occultent les mécanismes d'oppression et de coercition qui la structurent. Pour prendre un seul exemple, rappelons que l'institution scolaire est [un des premiers outils d'endoctrinement à la solde de l'État-entreprise](#). Qu'elle serve des repas bios ferait peut-être une différence pour la santé physique des élèves, mais cela ne changerait strictement rien à sa nature, à sa fonction au sein de la civilisation industrielle, et ultimement, cela ne changerait rien au caractère profondément insoutenable de la civilisation — le bio n'est pas synonyme de respect du monde naturel, de pratiques soutenables. Ce n'est pas pour rien que ce genre de mesures est promu par l'État.



L'analyse socioécologique de ces *youtubeurs* est assez proche de celle des grandes ONG écologiques (WWF, Greenpeace, etc.). Comme elles, ils ne remettent pas en question l'État, le mode de vie industriel, le capitalisme (même s'ils prétendent parfois autrement). Ils semblent croire que l'on pourrait rendre écologique et démocratique la société industrielle en l'aménageant ci et là. Ils n'ont conscience ni de l'impasse écologique dans laquelle elle s'est enfermée, ni de l'impasse antisociale qu'elle constitue.

On le constate dès le début de leur *JTerre*, lorsque Félicien Bogaerts, le présentateur principal de l'émission, assimile la biodiversité à « notre boîte à outils » et s'inquiète de sa disparition/destruction au motif que cela menacerait « notre avenir ». Cette vision utilitariste du monde vivant est une perspective très banale dans la société industrielle capitaliste. Elle est

associée à ce que Satish Kumar appelle l'écologie *superficielle*, pour la distinguer de l'écologie radicale (ou *profonde*), qui se soucie des êtres vivants et des communautés naturelles (les écosystèmes) pour eux-mêmes, et pas en fonction de leur utilité pour nous. Amandine Lebreton, de la fondation FNH, ajoute ensuite que la « biodiversité nous apporte des biens et des services » et mentionne les fameux « services écosystémiques ». Ce vocable, inventé dans les années 70 et véhiculé par les promoteurs de la *financiarisation de la nature* dans le cadre de l'économie libérale et capitaliste, désigne une nouvelle manière d'exploiter et de détruire la nature, très bien étudiée et dénoncée par l'ONG du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM en anglais, World Rainforest Movement), qui publie régulièrement de très bonnes analyses à son sujet^[6].



Un excellent rapport de Jutta Kill pour le WRM (Mouvement mondial pour les forêts

tropicales) sur l'arnaque des services écosystémiques. Cliquez sur l'image pour le lire.

Enfin, leur JTerre finit par une séquence estampillée PositivR (ce site web à but lucratif qui tire profit des angoisses et des peurs des gens en leur proposant une « dose quotidienne d'inspiration positive »), un condensé d'informations supposément géniales mais vraisemblablement insignifiantes.

Restons-en là. Au bout du compte, à travers les idées du changement par la consommation, de la *financiarisation de la nature*, etc., leur JTerre fait principalement la promotion de la mascarade écologiste élaborée par les institutions dominantes de la société industrielle capitaliste, de l'ONU aux grandes ONG écologues et à l'État. Institutions qui sont les principales responsables du désastre socioécologique en cours et qu'un mouvement écologiste digne de ce nom devrait avoir pour objectif de démanteler.

Nicolas Casaux

NOTES:

1. Voir le tome 1 d'*Écologie en résistance*. ↑
2. <http://partage-le.com/2018/09/moins-dhumains-ou-plus-dhumanite-par-yves-marie-abraham/> ↑
3. <https://www.youtube.com/watch?v=KVV5ogGDlts> ↑
4. https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/climat/new-york-echoue-a-faire-admettre-leur-responsabilite-climatique-aux-geants-du-petrole_126023 ↑
5. Pour aller plus loin : <http://partage-le.com/2015/12/le-pacifisme-comme-pathologie-par-derrick-jensen/> ↑
6. Il faut lire, par exemple : <https://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/le-commerce-des-services-ecosystemiques-quand-le-paiement-pour-services-environnementaux-equivaut-a-lautorisation-de-detruire/> & <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/2-dou-est-venue-lidee-des-services-ecologiques/> Au sujet de la *financiarisation de la nature*, il est également possible de lire le livre de Sandrine Feydel et Christophe Bonneuil intitulé *Prédation : Nature, le nouvel eldorado de la finance*.

La Russie n'est qu'à 3 ans de son "peak oil"

Source: The Moscow Times publié par: Jean-Marc Jancovici 23 septembre 2018

La Russie n'est qu'à trois ans du pic pétrolier, avertit le ministre de l'énergie

La Russie n'est qu'à trois ans du pic de production de pétrole avant que les coûts et les taxes ne réduisent la production, a averti le ministre russe de l'énergie.

L'économie russe dépend de ses exportations de pétrole face aux sanctions occidentales qui ont fait baisser les prix et affaibli le rouble.

"Nous prévoyons environ 553 millions de tonnes de pétrole en 2018. Nous atteindrons un sommet de 570 millions de tonnes en 2021", a déclaré mardi le ministre de l'énergie, Alexander Novak, cité par Interfax.

Près de la moitié de la capacité actuelle pourrait être perdue en moins de deux décennies, selon Novak, avec des niveaux qui devraient tomber à 310 millions de tonnes d'ici 2035. Selon les estimations, les réserves actuelles s'élevaient à 29,7 milliards de tonnes métriques*.

Sans stimuler la production de pétrole, le ministre a prévenu que le budget risquait de perdre

3,3 billions de roubles (46,2 milliards de dollars) de taxes et 1,3 billion de roubles (19,4 milliards de dollars) d'investissements à partir de 2022.

"C'est le résultat inévitable de l'augmentation des coûts de production et des taxes excessivement élevées dans les champs pétrolifères de Sibérie occidentale", a déclaré M. Novak.

Le Brent, pétrole de référence mondial, s'est échangé à 79 dollars le baril après un rebond de 1,25% mardi. Les prix du brut consolidés après la reprise de la veille sur des signes indiquant que l'OPEP ne serait pas prête à augmenter sa production.

(*aux USA ont employé le mot tonne métrique, 1000kg, pour la distinguer d'autres tonnes, long ton 1 016 kg et short ton 907 kg)

(publié par J-Pierre Dieterlen)





Jean-Marc Jancovici

Hier, à 12:49 · 🌐

Le palmarès des plus grands producteurs pétroliers de 2040
"En 2040, l'Arabie sera toujours le premier producteur pétrolier du monde, mais la puissance des États-Unis ou de la Russie ne sera plus qu'un souvenir. Le numéro 2 du pétrole sera le Canada, l'un des six pays seulement à ne pas encore avoir atteint son pic de production. Le taux de déclin des autres pays sera de 5 % par année en moyenne et la production mondiale aura déjà plafonné dès 2016. Ce sont là les principaux résultats d'une récente étude de Jean Laherrère sur les progrès de la déplétion pétrolière."
(publié par Joëlle Leconte)

Rang des pays producteurs, 2040	Production 2017 Mb/j	Production 2040 Mb/j	Prod. cumulative 2017, Gb	Production ultime, Gb	Pic de production
1. Arabie Saoudite	10,1	8,5	147,6	350	2016
2. Canada	4,0	5,5	39,4	150	2030
3. Irak	4,5	4,5	43,5	130	2030
4. Brésil	2,6	4,3	12,6	90	2040
5. États-Unis	9,3	3,8	222	300	1970, 2015
6. Iran	4,5	3,3	74,2	140	1974
7. Émirats arabes	3,0	3,1	35,5	90	2030
8. Russie	10,6	2,8	176,8	250	1988, 2017
9. Venezuela	2,0	2,1	121	190	Après 2022
10. Libye	0,8	1,5	29,4	60	1970
Monde, total	81	64	1350	2700	2016

(D'après Laherrère, 2018)

ENERGIEETENVIRONNEMENT.COM

Le palmarès des plus grands producteurs pétroliers de 2040

En 2040, l'Arabie sera toujours le premier producteur pétrolier du monde,...

NYOUZ2DÉS: Totalement non crédible

L'écologie rend fou !

Par Michel Gay. Contreoints.org 22 septembre 2018

Jusqu'où nous mènera la folie verte ? L'écologie politique, très active, a complètement occulté la réalité scientifique.



Un hold-up écologiste

Un puissant [lobby écologiste](#) organise en douceur, depuis plusieurs années, un hold-up financier de plusieurs dizaines de milliards d'euros contre les intérêts socio-économiques de la France. Aujourd'hui, selon la Cour des comptes, [plus de 120 milliards d'euros](#) sont engagés sur 20 ans pour soutenir financièrement les EnR déclarées « [tout à fait compétitives](#) » par leurs promoteurs et leur syndicat qui n'hésitent pas, en parallèle, à tendre leur profonde sébile pour recueillir des « soutiens » (subventions).

En avril 2018, le sénateur Jean-François Husson [s'est ému de cette dérive](#) financière :

Le parlement reste exclu des grands choix qui engagent les finances du pays en matière de soutien aux énergies renouvelables et de la définition de leurs objectifs de développement qui sont décidés dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Compte tenu des montants financiers en jeu, je considère qu'il s'agit d'une véritable anomalie démocratique.

Il serait révoltant qu'une forme de lâcheté politique ne dénonce pas clairement ces [manœuvres dangereuses](#) pour l'économie, la sécurité et la stabilité sociale de la France.

Depuis plus de 40 ans, des responsables courageux ont su prendre les bonnes décisions pour la production et l'indépendance énergétique de la France. Un consensus politique solide s'est établi autour du nucléaire depuis le Président Charles de Gaulle [appuyé par le gouvernement Messmer](#) en 1974. Ce fut une prodigieuse réussite scientifique et industrielle. L'oublierait-on ?

L'attirail écologiste

Des idéologies, au goût amer dans notre histoire récente, ont fait aussi l'apologie de théories superficielles et séduisantes pour les peuples. Des centaines de milliers de chemises brunes, rouges, noires se sont dressées en toute bonne foi pour étendre aux autres, au début par la persuasion, puis par la force ensuite, leur idéologie au nom d'un dogme.

[Jean-François Revel](#) a relevé dans ses [Mémoires](#) (page 154)

*l'aptitude des hommes à se persuader de la vérité de n'importe quelle théorie, de bâtir **un attirail justificatif de n'importe quel système**, fût-ce le plus extravagant, sans que l'intelligence et la culture puissent entraver cette intoxication idéologique.*

Les mondes feutrés des scientifiques, du Sénat et des académies, malgré quelques [résolutions](#) et [recommandations](#) soutenant le nucléaire, semblent bien timorés et inaudibles dans le tintamarre médiatique qui résonne quotidiennement aux oreilles des Français. Il n'y aurait pourtant pas d'avilissement pour eux à descendre dans l'arène de la confrontation politique pour y défendre la vérité et la sauvegarde des activités économiques dans l'intérêt supérieur de la Nation. Rien n'oblige cette catégorie sociale réputée pondérée à se laisser égorger, fusse *dignement*, par la cohorte des gourous « *défenseurs de la planète* », nouveaux prophètes de l'énergie.

Verra-t-on bientôt des milliers de chemises vertes, désinformées par une propagande habile, vouloir imposer leur mode de vie dit « écologique », voire [« décroissant »](#), au nom de « Mère Nature » ?

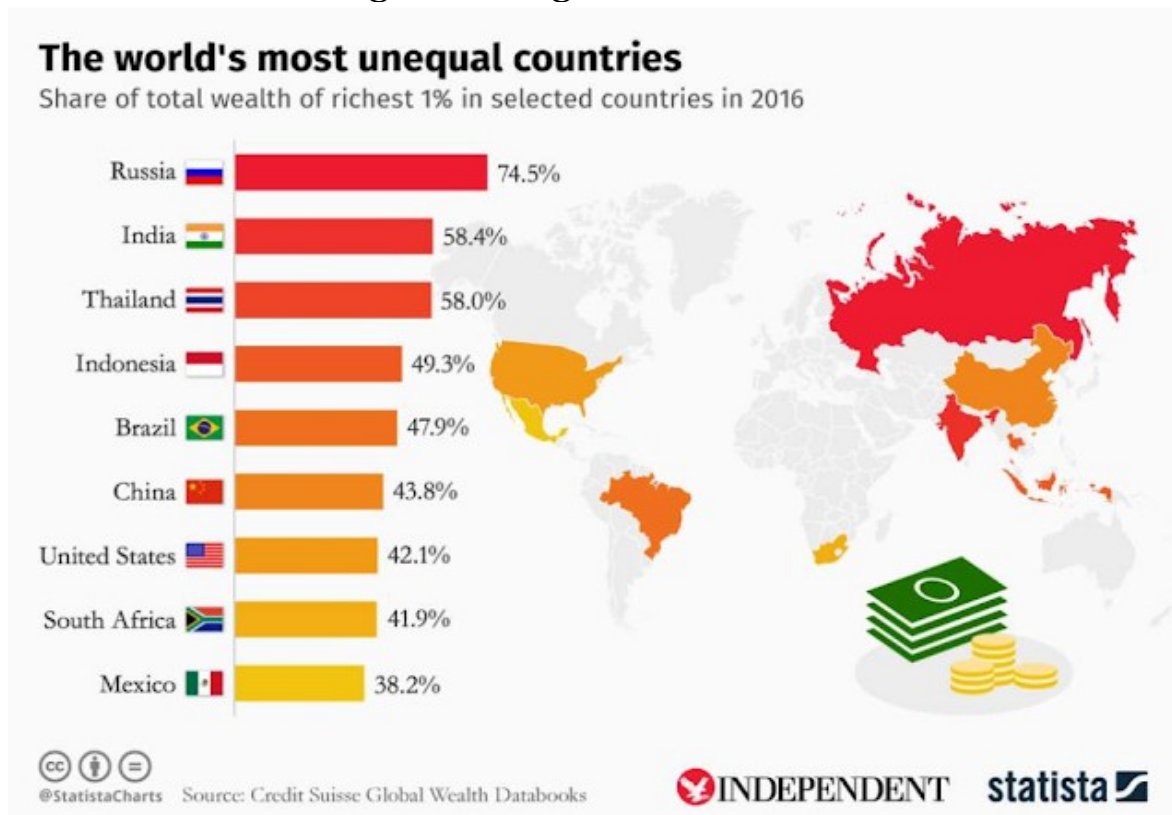
Serions-nous à l'aube d'[une dictature verte](#) prête à mettre en place autoritairement des moyens de coercition financiers et légaux pour contraindre les réfractaires à participer à la « transition énergétique » reposant sur les EnR pour « sauver la planète » ?

Si l'écologie rend fou au point d'emprunter les méthodes radicales qui ont fait leurs preuves en d'autres temps plus « sombres » pour imposer des lois liberticides, doit-on craindre pour le futur niveau de vie et la liberté de nos enfants ?

[Comment peuvent-ils nous mentir de façon aussi flagrante ?](#)

Par Ugo Bardi – Le 2 septembre 2018 – Source CassandraLegacy

Le cas étrange de l'inégalité de richesse en Russie



Le chiffre est tiré du journal The Independent daté du 23 novembre 2016. Cela ressemble à un tableau sérieux, mais ce n'est pas le cas. C'est de la pure propagande ou, plus simplement, un mensonge. Ce n'est qu'un exemple de la façon dont ils peuvent nous mentir de façon flagrante et s'en tirer à bon compte. Nous vivons aujourd'hui dans un véritable [Empire du mensonge](#).

Par hasard, je suis tombé sur le graphique que vous voyez [ci-dessus](#). Cela m'a dérangé : se peut-il vraiment que la Russie soit, de loin, le pays le plus inégal du monde ? Cela ne correspondait pas à ce que je sais de la Russie.

Pourtant, la puissance d'une infographie bien présentée est telle que, pendant un moment, j'ai essayé de rationaliser ces données dans mon esprit. Peut-être que la chute du communisme a vraiment causé une sorte de terrible déséquilibre de la société russe. Peut-être y a-t-il des

légions de personnes démunies quelque part en Sibérie, et peut-être y a-t-il des oligarques ultra riches cachant des lingots d'or dans leurs datchas, à la campagne. En me grattant la tête, j'ai pensé que je devais vérifier les données. Et j'ai trouvé que le fait que la Russie soit le pays le plus inégal du monde est un mensonge. Un mensonge complet, éhonté et flagrant.

J'ai vérifié avec la [Banque mondiale](#), j'ai vérifié avec la [World Inequality Database](#), j'ai même vérifié le [livre de faits de la CIA](#), [[World FactBook](#), NdT] pas exactement des sites connus pour leur sympathie à l'égard de ces Russes diaboliques. Le résultat a toujours été le même : la Russie n'est PAS le pays le plus inégal dans le monde. Plusieurs indices peuvent mesurer l'inégalité, tous montrent que l'inégalité en Russie est à peu près au même niveau qu'aux États-Unis et beaucoup plus faible que dans des pays comme l'Inde ou le Brésil. Selon [WID](#), la part de la richesse du 1% supérieur de la population russe est d'environ 42%, très loin de la valeur de 74,5% donnée par The Indépendant.

Mais où ce journal a-t-il trouvé les données qu'il rapporte ? Ici, vous sentez le mauvais fromage quand vous remarquez qu'il ne fournit aucun lien vers ses sources. Il cite le Crédit Suisse, qui a un [rapport sur l'inégalité dans le monde](#), mais il n'y a strictement rien qui soit en accord avec la valeur avancée pour l'inégalité en Russie. À propos du site [Statista](#), il ne contient rien qui place la Russie au sommet des pays les plus inégaux.

Comme j'y étais, j'ai trouvé plusieurs autres reportages de 2016 dans les médias grand public sur la prétendue forte inégalité de la société russe. Dans un [article de 2016 sur CNN](#), on peut lire que « la Russie est la plus inégale des grandes économies du monde », tandis que sur [Radio Free Europe](#), il est dit que « la disparité des richesses en Russie est inégalée ». Les sources de ces déclarations ? Là encore, aucun lien n'est fourni, mais CNN fait référence à une société appelée New World Wealth tandis que Radio Free Europe cite un certain Tony Shorroks d'une société appelée Global Economic Perspectives.

Vérifions : une entreprise appelée [New World Wealth](#) a un site Web mais, franchement, cela ressemble à une fausse entreprise : leurs « rapports » sont simplement des liens vers le site d'[une banque à l'île Maurice](#) et, en tout cas, aucun de ces rapports ne dit quoi que ce soit sur les inégalités sociales en Russie. Quant à la société de M. Shorroks, elle [semble exister à Londres](#), mais elle n'a même pas d'adresse Web – il est difficile de penser qu'elle peut effectuer une analyse économique indépendante de la Fédération de Russie.

Ainsi, tout le brouhaha sur l'inégalité de la Russie n'était qu'une des nombreuses vagues de propagande qui balayent la sphère médiatique, [une partie de la cyberguerre](#) en cours dans laquelle la plupart des puissances mondiales s'engagent aujourd'hui – il est peu probable que la Russie puisse être une exception. Mais ce qui est surprenant dans ce cas précis, c'est à quel point la méthode utilisée est primitive. Une bonne propagande – mieux définie comme « [gestion de la perception](#) » – ne consiste pas à dire des mensonges, mais à déformer la vérité, typiquement au moyen des trois techniques de base de la propagande : [omission, rotation et saturation](#). Mais, ici, nous avons de fausses données : tout le monde peut vérifier que la réalité est très différente. Et notez que ce n'est pas le genre de « fausses nouvelles » diffusées par des amateurs sur les médias sociaux. Il s'agit de nouvelles apparaissant dans les principaux médias qui, soit dit en passant, prétendent souvent combattre les « fausses nouvelles ».



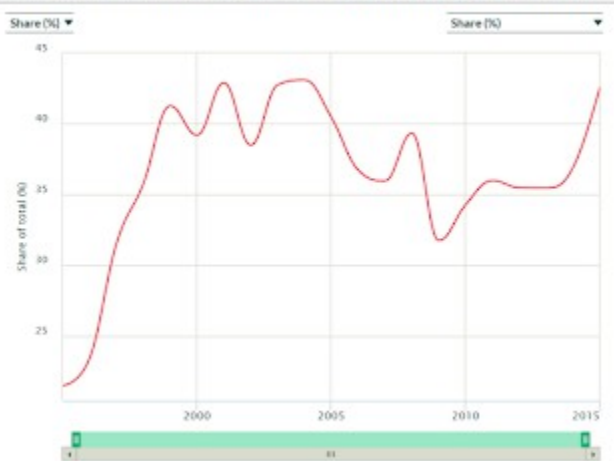
Alors, qu'est-ce qu'ils font ? Reviennent-ils aux techniques de propagande grossière d'il y a un siècle ? Peut-être : beaucoup de choses déclinent et se dégradent de nos jours, il ne serait pas surprenant de constater que même l'art poli de la propagande est en déclin (voir l'image [ci-contre](#)). Mais peut-être qu'ils ne font que tester jusqu'où ils peuvent aller avec le mensonge. Si c'est le cas, ils ont dû découvrir avec beaucoup de plaisir qu'ils peuvent s'en sortir avec presque n'importe quoi.

Je n'ai rien trouvé sur le Web qui conteste les déclarations selon lesquelles la Russie est le pays le plus inégal du monde. C'est impressionnant : comme vous l'avez vu, il ne faut pas beaucoup de travail pour exposer ce mensonge. Mais la plupart des gens sont trop occupés et distraits pour avoir le temps et l'envie de vérifier. Ainsi, le concept de « forte inégalité en Russie » ne fait qu'apparaître dans la perception des gens et devient partie intégrante d'une vision diffuse du monde. Nous voici donc ici : il ne s'agit pas tant de la manière dont ils ont menti sur la Russie, mais plutôt de la manière dont ils pourraient nous mentir de manière flagrante. Qu'en est-il des choses [beaucoup plus sombres](#) pour lesquelles nous n'avons pas de source fiable ? Comment croire en tout ce que nous lisons dans les médias ?

Peut-être que les mensonges ne sont pas un bug mais une caractéristique de notre société. Il semble vrai que nous pouvons « [créer notre propre réalité](#) », comme l'aurait dit un assistant de Donald Rumsfeld [[Karl Rove](#), NdT] au moment de l'invasion de l'Irak. Nous créons donc un véritable « [Empire des Mensonges](#) » et ce n'est pas une bonne chose.

Plus d'infos sur l'inégalité en Russie. Voici quelques données selon la [World Inequality Database](#).

Top 1% net personal wealth share, Russian Federation, 1995-2015



Comme vous pouvez le constater, l'inégalité en Russie a augmenté après la chute de l'Union soviétique mais, plus tard, elle a commencé à diminuer avec la reprise économique. Récemment, cependant, elle a de nouveau augmenté, très probablement en raison de la pression exercée sur l'économie par les sanctions internationales. Néanmoins, la valeur actuelle d'environ 42 % pour la part de 1 % n'est pas comparable à la valeur de 74,5 % donnée par The Indépendant.

Voici, en parallèle, les données pour les États-Unis.

Top 1% net personal wealth share, USA, 1985-2014



Le graphique est un peu dépassé. Aujourd'hui, la part de 1 % aux États-Unis est plus élevée qu'en 2014 et à peu près la même qu'en Russie. Notez également que ces données ne concernent que la richesse personnelle mais ne disent rien sur d'autres facteurs, comme le fait d'avoir une assurance maladie, qui est fournie gratuitement par l'État aux citoyens russes, mais pas aux citoyens américains. En ce qui concerne la tendance croissante de l'inégalité, elle est peut-être corrélée au [pic de production pétrolière](#) aux États-Unis – en tout cas, aujourd'hui, le niveau d'inégalité aux États-Unis est [proche de celui de l'Angleterre au XVIII^e siècle](#).

Ugo Bardi

Le volume des déchets pourrait augmenter de 70% dans le monde d'ici 2050

AFP Publié le jeudi 20 septembre 2018

[**NYOUZ2DÉS: avec l'effondrement de la civilisation industrielle, TOUT ce qu'elle a produit deviendra déchet.**]



Le volume des déchets pourrait augmenter de 70% dans le monde d'ici 2050 - © BORIS HORVAT -

La prolifération vertigineuse des déchets autour du globe constitue une menace supplémentaire pour la santé de la population et l'environnement, déjà fragilisés par le changement climatique, estime la Banque mondiale dans un rapport publié jeudi.

Si aucune mesure n'est prise urgemment, le volume des déchets à l'échelle mondiale va s'accroître de 70% d'ici 2050 pour représenter 3,4 milliards de tonnes contre 2,01 milliards en 2016, précise l'institution de Washington. Depuis 2014, la quantité de déchets produits par les ménages et les entreprises belges s'accroît pour atteindre 58 millions de tonnes en 2016.

"La mauvaise gestion des déchets nuit à la santé humaine et à l'environnement, ce qui s'ajoute au problème du climat", a commenté Laura Tuck, vice-présidente chargée du développement durable à la Banque mondiale. "Malheureusement, ce sont souvent les plus pauvres de la société qui subissent l'impact d'une gestion inadéquate des déchets", souligne-t-elle.

Bien que les pays riches ne comptent que 16% de la population mondiale, ils produisent plus d'un tiers (34%) des déchets de la planète. L'Asie de l'Est et la région pacifique sont, elles, responsables de près d'un quart (23%) du total des déchets, détaille la Banque mondiale. Et, d'ici 2050, l'Afrique sub-saharienne devrait plus que tripler le niveau de ses déchets et l'Asie du Sud plus que doubler.

Quelle transition pour le mouvement de la décroissance ?

Michel Sourrouille , Biosphere, 22 septembre 2018

Le mot fourre-tout « transition écologique » remplace l'imbécillité de l'expression « croissance verte » qui se substituait à l'oxymore « développement durable ». Sur ce blog, nous avons fait déjà une synthèse des éléments pertinents pour un programme écologique. Voici ce que pensent d'une « transition adaptée » certains décroissants aujourd'hui. En résumé :

Serge Latouche : Proposer une transition concrète est un défi omniprésent adressées au mouvement de la décroissance. Ce n'est pas un projet économique mais un projet sociétal

complexe. Il importe de favoriser ou de retrouver la diversité et le pluralisme des cultures, il n'y a pas de modèle clef en main. L'objectif d'abondance frugale passe par l'auto-limitation et le partage. La rupture d'avec la société de croissance peut prendre la forme d'un cercle vertueux de la [sobriété en 8 « R »](#) : Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Redistribuer, Relocaliser, Réduire, Réutiliser, Recycler. Il faut retrouver une empreinte écologique soutenable, intégrer les coûts environnementaux dans le prix de transports, relocaliser les activités, restaurer l'agriculture paysanne, impulser l'émergence de biens relationnels, réinventer les communaux, pénaliser fortement les dépenses de publicité, décréter un moratoire sur l'innovation technologique, se réappropriier la monnaie... Les initiatives à la base sont plus faciles à mettre en œuvre dans un premier temps pour recréer du tissu social : [AMAP](#), [Villes en transition](#), [monnaies locales](#), néo-artisanat... malgré tout il faut rester lucide, la disproportion des forces est colossale : le véritable pouvoir mondial est détenu par un consortium opaque de firmes transnationales. En outre la colonisation de l'imaginaire est globale, l'idéologie de la croissance bien implanté dans les têtes.*

Julien Milaseni : Dans le livre « [résister aux grands projets inutiles et imposés](#) », nous développons l'idée que les luttes de territoire autour de ces projets sont de puissants vecteurs de politisation de questions comme celle de la croissance. En partant de l'expérience concrète de la destruction de leur cadre de vie, les personnes qui s'opposent à ces projets passent en effet en quelques années de la défense de leur intérêt propre (le syndrome NIMBY) à la défense d'une autre vision de l'intérêt général. En créant du conflit, ces luttes permettent de politiser les enjeux qui sont régulièrement dépolitisés par l'idéal de consensus (dont la COP21 est un exemple) ou le recours à la technique (la voiture électrique comme solution au changement climatique).**

Jean-Baptiste Vidalou : Si la décroissance a un sens, il n'est pas seulement politique, mais aussi existentiel. Alors que la pensée aménagiste multiplie les interfaces techniques qui nous séparent du monde – comme des infrastructures de transport qui nous empêchent d'avoir un contact avec le réel –, une écologie sensible insiste sur la présence particulière au monde. Ce n'est pas du tout le même vécu de faire un trajet Paris-Brest en avion ou en TGV que de le faire à vélo, à pied ou à cheval.**

* *La grande transition*, in mensuel *La Décroissance* (septembre 2018, page 3-4)

** *La décroissance est-elle contre l'intérêt général*, in mensuel *La Décroissance* (septembre 2018, page 14-15)

N'oubliez pas les noms des héros de l'environnement

Michel Sourrouille, Biosphere, 23 septembre 2018

Nous ne connaissons pas suffisamment les héros de l'environnement. Depuis 1989, le Prix Goldman rend chaque année hommage aux défenseurs de l'écologie issus des six régions du monde. Cette récompense individuelle est considérée comme « le prix Nobel de l'Écologie ». Voici les [Portraits de six héros de l'environnement](#) primés le lundi 23 avril 2018. Pour l'Europe, Claire Nouvian (protectrice des fonds marins) ; Pour l'Afrique, Makoma Lekalakala et Liz McDaid (unies contre le nucléaire) ; Pour l'Amérique du Nord, LeeAnne Walters (un combat pour l'eau potable) ; Pour l'Amérique du Sud, Francia Marquez (la culture pour résister contre l'orpaillage illégal) ; Pour l'Asie, Khanh Nguy Thi (remplacer le charbon par une énergie verte) ; Manny Calonzo, Philippin (fini le plomb, place à la peinture responsable et durable)

Et maintenant sur la même thématique, la présentation du [livre d'Élisabeth Schneider](#), « **Les héros de l'environnement** », sortie en septembre 2018 : « *C'est une guerre ignorée qui se livre sur toute la planète, entre des entreprises prêtes à tout et des populations qui aspirent à vivre libres et sur leurs terres. Car mines, barrages, tourisme et agriculture intensive se multiplient sans répit, détruisant la nature, épuisant les réserves en eau, polluant l'air et les sols. Face à la puissance des multinationales, des bulldozers et des milices, femmes et hommes défendent à mains nues ces ressources essentielles pour tous les Terriens. C'est cette guerre silencieuse, jamais racontée en France, que relate cet ouvrage.*

Il s'ouvre sur le meurtre de Berta Caceres, assassinée en 2016 au Honduras, qui a mobilisé son peuple, les Lenca, pour défendre la rivière Gualcarque. Après l'évocation d'autres héros et héroïnes mythiques, comme Chico Mendès qui se battait pour la forêt tropicale au Brésil, Dian Fossey, protectrice des gorilles, ou Ken SaroWiwa qui dénonçait les exactions de Shell dans le golfe du Niger, le livre se tourne vers ceux qui continuent aujourd'hui la bataille au péril de leur vie. Comme le souligne le directeur de l'agence de l'ONU pour l'environnement, Erik Solheim : « Ceux qui luttent pour protéger la planète et les gens devraient être célébrés comme des héros, mais la triste réalité est que beaucoup paient un lourd tribut pour leur sécurité et parfois le paient de leur vie ».

Elisabeth Schneider collabore depuis quatre ans avec Reporterre, pour qui elle suit les atteintes aux libertés dans le monde et l'actualité internationale. Elle s'est battue en 2003, avec succès, contre l'ouverture d'une carrière de cailloux et graviers en Ombrie (Italie).

15 000 BORNES...

21 Septembre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Quinze milles bornes, c'est le plus grand problème de l'économie mondiale. Avoir des lignes de communications de 15 000 bornes.

On se souvient des 2 batailles de l'Atlantique. On a célébré l'héroïsme des godons. En réalité, c'était 100 % de conneries.

Parce que si la Grande Bretagne avait été autosuffisante à 80 %, elles n'auraient jamais eu lieu.

En 1914 80 % des denrées alimentaires étaient importées, et quand, en 1931 le libre échange fut abandonné, il ne le fut pas pour l'alimentation...

Bref, l'idéologie, avant le pragmatisme. Cette politique avait permis de se débarrasser de la quasi totalité de la population des campagnes, au profit des moutons et autres bestioles. Le dépeuplement fut quasi total dans les Highlands écossaises. L'Ecosse ne servit que de réserve de soldats.

On voit aussi, que dans "force de la Sibérie" -le gazoduc russo-chinois en construction-, il y a aussi une question de communication entre voisins proches... Contrairement au GNL, beaucoup plus cher (3 fois plus). Là, la communication existe, ou pas.

D'ailleurs, les aimables benêts qui disaient qu'il fallait se servir ailleurs qu'en Russie, pour le gaz, oublient un petit détail technique : il n'existe aucune infrastructure de substitution. On n'est pas au supermarché...

Cette culture du supermarché, est ravageuse dans les mentalités. On croit qu'ils ont toujours existé...

Dans les temps anciens, seuls les denrées de haute valeur voyageaient. C'était l'alcool et le textile. Le reste, c'était rien.

(Québec) Des millions du Fonds vert dépensés en pure perte

Alexandre Shields 20 septembre 2018 [Le Devoir.com](#)

[NYOUZ2DÉS: Alexandre Shields est un journaliste, alors il ne vous expliquera jamais qu'il est facile et gratuit de réduire nos émissions de GES: en faisant beaucoup de RIEN.]



Photo: Olivier Zuida [Le Devoir](#)

La projection de 2017 des émissions de GES montre que «l'effort potentiel qu'il reste à déployer d'ici 2020 pour que les réductions visées se réalisent au Québec à cette date est de l'ordre de 9 millions de tonnes».

Le fonctionnement du Plan d'action sur les changements climatiques du Québec comporte de sérieuses lacunes, constate le Conseil de gestion du Fonds vert, dans un rapport confidentiel obtenu par *Le Devoir*. Non seulement il s'appuie en partie sur des actions discutables qui coûtent des centaines de millions de dollars de fonds publics, mais sa gestion est inefficace et caractérisée par le manque de rigueur de nombreux ministères. Ce plan ne garantit d'ailleurs pas l'atteinte des objectifs de réduction des gaz à effet de serre.

Le Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) a été créé l'an dernier dans le but d'améliorer la rigueur, la transparence et l'efficacité de la gestion du Fonds vert, après la découverte de failles majeures par le Commissaire au développement durable.

Le CGFV a donc produit un premier rapport, présenté à la ministre de l'Environnement, Isabelle Melançon, le 8 août dernier, sur les « ajustements budgétaires » à apporter au Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC). Il faut dire que ce PACC, qui doit bénéficier d'investissements de plus de quatre milliards de dollars, est financé directement par le Fonds vert.

4 milliards

C'est la somme qui doit être investie dans le Plan d'action sur les changements climatiques. Le rapport « préliminaire » obtenu par *Le Devoir*, et qui doit faire l'objet d'une « consultation »

auprès de différents ministères et organismes cet automne, soulève de sérieuses questions sur l'attribution de ces milliards de dollars de fonds publics.

Des 183 « actions » mises en oeuvre par 15 ministères et organismes dans le cadre du PACC, le CGFV conclut que plus de la moitié soit doivent être « arrêtées dès maintenant », soit sont « à réévaluer », ou bien, l'information à leur sujet est « incomplète ou absente ». Le budget total prévu pour l'ensemble de ces actions est de 2,26 milliards de dollars, dont 1,14 milliard avait déjà été dépensé en date du 31 mars 2018.

Au total, 32 actions doivent ainsi être stoppées, « car jugées non optimales, sur le plan du rendement, non pertinentes ou injustifiées, ou parce qu'elles ne devraient pas être poursuivies » dans le cadre du PACC. Parmi ces actions, dotées d'un budget totalisant 145 millions de dollars, le rapport mentionne le « soutien à Ouranos pour des projets en adaptation », la « promotion des initiatives gouvernementales » en matière de changements climatiques et le « soutien à l'utilisation du gaz naturel liquéfié en transport de marchandises », que le gouvernement appelle la « Route bleue ».

Pour 44 autres actions, le CGFV conclut que l'information fournie par les ministères et organismes pour évaluer la pertinence du financement public de 1,36 milliard de dollars est « incomplète ou absente ». C'est notamment le cas pour les 956 millions prévus pour l'« aide à l'amélioration des services de transport collectif », mais aussi pour l'« aide financière aux infrastructures cyclables et piétonnes » et pour l'« appui à la recherche concernant la capture du carbone ».

Le rapport fait aussi état de 28 actions qui « doivent faire l'objet d'une réévaluation au cours des prochains mois pour déterminer si elles doivent être maintenues ou arrêtées ». Les auteurs soulignent que « considérant l'évolution des dépenses et des résultats obtenus, la pertinence de ces actions est remise en cause ».

C'est le cas du programme de crédit d'impôt Rénovert, pour lequel 292 millions avaient été dépensés au 31 mars, mais aussi du programme Technoclimat de « soutien à l'innovation pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) » et des 100 millions prévus pour « rendre les établissements d'enseignement écoresponsables ». Dans ce cas, peut-on lire dans le rapport, aucune somme n'a jusqu'ici été dépensée.

Inefficace

Le document permet d'ailleurs de constater que la mise en oeuvre des 183 actions par 15 ministères et organismes « entraîne une gestion complexe » qui nuit manifestement à l'efficacité. « Il y a autant de façons de travailler que de ministères et d'organismes. Chacun a sa méthode d'analyse, sa façon de compléter la reddition de comptes exigée et sa manière d'offrir le service à la clientèle », déplore le CGFV.

Dans ce contexte, le suivi de l'avancement de chaque action du PACC « varie d'un ministère et d'un organisme à l'autre et démontre le manque de rigueur des ministères et des organismes à rendre compte des résultats intermédiaires ». À titre d'exemple, plusieurs fiches de suivi ont été retournées au CGFV « sans mise à jour de l'information, ce qui ne permet pas de suivre l'évolution d'une mesure ou sa performance ».

Qui plus est, les programmes et les actions sont « régulièrement » conçus par les ministères et

les organismes « sans vision globale, avec peu d'analyse du marché et du secteur privé, sans évaluation ou prise en compte des actions déjà entreprises par les autres ministères et organismes ou par le gouvernement fédéral ».

La finalité du PACC pose elle aussi problème, puisqu'il « ne possède pas de cible déterminée de réduction des GES. Par conséquent, il est difficile d'évaluer sa performance globale et de s'assurer qu'il apportera la contribution attendue à l'atteinte des cibles gouvernementales ».

L'ensemble de ces lacunes nous conduit visiblement vers un échec climatique. Même si le financement du PACC a augmenté de 40 % par rapport au budget initial, « sa contribution à l'objectif de réduire les émissions de GES de 20 % sous le niveau de 1990 est beaucoup moins importante que prévu jusqu'à maintenant », souligne le CGFV.

La « projection récente », de 2017, des émissions de GES, « montre que l'effort potentiel qu'il reste à déployer d'ici 2020 pour que les réductions visées se réalisent au Québec à cette date est de l'ordre de 9 millions de tonnes, ce qui représente un défi colossal ».

Pour corriger le tir, le rapport recommande de mieux coordonner l'ensemble des actions, mais aussi de revoir celles prévues pour le secteur des transports et l'aménagement du territoire. Même si le premier PACC date de 2006, « bon nombre d'interventions restent à faire pour atteindre les ambitieuses cibles de réduction des émissions de GES que s'est fixées le gouvernement », conclut le CGFV, qui se dit par ailleurs en manque d'effectifs pour assurer son mandat.

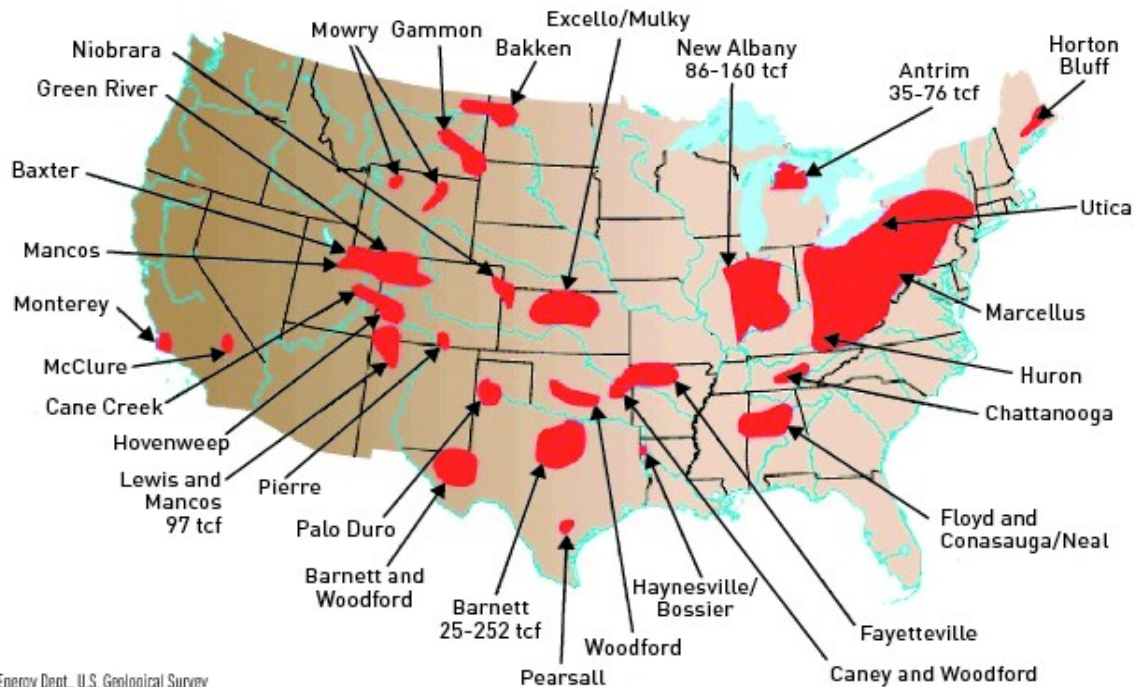
L'effondrement imminent de la production américaine de pétrole de schiste

Par SRSROCCO – Le 3 septembre 2018 – Source SRSrocco REPORT

[NYOUZ2DÉS: ce sera un signal (réel) très fort que "la fête est finie".]

America's Next Energy Frontier

Shale formations in the U.S. hold trillions of barrels of oil and trillions of cubic feet [tcf] of natural gas

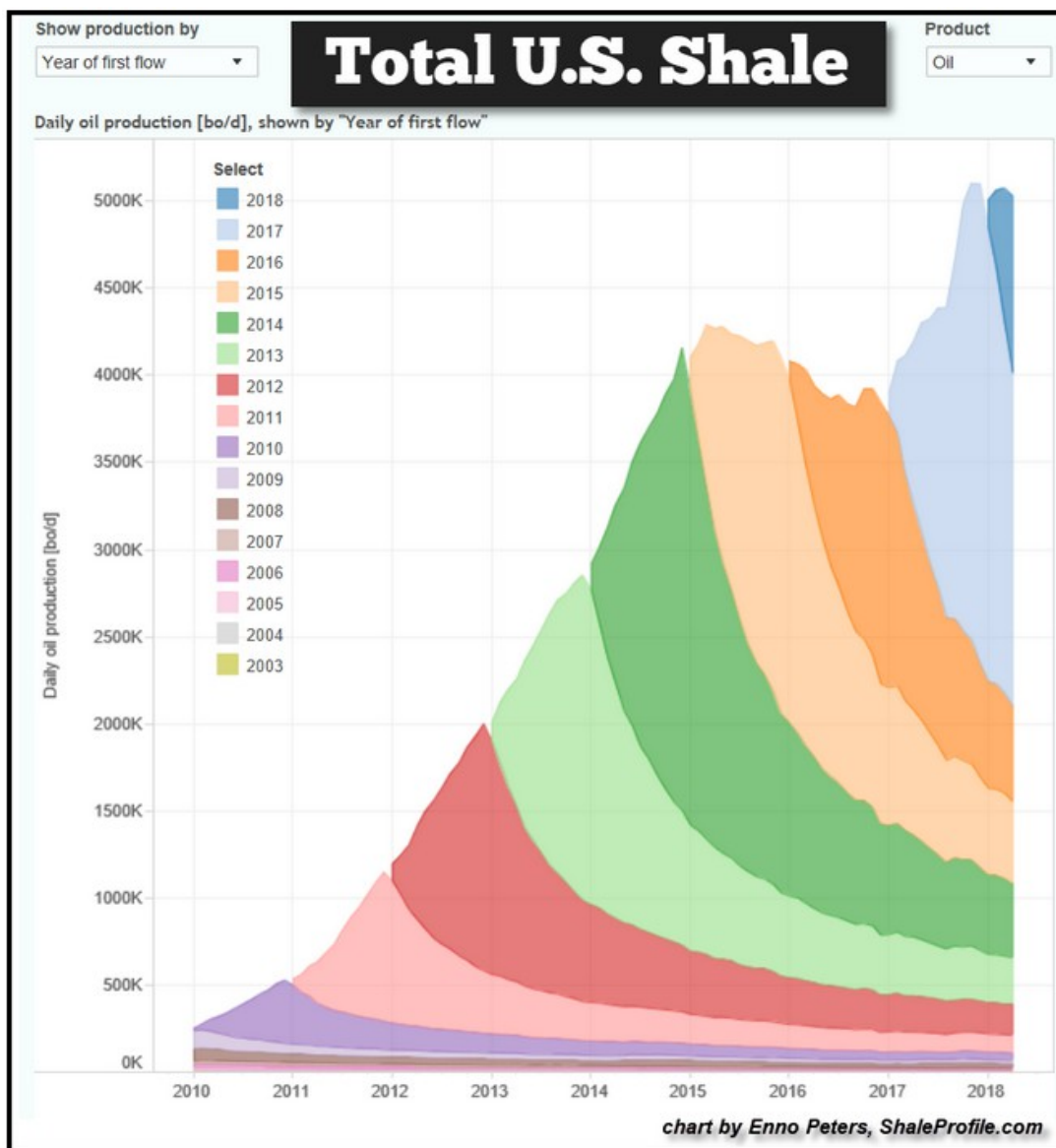


La mort de l'indépendance énergétique des États-Unis se produira lorsque l'effondrement de la production de pétrole de schiste commencera. Et lorsque la production américaine de pétrole de schiste atteindra son maximum et diminuera, la production pourrait chuter beaucoup plus rapidement qu'on ne le pense. Le rythme auquel la production américaine de pétrole de schiste diminuera à l'avenir est fondé sur deux facteurs clés, les réserves restantes et le prix du pétrole.

Avant de parler des réserves restantes de pétrole de schiste, considérons d'abord le prix. Lorsque le prix du pétrole s'est effondré de la mi-2014 à son plus bas niveau au début de 2016, les industriels de la fracturation hydraulique ont considérablement réduit les forages. De mars 2015 à septembre 2016, la production totale de pétrole de schiste aux États-Unis a chuté d'environ 600 000 barils par jour (info Shaleprofile.com). Toutefois, cette baisse n'était pas attribuable à un pic de la production, mais plutôt au fait que le faible prix du pétrole rendait le forage du pétrole de schiste non rentable.

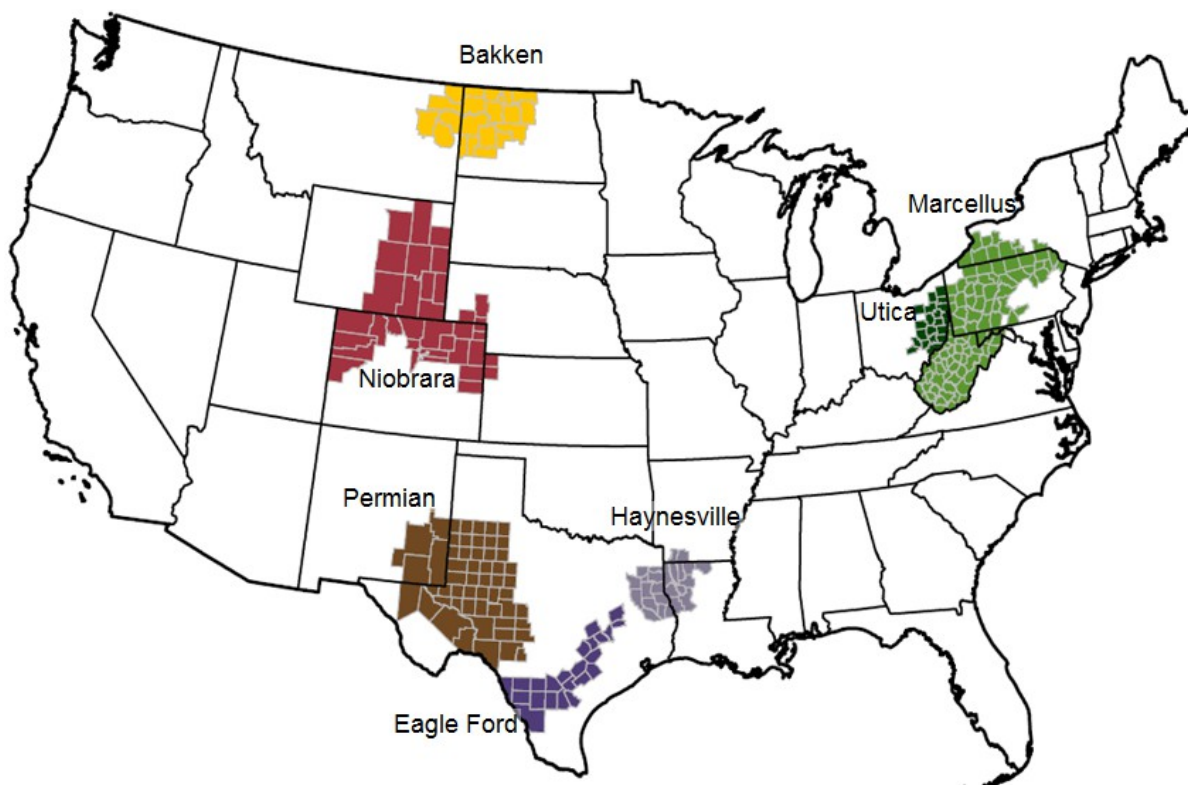
Que se passera-t-il lorsque la production américaine de pétrole de schiste atteindra finalement un pic et que les prix du pétrole seront beaucoup plus bas ? Eh bien, ce sera la TEMPÊTE PARFAITE pour l'industrie américaine du pétrole de schiste. Comme je l'ai mentionné dans plusieurs articles et vidéos, lorsque le cycle économique actuel de 9 ans se renversera enfin, nous allons avoir une sacrée correction du marché. Lorsque les marchés au sens large vont fortement s'orienter à la baisse, ils feront très certainement chuter le prix du pétrole en même temps.

Pour avoir une idée de la production totale de pétrole de schiste aux États-Unis, voici un



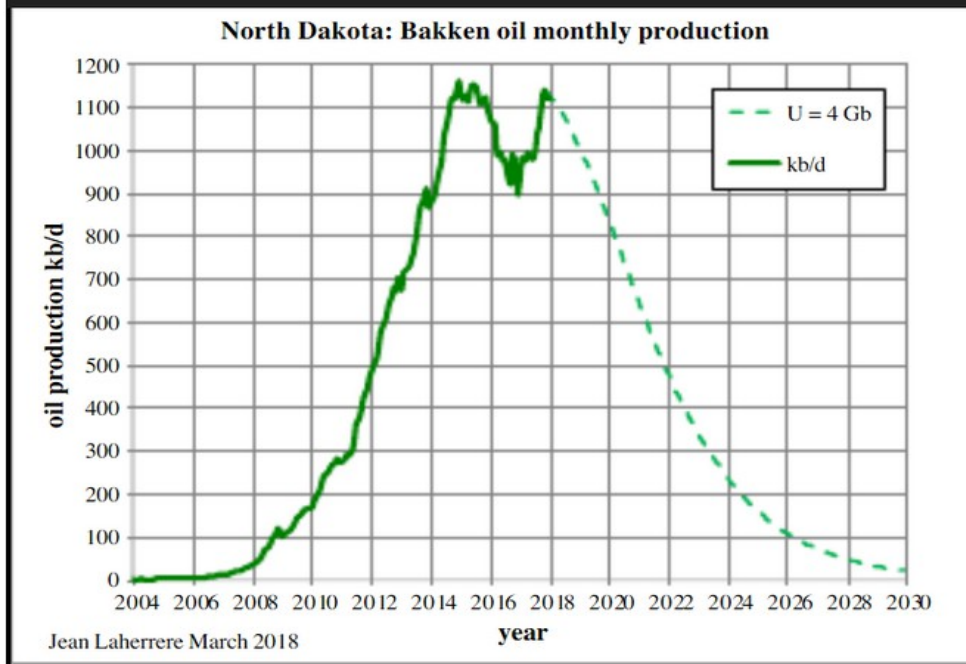
graphique d'Enno Peters sur ShaleProfile.com :

Ce graphique montre la production américaine de pétrole de schiste en avril de cette année. La production totale de pétrole de schiste aux États-Unis s'élève à un peu plus de 5 millions de barils par jour. Chaque couleur dans le graphique représente la valeur d'une année de production de pétrole. Ce qui est intéressant dans le graphique ci-dessus, c'est l'énorme taux de déclin de la production nationale du pétrole de schiste. Et chaque année qui passe, la pente du déclin s'accroît.



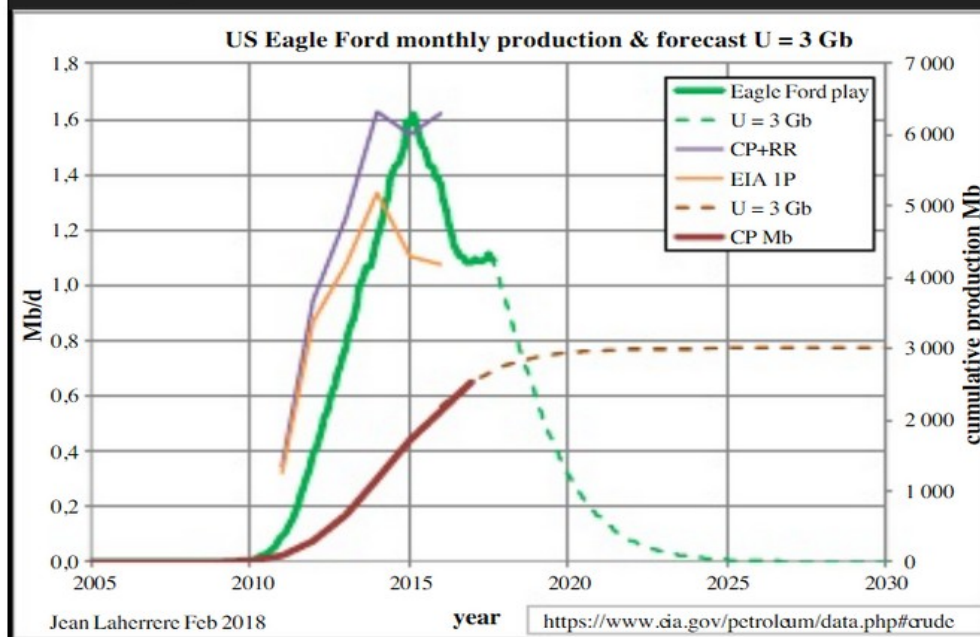
Maintenant, pour avoir une idée de la façon dont la production américaine d'huile de schiste diminuera à l'avenir, j'ai inclus une série de graphiques de [Jean Laherrere](#). Vous pouvez consulter l'intégralité du document de Laherrere et Hall sur [Forecast For U.S. Oil & Gas Production](#). Jean prend le profil de production passé et base la production future sur les réserves de pétrole restantes en utilisant une [formule de linéarisation à la Hubbert](#). Par exemple, la production de pétrole de schiste du Dakota du Nord Bakken tombera à un peu plus de 100 000 barils par jour d'ici 2025, pour un total de 4 milliards de barils de réserves totales :

North Dakota Bakken Oil Production

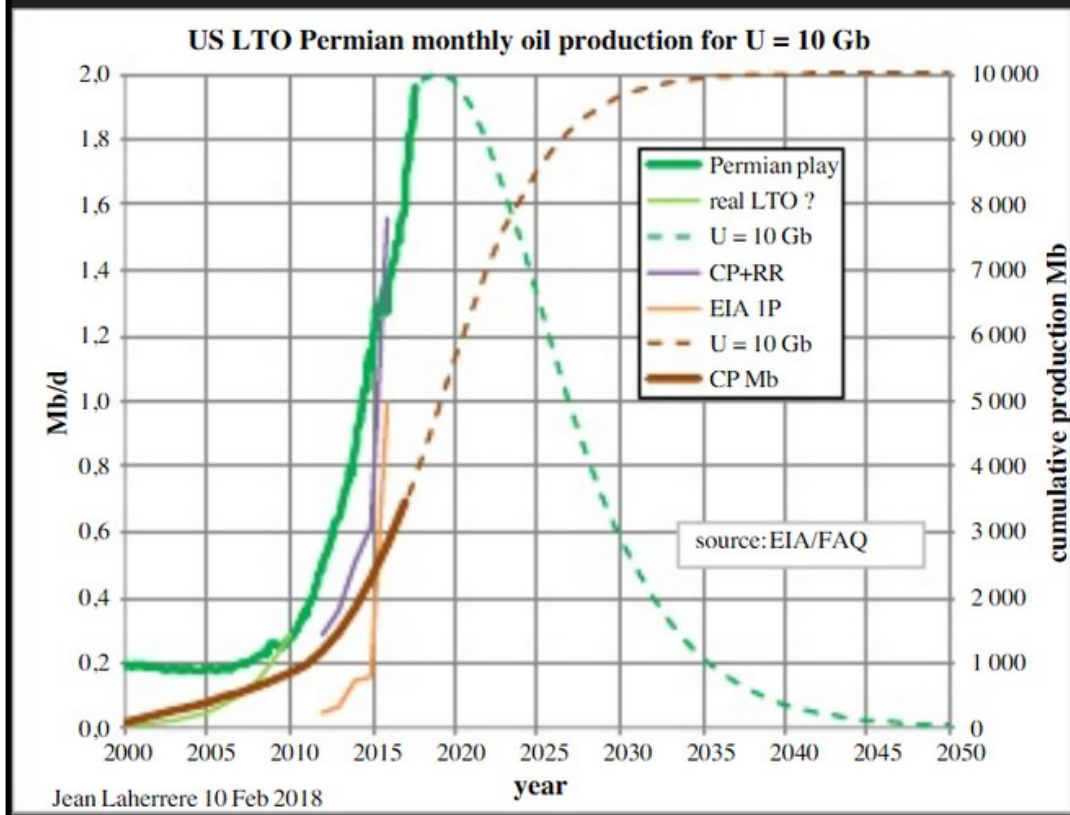


Ce graphique date un peu car la production de pétrole du Bakken est légèrement supérieure à ce qui est montré dans le graphique, mais je crois que la pente à la baisse est une prévision réaliste. Voici deux autres graphiques montrant les prévisions futures pour Eagle Ford et le bassin Permien :

Eagle Ford Oil Production

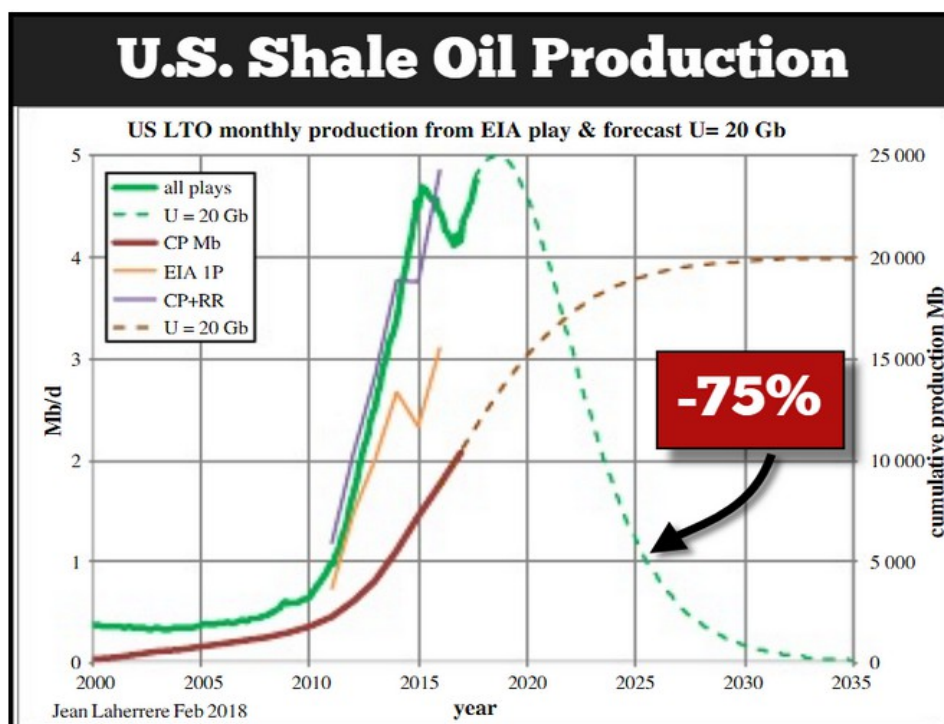


Permian Basin Oil Production



Jean montre que le bassin Permien atteindra un pic en 2019. Bien sûr, le pic pourrait être un peu retardé, mais comme on peut le voir, la production de pétrole de schiste du bassin Permien baissera de la même manière qu'elle a crû. De plus, si le prix du pétrole s'effondre, cela pourrait avoir une incidence sur la rapidité avec laquelle la production de pétrole de schiste argileux du bassin Permien diminue.

Si nous regardons le profil de la production totale de pétrole de schiste aux États-Unis, Jean montre un effondrement de 75 % d'ici 2025 :



En disséquant la ligne pointillée verte vers 2025, on obtient 1,3 million de barils par jour. En supposant un pic de 5 millions de barils par jour, on a une baisse de 3,7 millions de barils par jour, ou 75%. Encore une fois, ces graphiques sont des estimations fondées sur les réserves totales de pétrole de schiste des États-Unis qui s'élèvent à 20 milliards de barils. Si vous regardez la ligne marron, elle montre la production cumulative de pétrole de schiste qui a déjà passé plus de 10 milliards de barils (échelle de droite).

Même si la production totale de pétrole de schiste aux États-Unis n'a pas encore atteint son pic, nous avons dépassé la moitié des réserves totales de pétrole de schiste. Si l'industrie du pétrole de schiste peut ajouter des réserves plus économiques, alors le pic pourrait être un peu retardé. Toutefois, si le prix du pétrole s'effondre et demeure bas pendant une récession déflationniste – dépression, le pic et le déclin de la production de pétrole de schiste aux États-Unis seront probablement encore plus graves.

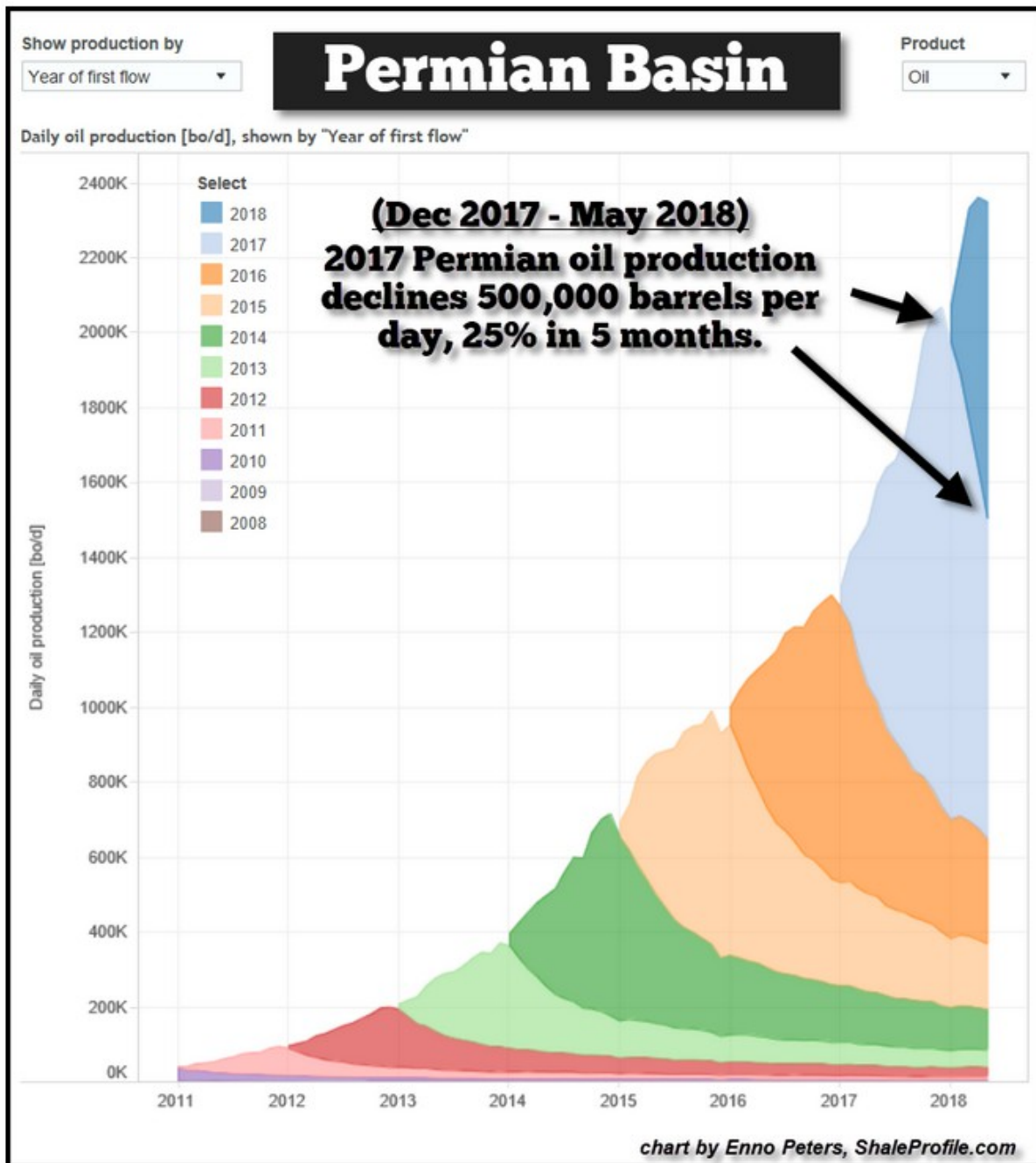
La production de pétrole de schiste dans le bassin Permien perd toujours de l'argent

Bien que le bassin Permien soit aujourd'hui la plus grande région productrice de pétrole de schistes des États-Unis, les entreprises ont encore du mal à réaliser des profits. **Par exemple, le plus important producteur de Permian, Pioneer Resources, a subi un flux de trésorerie disponible négatif de 248 M\$ au cours du premier semestre de 2018.**

Pioneer Resources a dépensé 1,6 milliard de dollars en dépenses en immobilisations au cours du premier semestre de 2018 pour accroître sa production de 21 000 barils par jour d'équivalent pétrole. Selon le communiqué de presse du deuxième trimestre de Pioneer, leur production de pétrole permien est passée de 251 000 bep (barils équivalent pétrole) au début de 2018 à 272 000 bep au deuxième trimestre de 2018. C'est une sacrée somme d'argent pour n'augmenter la production que d'à peine 8%.

Ainsi, Pioneer continue de dépenser plus d'argent en frais d'immobilisations qu'elle n'en reçoit

en flux de trésorerie provenant de l'exploitation. Et la raison en est le taux de déclin sévère qui sévit dans l'industrie du pétrole de schistes. Si nous regardons le graphique suivant, nous pouvons voir à quel point le taux de diminution était élevé en fonction de la production de 2017 :



La couleur bleu clair représente la production de pétrole de schiste mise en place en 2017. Si aucun nouveau puits n'avait été foré en 2018, la production globale aurait diminué de 500 000 barils par jour au cours des cinq premiers mois de 2018 seulement. Il faut énormément de dépenses en capital pour remplacer les 500 000 barils perdus par jour. C'est précisément la raison pour laquelle Pioneer continue à jeter l'argent par les fenêtres.

Certains diront : « Pourquoi Pioneer reste-t-il dans le business et pourquoi son cours boursier

s'élève-t-il à 175\$? » C'est une bonne question. D'une part, Pioneer a émis un montant net de 5 milliards de dollars en nouvelles actions depuis 2010 pour financer ses activités. Bien que certaines sociétés de pétrole de schistes émettent des titres d'emprunt, Pioneer a décidé de profiter du cours élevé de ses actions pour en diluer la valeur pour les actionnaires afin de poursuivre le schéma de Ponzi du pétrole de schiste de l'Amérique « Great Again ».

De plus, l'émission nette d'actions de 5 milliards de dollars a contribué à combler le déficit de 6,4 milliards de dollars en flux négatifs de trésorerie disponibles cumulés chez Pioneer depuis 2010.

Les signes révélateurs sont partout à la vue de tous. Cependant, les Américains seront quand même choqués lorsque la production américaine de pétrole de schiste s'effondrera de 75% d'ici 2025. L'effondrement de la production américaine de pétrole de schiste aura un impact profond sur le mode de vie américain.

Taxe carbone, un vrai serpent de mer

Michel Sourrouille , Biosphere, 24 septembre 2018

« *Nous sommes la dernière génération qui puisse faire quelque chose contre le réchauffement climatique.* »* Ce n'est pas un scientifique ni un politique qui lance cet avertissement, mais Kristalina Georgieva, la directrice de la Banque mondiale. Comment ? « *Nous pensons très fermement que nous pouvons envoyer un signal économique en lançant un prix fictif sur le carbone.* ». Ah Ah ! c'est ce que proposent les analystes éclairés depuis des lustres. En 2006, Jean-Marc Jancovici dans « [Le plein s'il vous plaît](#) » envisageait ainsi la taxe carbone : « *Le changement de mode de vie porte déjà un nom : un prix de l'énergie toujours croissant. C'est si simple, il suffit juste de le vouloir ! Votez pour le premier candidat qui proposera d'augmenter progressivement et indéfiniment la fiscalité sur les énergies fossiles !* » En 2006 Nicolas Hulot reprend l'idée dans le pacte écologique : « [taxe carbone, passage obligé vers une société sobre](#) ». En 2009, nous proposons sur ce blog la [généralisation de la taxe carbone](#).

Mais il y a une [fuite éperdue des politiques](#) devant cette taxe carbone. Sarkozy en avait un peu parlé en 2008, pour abandonner l'idée. Pour Marine Le Pen, la position est explicitement opposée [depuis 2012](#) : « *Pas de taxe carbone, rien. Je pense que la seule façon de baisser les émissions de gaz à effet de serre, c'est de revenir à un modèle nationaliste, d'arrêter la course au libre-échange.* » Contrairement à l'idée d'une augmentation du prix du carbone, Hollande voulait diminuer le prix de l'essence au début de son mandat ! En 2014 Ségolène Royal, soi-disant ministre de l'écologie, [supprime l'écotaxe](#) pour les poids lourds. La COP21 de 2015 laissait libre cours à la bonne volonté de chaque État pour parvenir à l'objectif symbolique de limiter l'augmentation des températures à 2°C, autant dire autorisait à ne rien faire. Soulignons que la tarification du carbone, nécessaire pour induire des changements de comportement, devrait selon nos dirigeants se faire *d'une manière favorable à la croissance économique et au développement*. Autant dire être indolore. Quand il était ministre, Nicolas Hulot ménageait la chèvre et le chou : « *Une fiscalité basée sur une taxe carbone uniforme et le renchérissement du prix du diesel risquait de pénaliser les foyers les plus modestes. C'est pourquoi le gouvernement a prévu des « dispositifs d'accompagnement ciblés pour éviter que la fiscalité ne pèse sur le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes ».* » Donc dans un monde croissant, nous irons jusqu'à brûler la dernière goutte de pétrole, laissant à nos descendants la responsabilité de s'adapter à la montée des eaux océanes, aux sécheresses à répétitions, à la

perte de rendements agricoles, aux déplacements forcés des migrants climatiques chassés de leurs terres et à toutes sortes de malheurs concomitants. Bravo les politiciens !

Alors comme nous n'aurons pas su mettre en place une carte carbone efficace suffisamment à temps, nous passerons de façon brutale à la [carte carbone](#), c'est-à-dire un système de rationnement. En 2009, Yves Cochet dans « [Antimanuel d'écologie](#) » envisageait déjà cette hypothèse : « *Si nous voulons conserver les valeurs cardinales de l'Europe que sont la paix, la démocratie et la solidarité, la transition vers la société de sobriété passe par la planification concertée et aux quotas, notamment en matières énergétique et alimentaire.* »

* LE MONDE du 21 septembre 2018, *Selon la Banque mondiale, la lutte pour le climat passe par un prix sur le carbone*

SECTION ÉCONOMIE



Egon Von Greyerz: "Le retournement de l'économie mondiale aura des répercussions dramatiques pour tout le monde"

Publié le 22 septembre 2018 à 12:48:14 / 3 commentaires / 1 448 vues

De nombreux marchés émergents se transforment aujourd'hui en marchés submergés. Les économies, les monnaies et les marchés boursiers de nombreux pays sont en... Lire la suite



Olivier Delamarche: "Encore un moment, Monsieur le bourreau !!"

Publié le 21 septembre 2018 à 13:00:18 / 6 commentaires / 1 021 vues

Olivier Delamarche, Economiste, membre fondateur des Econoclastes, Chroniqueur, rédacteur de la lettre « Le Delamarche », Dirigeant de Triskelion wealth Management, était... Lire la suite



Jacques Nikonoff: "Tout est pourri dans le système financier !"

Publié le 21 septembre 2018 à 07:00:26 / 0 commentaire / 912 vues

Intellectuel militant longtemps à gauche, passé par Wall Street, il s'engage maintenant pour la démondialisation et le Frexit. à la tête du Pardem, Jacques Nikonoff a... Lire la suite



Philippe Béchade: "Sortie de Crise en Grèce ?! Mais de qui se moque-t-on ?"

Publié le 20 septembre 2018 à 20:37:14 / 3 commentaires / 982 vues

Huit ans après le début de la crise, la Grèce est sortie de la tutelle européenne. La fin de ce troisième et dernier plan de renaissance financière a été célébré... Lire la suite



Ce nouveau record historique sur le S&P 500 se fait au prix d'un endettement colossal !

Publié le 24 septembre 2018 à 00:21:01 / 0 commentaire / 249 vues

Pourquoi le S&P 500 vient-il d'atteindre un nouveau sommet historique ? Ce n'est pas dû à de bonnes politiques économiques, mais à un endettement...

Lire la suite



Jean-Luc Mélenchon: "Une nouvelle crise financière s'annonce et elle devrait être d'une ampleur plus importante que la précédente !"

Publié le 23 septembre 2018 à 15:10:32 / 17 commentaires / 1 649 vues

Jean-Luc Mélenchon: "C'est cette année, le 10ème anniversaire de la catastrophe financière de 2008. Non seulement aucune leçon n'en a été tirée

mais... Lire la suite



A Wall Street, les titres achetés à crédit frôlent les sommets historiques !"

Publié le 22 septembre 2018 à 17:57:26 / 3 commentaires / 883 vues

La dette sur marge (Margin Debt: Actions achetées à crédit) sur le New York Stock Exchange (NYSE) correspond au montant d'argent que les investisseurs empruntent pour... Lire la suite

Egon Von Greyerz:

"Le retournement de l'économie mondiale aura des répercussions dramatiques pour tout le monde"

GoldBroker.fr et BusinessBourse.com Le 22 Septembre 2018

De nombreux marchés émergents se transforment aujourd'hui en marchés submergés. Les économies, les monnaies et les marchés boursiers de nombreux pays sont en train de s'effondrer.

La monnaie est souvent le meilleur indicateur de la santé économique d'un pays. Observez le plongeon des six devises suivantes :

COUNTRY	CURRENCY DROP IN 2018
VENEZUELA	99.9%
ARGENTINA	50%
SOUTH AFRICA	25%
TURKEY	42%
BRAZIL	23%
RUSSIA	18%

Contagion de la crise monétaire

L'effondrement des monnaies se propage comme un feu de forêt. La forte inflation et l'hyperinflation frappent un pays après l'autre. Voici d'autres pays où la devise s'est effondrée en 2018 : Soudan -61%, Angola -39%, Liberia -18% et Inde -12%. La liste est longue. Au moins 15 autres pays ont vu leur monnaie perdre 10%, ou plus, par rapport au dollar en 2018.

Début de baisse des actions à l'échelle mondiale

Plusieurs grandes places boursières nous indiquent que l'économie mondiale est en train d'amorcer un marché baissier séculaire : -25% en Chine en 2018, -20% au Brésil, -23% en Turquie, -16% en Italie, -15% en Espagne, -10% en Allemagne, -10% au Royaume-Uni. Les actions des marchés émergents ont chuté de 20 %.

LIEN: [Jim Rogers: "Nous sommes à la veille du pire krach boursier qu'on n'ait jamais connu"](#)

LIEN: [Egon Von Greyerz: "Le plus important marché baissier de l'histoire est imminent !"](#)

Les pays BRIC – Brésil, Russie, Inde et Chine – représentent 40 % de la population mondiale et ont un PIB de 20 000 milliards \$. Par conséquent, la faiblesse de ces économies est un signe inquiétant pour l'avenir. L'ampleur du ralentissement n'est évidemment pas la même qu'au Venezuela ou en Argentine, mais cela montre bien que l'économie mondiale commence à s'effiloche.

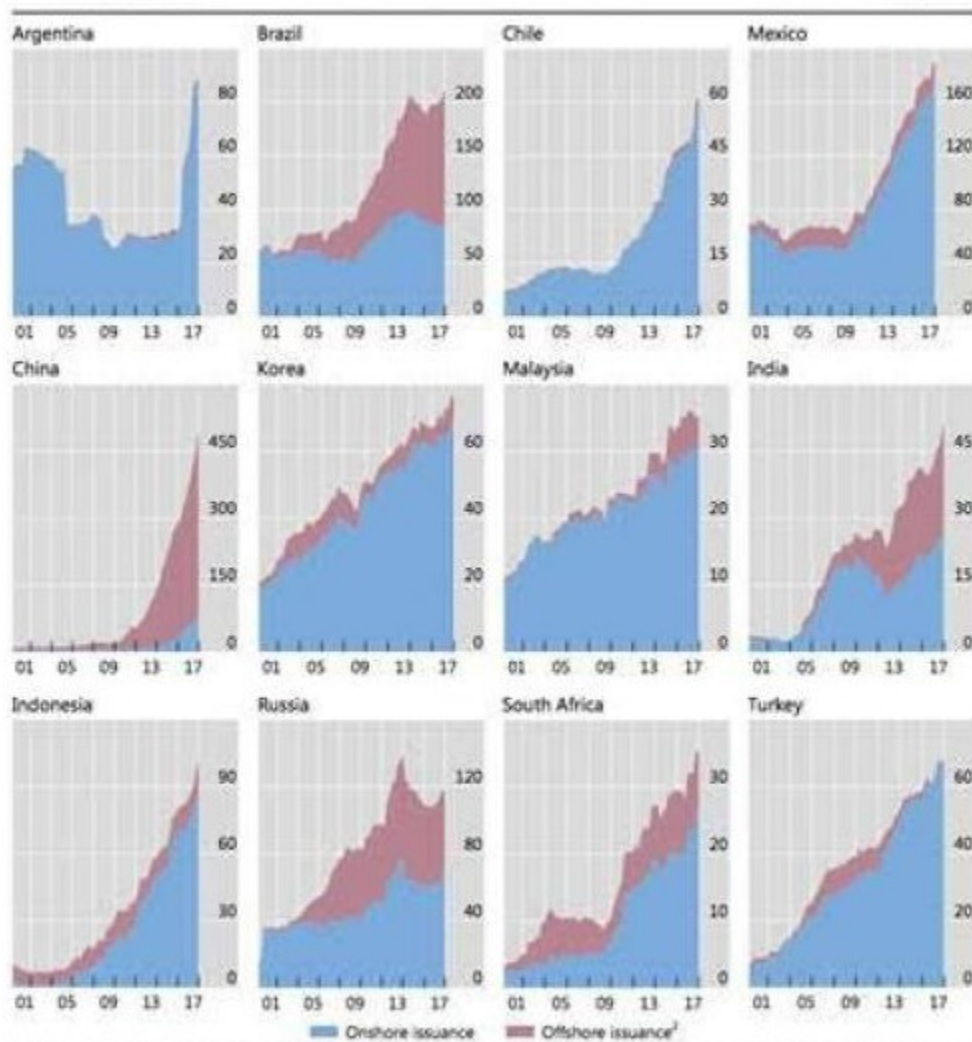
Le désastre de la dette émergente libellée en dollars

Le ralentissement économique ne serait pas si grave si le monde n'était pas endetté jusqu'au cou. Les économies occidentales ont des dettes qu'elles ne pourront jamais rembourser, mais c'est encore pire pour les marchés submergés, car leur croissance a été financée en grande partie avec de la dette en dollars US.

La dette des marchés submergés était de 8 000 milliards \$ en 2000 et s'élève désormais à près de 50 000 milliards \$.

La part de cette dette libellée en dollars a connu une croissance exponentielle et, comme la plupart des monnaies de ces pays sont en forte baisse par rapport au billet vert, ils risquent de faire défaut sur leurs dettes dans les prochaines années. Comme le montrent les graphiques ci-dessous, les dettes libellées en dollars ont été multipliées par 5-10. Les monnaies de ces pays continueront de baisser jusqu'à ne valoir quasiment plus rien.

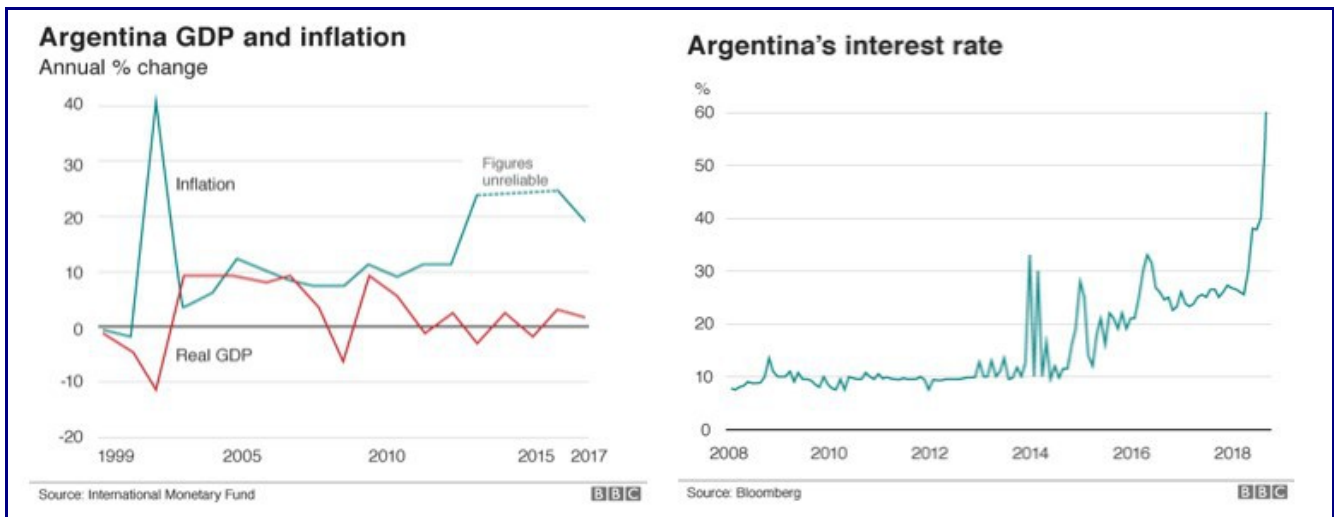
Emerging Market Dollar Debt - non-bank - \$billions



Source: Dealogic Euroclear Thomson Reuters TRAX BIS

Argentine: Taux d'intérêt de 60%

Si nous jetons un coup d'œil rapide à l'Argentine, nous pouvons voir ce qui attend les marchés émergents, mais aussi l'Occident. Avec une inflation élevée et un effondrement du peso de 50% cette année, l'Argentine a relevé ses taux d'intérêt à 60%.



Personne ne peut assumer des taux d'intérêt de 60%, en particulier un pays lourdement endetté. Des taux aussi élevés sont une folie et vont rapidement tuer le patient si cela continue.

Le message ne peut être plus clair : Une dette en croissance exponentielle et totalement disproportionnée par rapport à la croissance du PIB finira par entraîner un effondrement de la monnaie, puis un défaut. Le monde pourrait être confronté à une défaillance de l'Argentine. C'est déjà arrivé plusieurs fois. Même chose avec l'économie vénézuélienne. Même s'il y a un effondrement total de l'économie et de la société, cela n'aura pas de conséquences mondiales.

Faire d'une montagne une taupinière

Comme c'est souvent le cas, les problèmes commencent à la périphérie. Ce que nous voyons aujourd'hui ne sont pas les uniques répercussions d'un problème localisé. Les taupinières surgissent de pays en pays et vont bientôt atteindre l'Occident.

Emerging troubles with molehills popping up in: India, South Africa, Turkey, Brazil, Indonesia & Argentina



Source: investing.com

La patience – Une vertu perdue

Il y a quelques années, on m'a demandé quelle est la chose la plus importante que j'ai apprise au cours de ma longue carrière dans les affaires. J'ai répondu "la patience". Lorsqu'on est jeune, tout doit arriver rapidement. La gratification instantanée fait partie de la culture actuelle, la plupart des gens étant impatients et dénués de principes. C'est la même chose pour les jeunes et les vieux. Personne ne peut s'asseoir une seconde sans sortir son iPhone. Les téléphones portables sont les cigarettes d'aujourd'hui, sans eux les gens deviennent anxieux et nerveux. Mais malheureusement, cela ne les calme pas, au contraire.

Pire encore, lorsque les jeunes se réunissent, ils préfèrent communiquer avec le reste du monde sur Instagram ou Snapchat plutôt que de parler avec leurs amis assis à côté d'eux. Et quiconque envoie un courrier électronique ou un message attend une réponse rapide. Auparavant, lorsque vous envoyiez une lettre à quelqu'un de l'autre côté de l'Atlantique, il fallait attendre plusieurs semaines avant d'avoir une réponse. À bien des égards, la qualité de vie était meilleure qu'aujourd'hui. Mais l'évolution technologique ne cesse de s'accélérer.

Les robots et l'intelligence artificielle nous rendrons-ils inutiles ?

Les robots et l'intelligence artificielle (IA) prennent progressivement le contrôle de tout. Je me souviens de Sir Clive, l'inventeur du premier ordinateur grand public à moins de 100£ en 1980, qui disait déjà à l'époque que les machines seraient un jour plus intelligentes que les êtres humains. Il avait raison, comme nous le voyons aujourd'hui avec l'IA. Il a également déclaré que les ordinateurs prendront le contrôle de nos vies, rendant les humains inutiles. Pour lui, la seule différence entre les humains et les ordinateurs était que les humains ont une âme. Et encore, il y croyait à moitié.

Malheureusement, la patience est une vertu qui disparaît de nos vies. La plupart des investissements se font à court terme. Mais Warren Buffet nous a démontré que les placements à long terme, basés sur la valeur, peuvent être une réussite. Donc, en attendant que l'intelligence artificielle contrôle nos vies et prenne toutes nos décisions en matière d'investissements, la patience restera une vertu essentielle.

L'Or – Une aubaine en 2000 et une aubaine aujourd'hui

À la fin des années 1990, j'ai considéré que les risques dans l'économie mondiale devenaient très dangereux. Après l'effondrement de 80% des valeurs technologiques en 2000-2002, le risque restait élevé en raison de la dette et des produits dérivés. Le prix de l'or ne reflétait pas encore ce risque et, après une correction de 20 ans par rapport au sommet de 850 \$ atteint en 1980, l'or avait touché un plus bas à 250 \$ en 1999 et n'était toujours qu'à 300 \$ au début de 2002. Nous avons sauté sur l'opportunité, d'autant plus que l'or semblait sur le point de se retourner. Pour réussir un investissement, il ne faut pas acheter en même temps que tout le monde, comme l'or à 800 \$ en 1979 ou le Nasdaq à la fin 1999. Chaque fois que les médias commencent à couvrir une classe d'actifs en première page, alors le risque est déjà bien plus élevé. Le meilleur moment pour acheter est lorsqu'un actif est mal aimé et sous-évalué, comme l'or en 2002.

L'or a ensuite amorcé une tendance haussière de six ans jusqu'à atteindre un sommet

temporaire à 1 030 \$ en 2008. Le second sommet intermédiaire a été touché en septembre 2011, à 1 930 \$. L'or s'est ensuite maintenu entre 1 600 \$ et 1 750 \$, avant de descendre à 1 200 \$ en 2013. L'or se déplace dans cette fourchette depuis cinq ans.

Notre vision du risque mondial et du rôle de l'or comme protection n'a pas changé. Évidemment, nous n'avons pas liquidé nos métaux précieux. Nous attendons patiemment depuis plusieurs années. Les raisons de détenir de l'or en 2002 n'ont pas changé. Au contraire, depuis 2006, le risque a augmenté exponentiellement avec l'explosion de la dette et des bulles d'actifs. Si nous ajoutons à cela les dérivés, les retraites et les passifs non capitalisés, le risque total s'élève désormais à des *quadrillions* de dollars.

Il y a encore plus de raisons d'acheter de l'or aujourd'hui qu'en 2002. Mais les prix de l'or et de l'argent ne reflètent pas ce risque. Le sentiment est semblable à ce qu'il était en 2002. L'or et l'argent sont de nouveau mal aimés et sous-évalués. C'est donc le moment idéal pour acquérir de l'or et de l'argent à des fins de préservation du patrimoine.

Les problèmes se déplaceront vers le centre

Pour comprendre ce qui se profile, revenons à la périphérie pour voir ce qui a déjà frappé certains pays. La dépréciation de la monnaie n'est qu'une partie de l'équation. L'autre élément est bien sûr la façon dont l'or révèle la mauvaise gestion du pays et protège contre une perte totale de richesse.

COUNTRY	CURRENCY DROP IN 2018	INCREASE IN GOLD PRICE 2018
VENEZUELA	99.9%	2.3M%
ARGENTINA	50%	100%
SOUTH AFRICA	25%	20%
TURKEY	42%	56%
BRAZIL	23%	14%
RUSSIA	18%	14%

Le Venezuela, où la monnaie n'a plus aucune valeur, est un cas désespéré. Avec un prix de l'or à 300 millions de bolivars, les vénézuéliens qui possèdent un peu d'or depuis le début de l'année ou, encore mieux, depuis des années, se retrouvent en bien meilleure posture que le reste de la population.

LIEN: [Egon Von Greyerz: "L'effroyable crise de 2008 s'apprête à revenir en force !"](#)

En détenant de l'or et de l'argent physique, vous n'assurez pas seulement votre

patrimoine contre la destruction de la monnaie papier, mais aussi contre un éventuel renflouement ou un effondrement du système bancaire.

Nous avons actuellement un certain nombre de signes avant-coureurs provenant du monde entier. **Les années sombres** ont déjà commencé en périphérie et se déplaceront rapidement vers le centre. Certains marchés boursiers, comme aux États-Unis, sont encore proches de leur sommet. Fondamentalement, les marchés en bulle peuvent s'effondrer à tout moment.

Les signaux techniques indiquent qu'un krach est imminent. Pareil pour l'or et l'argent. Ils s'apprêtent à reprendre leur tendance haussière à long terme et à monter significativement.

Ces mouvements peuvent se déclencher du jour au lendemain. S'ils sont retardés pendant une courte période, cela ne changera rien. L'économie mondiale se retournera et les conséquences seront dramatiques.

Source: [goldbroker](#) – [GoldBroker.fr](#) tous droits réservés

Du pouvoir d'achat sur le dos des autres ?

Rédigé le 24 septembre 2018 par [Simone Wapler](#)

Les avertissements sur le thème du « trop de dettes » se multiplient mais pas la conclusion qui s'impose : trop de crédit et trop d'Etat providence.

La Banque des règlements internationaux y va elle aussi de son avertissement dans son dernier rapport trimestriel : « l'économie mondiale est vulnérable et les banques centrales ne sont pas prêtes ».

Après le couplet devenu banal de « trop de dettes », la BRI note :

« Des taux plus bas dopent la demande et augmente les niveaux d'emploi et d'investissements à court terme. Mais la plus forte prévalence de zombies qui en résulte conduit à une mauvaise allocation des ressources et pèse sur la croissance de la productivité. Si cet effet est suffisamment important pour réduire la croissance, cela pourrait déprimer les taux encore plus ».

Mmmm...

Si vous lisez les deux premières phrases, vous vous demandez pourquoi les banquiers centraux veulent à tout prix contrôler les taux d'intérêt puisque baisser les taux nourrit les zombies à long terme.

Si vous lisez la troisième phrase, tout devient encore plus obscur puisqu'on comprend qu'une baisse de croissance pousse encore plus les taux à la baisse.

En réalité, tout s'explique si vous considérez que l'argent n'existe presque plus que sous forme de crédit (donc de dette).

Autrefois, lorsque ceux qui avaient de l'argent à protéger craignaient une crise, une récession et les vagues de faillites que cela entraîne normalement, ils retiraient leur argent des banques, stockaient de l'or ou des billets. Les taux d'intérêt augmentaient car les banques n'avaient plus assez de dépôts à prêter. Les zombies faisaient faillite et l'activité économique repartait d'un

bon pied.

Désormais, la bancarisation étant obligatoire, la seule façon de mettre son argent à l'abri est d'acheter de la dette d'Etat (*Treasury* du trésor américain, *Bund* allemand, OAT française) réputée sûre. Face à cette demande, les taux d'emprunt des Etats baissent et les gouvernements peuvent subventionner les zombies en prétendant soutenir l'économie.

Le problème de l'argent gratuit...

Le problème de l'argent gratuit, qui tombe du ciel sous forme de subventions, est qu'il est immoral. Lorsque vous obtenez quelque chose en échange de rien, vous en voulez toujours plus puisque ça ne vous coûte aucun effort.

C'est vrai pour les subventions aux entreprises et c'est aussi vrai pour les allocations versées aux ménages, censées doper le pouvoir d'achat. Les assurances chômage s'étaient initialement mises en place pour alléger les effets d'une crise et d'une purge nécessaire pour ceux qui étaient en première ligne.

Puis les banques centrales se sont mises à contrôler les taux et se sont employées à les faire baisser depuis des décennies. Puis les allocations en tout genre se sont multipliées, ce qu'en France les gouvernements appellent « redistribution » ou « mesures pour le pouvoir d'achat », ce qui est bien différent des filets sociaux adaptés aux situations de crise.

Le budget 2019 du gouvernement actuel joue sur du velours dans ce domaine. Dans un sondage paru dans *Le Figaro*, seul 38% des gens pensent qu'il est prioritaire de réduire les dépenses publiques. Si 79% pensent qu'il faut réduire les dépenses de l'Etat, seulement 8% pense qu'il faut réduire le nombre de fonctionnaires et 4% les dépenses sociales ! Enfin, 73% sont favorables à une nouvelle diminution de leur taxe d'habitation.

En somme, ce que veulent les Français c'est toujours autant d'allocations et de fonctionnaires et moins d'impôts. Cherchez l'erreur...

Le jour de libération fiscale est tombé le 27 juillet 2018 en France. A ce rythme là, il devrait encore reculer en 2019.

Les zombies se multiplient, toujours plus exigeants...

Mais un jour, le système va se gripper. Il ne restera plus que la dette dont tout le monde s'apercevra soudain que personne ne peut la rembourser. Alors, soit les taux monteront et il faudra organiser un jubilé. Soit il faudra dissoudre les dettes dans l'inflation.

Stupéfaction : on découvrira alors que le pouvoir d'achat pris sur le dos des autres était factice et malhonnête.

Une distraction de plus de la part du Deep State

Rédigé le 24 septembre 2018 par [Bill Bonner](#)

Les journaux américains sont pleins de bruits et de fureur au sujet de Brett Kavanaugh, candidat à la Cour suprême et accusé d'agression sexuelle. Des faits qui remonteraient au début des années 1980... mais qui ont déclenché un tollé — un tollé du plus pur style

washingtonien, époque 2018.

Nous n'avons jamais rencontré M. Kavanaugh, pas plus que nous n'avons suivi sa carrière ou examiné ses décisions juridiques.

Mais nous avons déjà été dans une chambre à coucher... et nous avons eu 17 ans : si tous les fonctionnaires étaient disqualifiés sur la base de ce qu'ils ont fait durant leurs années de lycée, il ne resterait plus grand monde à Washington.

Comment *ne pas* remarquer ce qui se passe vraiment

Nous avons aussi passé trois ans à l'université de droit Georgetown, auprès de certains des plus grands spécialistes juridiques du pays.

Pour commencer, les juges de la Cour suprême américaine ne sont pas des saints. Ils sont tout aussi susceptibles de succomber aux mythes, aux mystères et à l'influence du groupe que le reste d'entre nous

Deuxièmement, quiconque espère que Brett Kavanaugh ou la Cour suprême va faire des changements notables — s'attaquer au *Deep State*... ou drainer le Marigot — va être déçu.

La Cour suprême ne se situe pas sur l'Olympe... mais au beau milieu du Marigot. Elle est importante pour ses habitants parce qu'elle peut changer l'équilibre du pouvoir entre une faction et une autre.

Cependant, elle n'a jamais menacé le Marigot lui-même depuis 1937. A l'époque, Franklin Roosevelt avait proposé de « bourrer » la Cour de juges favorables à sa cause si elle se mettait en travers du chemin du *New Deal* ; la Cour suprême céda rapidement.

A présent, dans le brouhaha qui entoure la nomination de Brett Kavanaugh, les Etats-Unis ont gâché une quantité encore plus grande de leur ressource la plus précieuse — leur temps.

L'affaire Kavanaugh pourrait mobiliser jusqu'à 100 millions d'heures du public américain... et l'aider à ne *pas* remarquer ce qui se passe vraiment.

Au cours du dernier demi-siècle, les autorités ont saisi, gaspillé et mal alloué une part croissante de notre temps.

Nous avons vu vendredi que le travailleur américain moyen doit passer environ deux fois plus de temps aujourd'hui qu'en 1971 pour gagner de quoi financer sa maison et sa camionnette.

Nous avons vu aussi que l'arrivée d'un milliard de nouvelles personnes dans le bassin de main-d'œuvre mondial aurait dû réduire les coûts, augmentant ainsi son salaire réel. Mais l'immobilier n'est pas importé... de sorte qu'il a échappé à la concurrence.

Ce à quoi il n'a pas échappé, en revanche, c'est à la réglementation régissant la construction et le travail. Les prix des maisons ont plus que doublé en termes réels, tandis que les salaires réels restaient les mêmes.

Quant aux camionnettes, nous nous sommes toujours posé la question. En Amérique du Sud, nous conduisons une petite Amarok, fabriquée par Volkswagen. C'est l'une des nombreuses camionnettes légères et relativement peu coûteuses que l'on peut trouver aux Etats-Unis.

Pourquoi pas ?

Mais les autorités américaines ont imposé une taxe douanière de 25% sur les véhicules importés, éliminant dans les faits les importations bon marché.

Votre ressource ultime qui est consommée par le gouvernement

La Tax Foundation, un *think tank*, a calculé que l'Américain moyen doit travailler du 1er janvier au 24 avril pour payer ce qu'il doit au gouvernement — et ce n'est là que le coût direct. Il faut rajouter à cela 96 000 pages de réglementations — chacune demandant du temps et de l'attention.

Peu de politiciens sont prêts à voter des augmentations d'impôts pour couvrir les coûts du gouvernement, si bien qu'ils sont passés à des moyens plus indirects — la réglementation et la dette, principalement.

Aujourd'hui, toute transaction, ou presque, implique une surveillance, un contrôle ou des paperasses de la part des autorités. Et tout cela prend du temps.

C'est le temps — et non le pétrole, l'or ou l'eau — qui est notre ressource ultime. A mesure qu'il est volé, gaspillé et dilapidé... il en va de même pour nos vies.

La dette consomme elle aussi du temps...

L'Américain moyen travaille 19 heures par mois pour financer sa camionnette... et 92 heures par mois pour sa maison. Si l'on se base sur les chiffres de la Tax Foundation... il travaille en plus 53 heures mensuelles pour financer les autorités.

Mais les Américains ne semblent rien remarquer. Ils se rangent sagement en file dans les aéroports — même si la menace est très limitée — pour être scannés et fouillés.

Ils remplissent des formulaires. Ils votent... et dénoncent leurs vieux amis trois décennies après les faits.

Les Américains sont hypnotisés, distraits et captivés... tandis que leur temps leur est enlevé.

Voilà comment tout cela est lié : l'affaire Kavanaugh peut être considérée comme du divertissement — une perte de temps et une diversion.

L'affrontement entre les diverses factions autour de cette affaire ne concerne que le Marigot. Aucune de ces factions n'irait réduire le pouvoir du Marigot lui-même... ou menacer l'élite bien installée qui le gère.

Que M. Kavanaugh se retrouve à la Cour suprême ou non... il n'y aura pas de changement significatif dans la direction du pays.

Certes, il y a différentes factions au sein du Marigot — de petites îles infestées par des gens qui se soucient du changement climatique ou des inégalités... et de profondes tranchées sombres où les montres veulent mettre en place un Etat électronique totalitaire qui contrôle chaque aspect de votre vie en utilisant des algorithmes adossés à des mitrailleuses.

Les factions s'affrontent. Mais ce qu'elles partagent est plus important que ce pour quoi elles se disputent...

Toutes cherchent à transférer le pouvoir, le prestige et l'argent des citoyens vers elles-mêmes.

Le pétrole inquiète. Crise: l'hommage du vice à la vertu

Bruno Bertez 24 septembre 2018

La hausse des cours du pétrole inquiète; elle peut faire dérailler la croissance aux USA et elle majore l'inflation. C'est la raison pour laquelle Trump tweete. La hausse des prix de l'énergie agit comme un impôt supplémentaire sur les consommateurs, lequel vient s'ajouter à l'impôt que représentent les « tarifs » de la Trade War. Par ailleurs les prix élevés du pétrole impliquent des achats de dollars qui en font monter le cours ce que Trump cherche à éviter. A ce propos notons que la Chine a envoyé promener Trump et a annulé les rencontres sur ce thème ; on dit que Trump maintenant envisage de s'attaquer au Japon.

Les effets des tweets de Trump sont limités! Les producteurs de pétrole sont d'autant moins enclins à faire des cadeaux aux américains que ceux ci leur font concurrence avec le gaz de schiste .

« Les pays producteurs de pétrole interviendront pour éviter une pénurie sur le marché lorsqu'ils jugeront le moment opportun, » a déclaré le ministre saoudien de l'Energie, dans une réponse apparente aux injonctions du président américain à faire baisser les prix.

Khaled al-Falih s'exprimait dimanche lors d'une réunion à Alger d'une vingtaine de pays membres et non membres de l'Opep, signataires fin 2016 d'un accord par lequel ils se sont engagés à limiter leur offre pour faire remonter les cours du brut.

La réunion s'est terminée sans décision de changer les niveaux actuels de production.

Le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMMC) « a exprimé sa satisfaction concernant les perspectives actuelles du marché pétrolier, avec un équilibre globalement sain entre offre et demande », indique la déclaration finale de la rencontre.

Les pays producteurs continuent de « surveiller de près l'offre et la demande et nous répondrons de manière appropriée et au moment approprié, autant que cela sera nécessaire », avait déclaré, en ouvrant les travaux, le ministre saoudien, qui préside le JMMC.

De nouvelles sanctions américaines contre Téhéran prévues début novembre devraient faire chuter les exportations iraniennes au cours des prochains mois, diminuant d'autant l'offre d'or noir sur le marché.

Parmi les pays signataires fin 2016 de l'accord de limitation de production, figurent l'Arabie saoudite et la Russie, deux des trois plus grands producteurs mondiaux avec les Etats-Unis, ainsi que l'Iran, membre fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

« Il est primordial que nous continuions à prévoir et anticiper les changements dans l'équilibre de l'offre et la demande et prenions des mesures dynamiques pour éviter une conjoncture qui rendrait les consommateurs nerveux et anxieux », a prévenu Khaled al-Falih.

« Cela signifie notamment fournir une offre adéquate et éviter toute pénurie sur le marché », a-t-il intentionnellement répété deux fois, alors que le président américain Donald Trump a sommé samedi l'Opep de « baisser ses prix ». baisser les prix « **now** ».

« Nous ne visons pas un prix, nous visons la stabilité du marché », a de son côté plaidé le ministre émirati de l'Energie, Souhail al-Mazrouei, président en exercice de la conférence de

l'Opep.

Le représentant de l'Iran à l'Opep, Hossein Kazempour Ardebili, à la tête de la délégation iranienne à Alger, a lui indiqué que son pays continuait à honorer sa « part de production » et dit espérer que les pays clients de l'Iran « exercent leur souveraineté et ne se plient pas aux instructions de (Donald) Trump ».

Une hausse d'un million de barils par jour avait déjà été décidée en juin, malgré une longue résistance de Téhéran.

Alors que des analystes s'interrogent sur la capacité des producteurs à réellement relever leur offre, les ministres saoudien et émirati ont assuré que certains pays y compris les siens avaient des capacités de production « additionnelles » inutilisées.

« En cas de pénuries sur le marché, nous mettrons en place rapidement et résolument les capacités additionnelles disponibles parmi les pays » signataires de l'accord, que ces pénuries soient d'origine géopolitique, technique, météorologique ou autre, a assuré le ministre saoudien.

« Nous maintiendrons ou réduirons l'offre si jamais il y avait une baisse ou un choc de la demande sur le marché ou une hausse de l'offre », a-t-il ajouté.

Il a jugé « prématuré » d'estimer ce que sera le niveau de production en 2019, tout en estimant « improbable » une hausse de production, sauf « surprise concernant l'offre ou la demande ».

Un projet d'accord de coopération est d'ailleurs à l'étude entre pays membres et non-membres de l'Opep pour permettre de « manière continue, de coordonner, surveiller et intervenir, quand et si nécessaire, pour rééquilibrer le marché. C'est absolument nécessaire », a indiqué le ministre saoudien.

Crise: l'hommage du vice à la vertu.

La BRI sacrifie à l'hypocrisie. Une analyse très superficielle de la BRI.

Claudio Borio, le chef économiste de la Banque des Règlements internationaux (BRI), a mis en garde contre les risques de rechute de l'économie mondiale, prévenant qu'il n'y aura cette fois que « peu de traitements à disposition ».

La valeur ajoutée informationnelle de Borio, que j'aime beaucoup, est cette fois assez faible. Pas besoin d'être l'économiste vedette de la BRI pour radoter cette banalité.

C'est le grand jeu à la mode: avertir que la crise peut se reproduire et que l'on sera cette fois démuné de remèdes. C'est un jeu hypocrite, motivé par le seul souci de faire semblant d'être rigoureux et surtout pour s'exonérer de la responsabilité des catastrophes futures. C'est le fameux : je vous l'avais bien dit, je vous avais prévenu!

Le seul apport de la BRI est son analyse sur les zombies, mais ce n'est pas nouveaux, avec les taux d'intérêt très bas, le nombre de firmes zombies augmente, on s'en serait douté.

Le « traitement de choc » administré par les banques centrales après la crise financière de 2007-2008, « sous forme de taux d'intérêt inhabituellement et durablement bas », a permis de

soutenir l'économie, a expliqué le chef du département monétaire et économique de cette institution.

Ici Borio évite de mettre en évidence les enchainements organiques qui pourraient conduire à une crise, il se contente d'évoquer les effets du sevrage monétaire. Mais comment il pourrait provoquer une crise, par quels moyens de transmission et surtout pourquoi prend-on le risque d'une nouvelle crise en mettant en place le sevrage, ceci reste dans l'ombre, les questions ne sont pas posées et les réponses ne sont pas offertes. Il est faux de dire que les remèdes n'existent plus, ils existent et ils sont déjà prévus: les dispositifs pour renforcer considérablement la répression financière en cas de crise sont en place, les cadres légaux et les programmes informatiques sont prêts! Nous sommes depuis la crise dans un monde monétaire nouveau, il est à peine exploré et en cas de rechute, on s'enfoncera encore plus dans ce monde, voilà la vérité qu'il faut oser dire et que Borio n'ose pas dire.

Le resserrement monétaire n'a pas été « sans effets secondaires », a-t-il ajouté, estimant que les turbulences des derniers mois, marqués entre autre par la crise en Argentine et la chute de la livre turque, s'apparentent à « un symptôme de sevrage » maintenant que les grandes banques centrales sont en train d'y mettre fin.

Après des années de politique monétaire ultra-accommodante, la Réserve fédérale américaine (Fed) s'est lancée dans un cycle progressif de resserrement de ses taux tandis que la Banque centrale européenne (BCE) a récemment confirmé qu'elle compte mettre un terme à son programme de soutien à l'économie fin 2018.

Dans son rapport trimestriel, la BRI a mis en lumière le fait que les crédits aux économies émergentes, en particulier sous la forme de titres de créances libellés en dollar, ont fortement enflé depuis 2010, ce qui les rend très sensibles à une réappréciation du billet vert avec la remontée des taux américains.

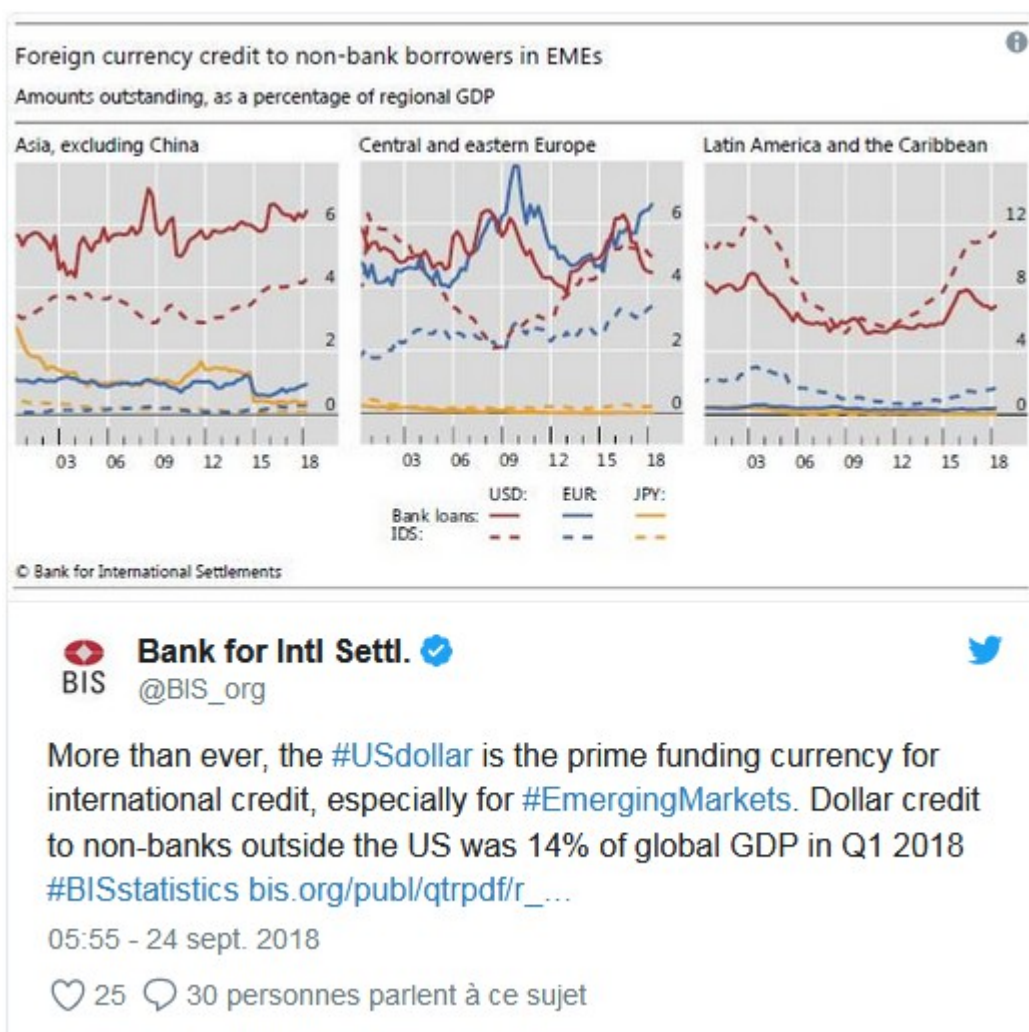
« Les prêts en dollar aux résidents non bancaires des économies de marché émergentes (EME) ont plus que doublé depuis la Grande crise financière, pour atteindre environ 3.700 milliards de dollars », a isolé Claudio Borio dans les statistiques de la BRI.

Actuellement, il est difficile de prédire quelle tournure va prendre l'économie mondiale, sur fond de divergence croissante entre les marchés américains et ceux des autres économies, en particulier des pays émergents.

Ce qui est sûr, a-t-il jugé, c'est que le chemin « vers la guérison complète » sera « escarpé », et cela d'autant plus que les remèdes à disposition des banques centrales sont limités, après toutes ces années de soutien à l'économie. Le Comité monétaire de la Fed (FOMC) doit se réunir mardi et mercredi, les investisseurs tablant sur un nouveau tour de vis sur ses taux.

La dépendance à l'égard du financement en dollars: 14% du GDP global

More than ever, the [#USDollar](#) is the prime funding currency for international credit, especially for [#EmergingMarkets](#). Dollar credit to non-banks outside the US was 14% of global GDP in Q1 2018



Exposition des banques étrangères à la Turquie \$223 milliards:

https://www.bis.org/publ/qtrpdf/r_qt1809w.htm ...

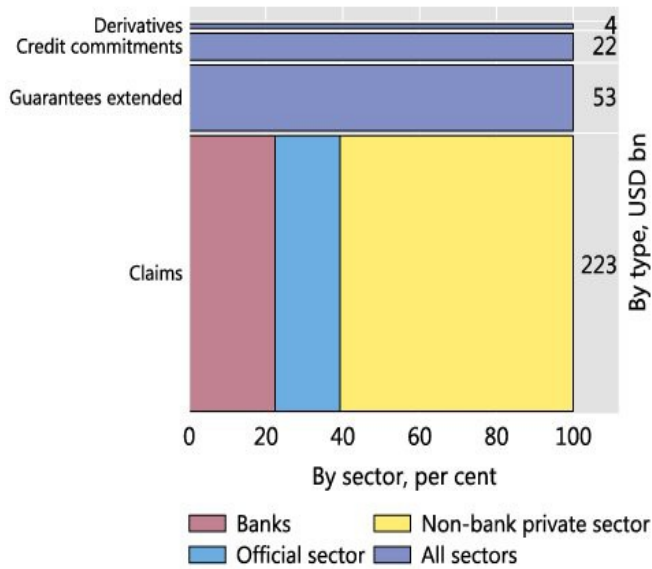
Foreign banks have an exposure of \$223bn in [#Turkey](#), BIS reports. More than half of these claims (\$135bn) were on borrowers in non-bank private sector. Claims on banks accounted for a further \$50bn w/ remainder, \$38bn, on official sector – govt & CenBank.

Foreign banks' exposures to Turkey

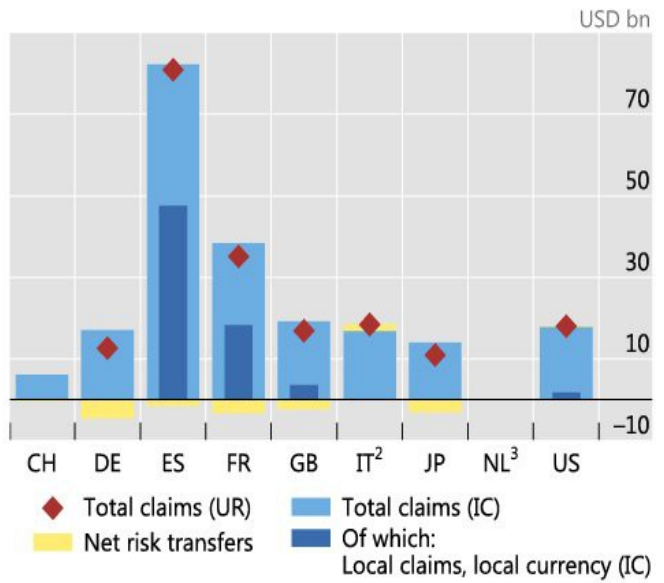
Outstanding consolidated exposures at end-March 2018

Graph C

Total by type and counterparty sector¹



By nationality of CBS-reporting bank



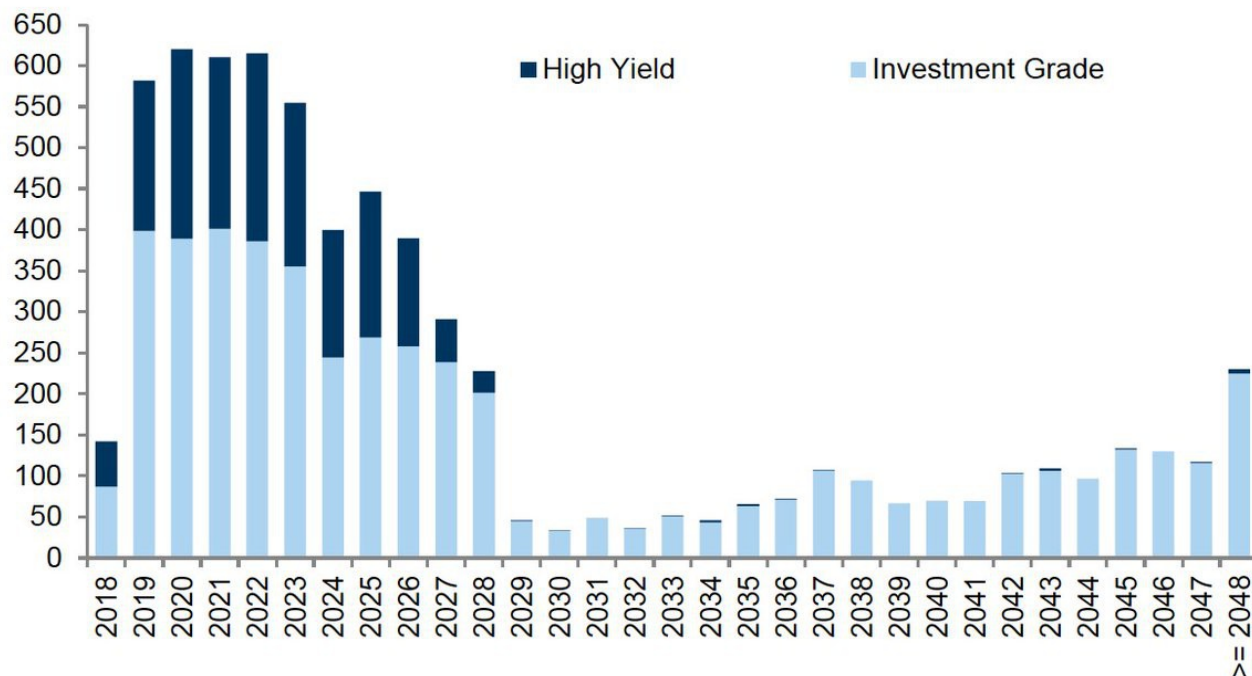
IC = immediate counterparty basis; UR = ultimate risk basis.

¹ CBS on an ultimate risk basis. The width of each bar is proportionate to the relative size of the respective exposure type. ² CBS reported by Italian banks do not fully capture some joint ventures' assets. ³ At the request of the reporting country, CBS reported by Dutch banks are not disclosed for confidentiality reasons.

Sources: BIS consolidated banking statistics (CBS), Table B4.

Selon Goldman, \$1.3 tn (20%) and \$3 tn (47%) de la dette totale émise viendra à échéance entre 2020 et 2023, resp. On ne voit pas comment cette dette pourrait étre roulée sans mouvement sur les taux.

Exhibit 11: Over \$1.3 tn (20%) and \$3 tn (47%) of total debt outstanding is set to mature through 2020 and 2023, respectively
Face Value of US Non-Financial Corp. Debt by Year of Maturity (\$, bn)



Source: Dealogic, Goldman Sachs Global Investment Research

« Vous ne le connaissez même pas, pourtant ce clip a été vu plus de 223 millions de fois !! »

L'édito de Charles SANNAT24 Sep 2018



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Il y a très peu de chances que vous connaissiez ce clip qui, pourtant, a été vu plus de 223 millions de

fois.

Il y a très peu de chances que vous connaissiez ce clip, dont évidemment on ne nous parle pas. On ne nous le cache pas. On n'en parle pas. Dans nos mondes hyper médiatisés, ce dont on ne parle pas n'existe pas. Les choses sont aussi simples que cela.

Comprendre l'Amérique de Trump n'est pas une option.

Comprendre l'Amérique de Trump en sortant des postures crétines de nos médias globalisés et mondialistes est essentiel.

Essentiel pour percevoir les bouleversements à l'œuvre, et les pensées qui sous-tendent la nouvelle politique américaine. Il n'est pas question ici de savoir si c'est bien ou mal, si vous êtes pour ou contre Trump, tout en sachant qu'il sera très bien vu d'être contre et très mal d'être pour.

Néanmoins, de notre point de vue de Français moyens avec encore un peu de dents (mais plus toutes), l'important est de tenter de comprendre à quelle sauce nous allons être mangés. Pour le savoir, il faut comprendre ce qu'il se passe aux États-Unis et ce qui a rendu possible l'élection d'un Trump, que vous l'aimiez ou qu'il vous révulse.

Ce clip n'est pas LA réponse à l'élection de Trump, il est l'une des explications.

L'Amérique de Trump est polytraumatisée.

Traumatisée par les attentats du 11 septembre, les 17 ans de guerre qui ont suivi.

Traumatisée et violentée par la mondialisation.

Traumatisée par des rapports raciaux compliqués entre les différentes communautés.

Traumatisée par la crise économique de 2007/2008 liée à la crise des subprimes.

Trump et sa politique sont les conséquences de ces traumatismes.

Les classes moyennes sont laminées, les vétérans, laissés à la dérive (et le problème est également existant en France), les délocalisations ont massacré les capacités industrielles et les emplois. Bref, ce clip consacré aux vétérans, qui n'est pas tout jeune, a été vu plus de 223 millions de fois.

223 millions de fois, cela ne vous dit peut-être rien, mais le corps électoral américain est de 231 millions...

Voilà l'histoire, la triste histoire de l'Amérique de 2018 à laquelle Trump veut apporter des réponses.

Encore une fois, Trump est le président américain qui rêve de puissance pour l'Amérique, pas pour l'Europe, encore moins pour la France. Trump n'est pas notre président, et parce qu'il n'est justement pas notre président, mais aussi potentiellement un problème pour nous, nous devons le comprendre et comprendre le peuple américain. Connaître ses partenaires, comme connaître ses ennemis, c'est évidemment la base de l'art de la guerre.

Comment Amazon piège ses livreurs pour éviter les vols... et les autres magouilles secrètes !!

Contre le vol, Amazon piège ses livreurs avec de faux colis...

« Une méthode de dissuasion originale. Pour inciter ses livreurs à ne pas faire main basse sur les colis, le géant américain Amazon a pris l'habitude... de placer des paquets vides ou mal étiquetés dans les commandes, afin de vérifier l'honnêteté de ses employés, rapporte le site

Business Insider.

Concrètement, ces paquets présentent une erreur lorsqu'ils sont scannés : un message indique qu'ils ne font pas partie des produits répertoriés par le géant de la livraison. Dans ce cas, le livreur est censé signaler le problème à Amazon ou ramener le produit à l'entrepôt.

S'il décide de ne pas le faire et de s'approprier le paquet, l'entreprise finit par le savoir... »

Si Amazon ne communique pas sur les vols, il existe également un autre type de fraude et de vol pratiqués dans les entrepôts.

Sur certains articles, vous recevez... une boîte vide ! Elle a bien été emballée, fermée, étiquetée pesée et affranchie... mais il n'y a rien dedans, presque que du vide. Cela, les mécanismes de sûreté d'Amazon ne le gèrent pas. Les vols commis avec ce type de méthode le sont sur une typologie d'articles assez surprenante... Évidemment, ce ne sont pas les dictionnaires qui se font chiper ni autres livres !! Je n'en dirai pas plus, même si je n'en pense pas moins.

Charles SANNAT Source LEJSL.com ici

« Pour Ray Dalio, la situation est similaire à celle de la fin des années 30 !! »

L'édito de Charles SANNAT 21 Septembre 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Raymond Dalio, dit Ray Dalio, est né le 8 août 1949 et il n'est pas n'importe qui. Je vous ai déjà parlé de ce monsieur qui est un investisseur milliardaire américain, gestionnaire de hedge funds.

Ray Dalio est le fondateur de la société d'investissement Bridgewater Associates, l'un des plus importants fonds de couverture au monde. Et aussi l'une des 100 personnes les plus riches du monde, selon Bloomberg.

Dans sa dernière intervention publique, dont je réserve la traduction de la vidéo aux abonnés à ma [Lettre STRATÉGIES \(vous pouvez-vous abonner ici\)](#) qui pourront en prendre connaissance d'ici les prochains jours pour le numéro du mois de septembre, il n'y est pas allé par 4 chemins.

Pour lui, le monde se dirige vers une nouvelle grande dépression.

La situation économique actuelle n'est pas très bonne, c'est le moins que l'on puisse dire, et tout cela ressemble pour lui furieusement à la situation économique de la fin des années 1930.

Les taux d'intérêt atteignent zéro au début de chaque crise, les prix des actifs sont presque à pleine capacité, les taux d'intérêt sont encore bas, l'écart de richesse s'est élargi, le populisme est à la hausse et les tensions mondiales s'aggravent.

Pour Ray Dalio, « nous sommes dans la dernière partie du cycle, la partie du cycle où la politique monétaire se resserre et où il n'y a pas grand-chose à tirer de l'économie ».

Il s'attend à un ralentissement dans environ deux ans.

Pour Ray Dalio, la façon de gérer la situation, pour ne pas répéter les erreurs de la fin des

années 30 et des années 40, est de s'assurer que le capitalisme fonctionne pour la majorité de la population...

Sauf que nous savons tous que ce n'est pas le cas. Le capitalisme fonctionne très mal, et il fonctionne très mal pour la grande majorité de la population avec des classes moyennes qui sont massacrées partout dans les pays occidentaux sous les coups de boutoir de la mondialisation, des délocalisations, de l'informatisation et de la robotisation et enfin de l'immigration. Tous ces facteurs poussent irrémédiablement les salaires à la baisse.

Pour Ray Dalio, il ne s'agit pas seulement d'un écart de richesse, mais aussi d'un écart d'opportunités, et il qualifie la question d'urgence nationale...

Rien que cela.

L'analyse de Ray Dalio est excellente. Contrairement à ce que beaucoup peuvent penser pour se rassurer, les banques centrales n'ont pas fait n'importe quoi en 1929, elles ont tenté de gérer le problème. Après le krach de 1929, il y a même eu une reprise, qui ressemble en partie à celle que nous venons de vivre ces 10 dernières années.

Beaucoup veulent penser que les banques centrales ont cette fois réussi à gérer la situation. Rien n'est plus faux. Elles ont reporté le problème pendant une décennie supplémentaire.

C'est une bonne chose dans la mesure où personne ne doit souhaiter un effondrement. Pourtant, tous les observateurs sérieux savent parfaitement que l'incendie couve. Tout le monde attend la nouvelle « crise » et tout le monde y va de son pronostic. Nous savons juste qu'elle vient.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

La terrible pauvreté des 50-60 ans pas encore à la retraite et plus au travail

Une étude vient de se pencher sur le cas de nos seniors qui ne sont pas encore à la retraite, mais qui n'ont plus de travail.

Notre maréchal mamamouchi aura beau nous expliquer qu'il y a plein de postes pas pourvus et que « yaka » traverser la rue, ce qui peut être partiellement vrai à 25 ans ne l'est plus du tout à 55 ans !

Personne ne veut de vous après 40 ans, et pour tout vous dire, la banque que j'ai servie pendant quelques années avait décidé de virer tous ceux de la classe d'âge des années 70, j'avais à l'époque 37 ans... et j'étais déjà trop vieux. Obsolète.

Je vous laisse imaginer les capacités physiques pour être couvreur à 59 ans...

Du coup, pour nos « vieux » du marché du travail, c'est la catastrophe, et cela se voit dans les statistiques quand on veut bien en faire, et c'est tout le mérite de cette première étude sur le sujet. Un sujet qui dure depuis 20 ans maintenant.

Le nombre impressionnant de seniors qui vivent quasiment sans rien

« Une étude révèle que les personnes de plus de 50 ans vivent souvent sans emploi ni retraite... »

Un tiers des seniors sans emploi, ni retraite, vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est le triste constat que tire ce mercredi une étude du service statistique du ministère de la Santé

(Drees), révélée par *Le Figaro*. Selon le document, 1,4 million de Français, âgés de 53 à 69 ans, ne perçoivent ni revenu d'activités ni pension de retraite. La pauvreté touche donc 11 % des seniors. L'étude se penche sur les problématiques que traverse cette catégorie de la population.

Ces seniors sont majoritairement des femmes (pour deux sur trois), relève l'étude. Ils sont âgés en moyenne de 58 ans et sont en moins bonne santé que les retraités : « 29 % se déclarent en mauvais ou très mauvais état de santé et 30 % ont une reconnaissance administrative de handicap, contre, dans les deux cas, 11 % de l'ensemble des seniors », précise le texte. »

Voilà les conséquences de l'absence de volonté politique.

Voilà la conséquence de l'absence de vision politique et de projet collectif pour notre pays et pour nos concitoyens.

Notre système est à bout de souffle et cela craque de partout.

Charles SANNAT Source Capital.fr [ici](#)

La mère de toutes les bulles, c'est la monnaie et son avatar les fonds d'état. Début de prise de conscience?

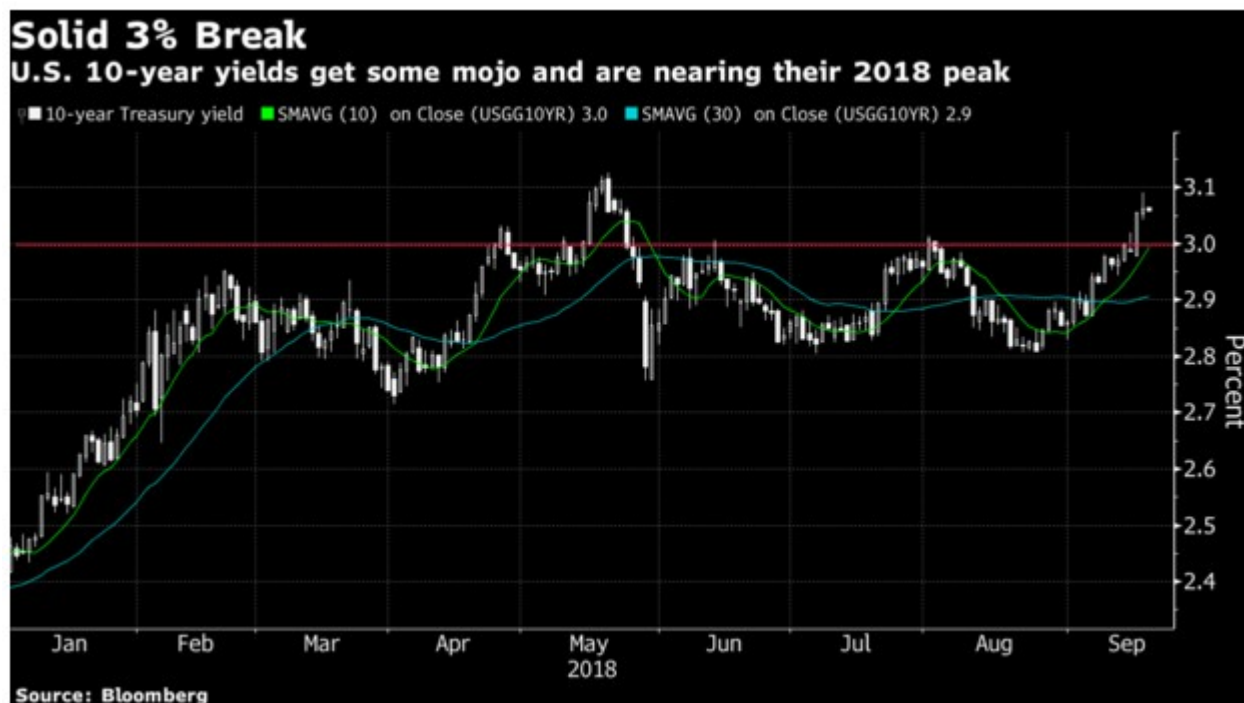
Bruno Bertez Edito:20 septembre 2018

Les investisseurs commencent à s'inquiéter pour les fonds d'état. Le 10 ans US a mauvaise allure et on a passé les 3% fatidiques. Nous pensons que ces investisseurs ont raison de s'inquiéter car la situation actuelle n'est pas comparable à celle des années précédentes; cette année avec la forte hausse des taux courts, il y a une alternative pour mettre son argent au chaud , sans risque. On est d'autant plus tenté de dégager un peu le 10 ans US que le dollar a cessé de monter: on perd sur le taux et on perd sur le change!

Hausse brutale des taux du 10 ans US



Une configuration intéressante



Comme des moutons, les commentateurs, y compris les plus prestigieux font assaut de prévisions de crise financière.

C'est à qui ira de son apocalypse.

Vous savez que nous avons une piètre opinion des Cassandre car ils ont trompé le public depuis 10 ans et l'ont empêché de comprendre le système nouveau dans lequel nous vivons, un système dans lequel la monnaie a changé de nature.

La monnaie est devenue un jeton, une abstraction sans référent comme le Bitcoin. Elle est suspendue dans les airs, sa lévitation reposant sur le maintien de l'offre et de la demande.

Le maintien de la demande de monnaie a rapport avec ce que l'on appelle la confiance c'est à dire l'illusion que les banquiers centraux savent ce qu'ils font. Il faut noter d'ailleurs, car on l'oublie, que tant que les gens ont peur, ils demandent beaucoup de monnaie... c'est la prudence qui gouverne la préférence pour la liquidité, et on leur en donne .. et ils la stockent soit sur leur compte bancaire soit sous forme d'actifs financiers, actions, obligations, fonds d'état etc.

Cette nouvelle nature des monnaies a produit une nouvelle nature de tous les actifs financiers, en chaîne. La monnaie bancaire, les actions, les obligations, le crédit, tout cela est monnaie et quasi-monnaie, money-like et appartient à un ensemble gouverné par les rendements et les risques qui y sont attachés.

Ce système est neuf et il tient tant que la demande de monnaie de base ou la demande de biens réels reste maîtrisée, c'est à dire tant que l'argent reste piégé dans le système.

Le piège majeur du système est actionné par le paradigme du risk-on/risk-off.

Selon ce paradigme quand la dislocation menace, on ne sort pas de l'ensemble des quasi monnaies, non, **on achète des emprunts d'état** et donc l'argent reste piégé. Le système peut continuer à tourner même dans les cas de crises, disons mineures ou moyennes puisqu'il va s'engouffrer dans le réservoir des soi disant placements sans risque, les fonds d'état!

Si cet argent achetait de l'or ou demandait à être échangé contre de la base- money il faudrait refaire ce que l'on a fait depuis 2009, du printing, des QE, de la répression etc.

Tout changerait et le système sauterait. Le système repose sur une pyramide et la pyramide est sur la pointe.

Quant la grande dislocation arrivera, les banques centrales devront fournir des quantités colossale de base- money et tous les véhicules réels verront leur prix s'envoler.

Je soutiens que le système issu de la crise repose sur la demande de monnaie et singulièrement sur la demande de quasi-monnaie sans risque c'est à dire sur la demande de fonds d'état.

C'est parce que l'on a peur que l'on se réfugie dans les fonds d'état et c'est parce qu'ils sont très demandés que l'on peut en émettre beaucoup... beaucoup trop c'est à dire au delà des capacités de remboursement. Au delà de la possibilité de taxer les gens pour honorer ce qui est émis.

La bulle primaire, la bulle mère, the mother of all bubbles, ce sont les emprunts d'état. Depuis la crise c'est la bulle de ce qui est demandé sans s'en rendre compte: la monnaie et son avatar les emprunts d'état.

Il faut que vous compreniez clairement ceci et que compreniez aussi que les emprunts d'état ce sont des monnaies, des monnaies à maturité non zéro. La monnaie à maturité zéro de l'Italie ne peut pas baisser car ce n'est pas la monnaie de l'Italie c'est l'euro, mais la vraie monnaie italienne ce sont les BTP, les emprunts d'état, et cette monnaie, elle, elle est dévalorisée, dépréciées, dévaluée.

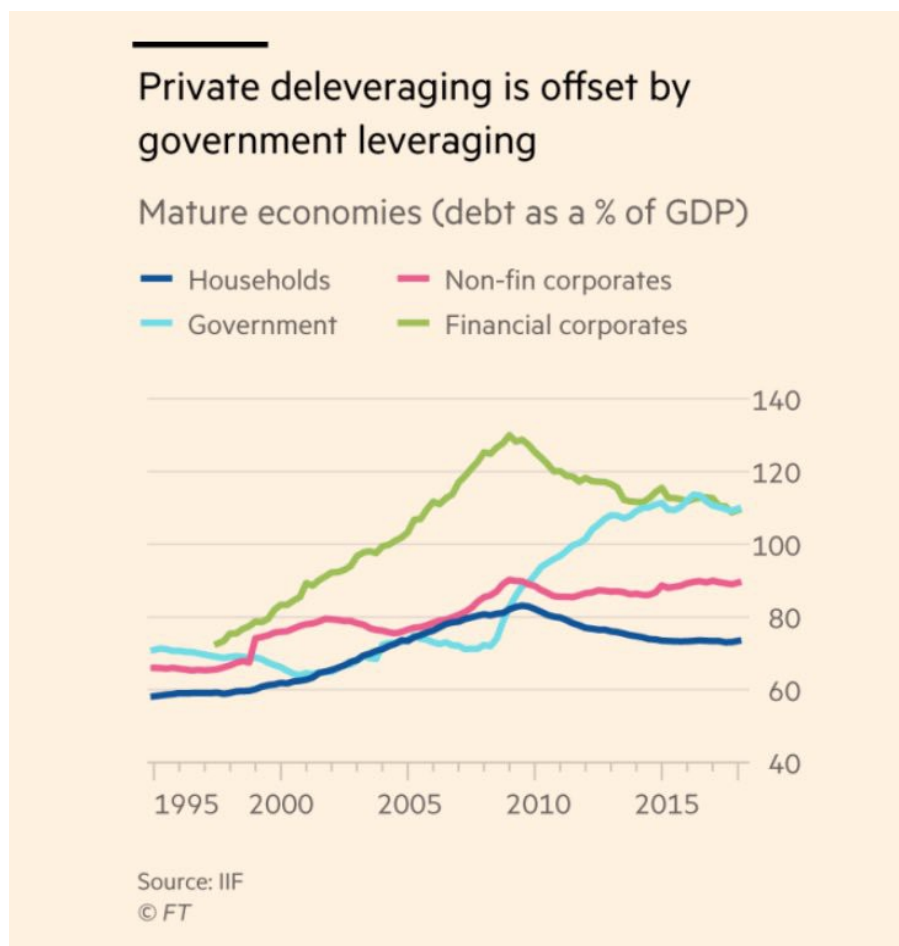
C'est ce que je veux dire quand je dis que la crise qui était périphérique s'est rapprochée du Centre, le Centre étant le couple maudit banque centrale/gouvernement. .

Depuis la crise, présenté autrement, le modeste deleveraging du secteur privé a été compensé et au delà par le leveraging accéléré des gouvernements et de leurs banques centrales.

Le monde global « pour tourner » a besoin coûte que coûte de créer au moins \$8 trillions de crédit, d'où qu'il vienne, public, privé, ménages, corporate, institutions qu'importe .

En dessous de 8 et même de 10 trillions de production de crédit le monde saute. C'est marche ou crève. Les USA eux, ont besoin de \$2,5 à 3 trillions de crédit pour tourner. En 2018 c'est le gouvernement qui a fait l'appoint avec les déficits et les émissions de Treasuries pour combler le déficit de Trump. Trump a fait ce qu'il fallait pour sauver l'Expérience de la Fed et autoriser la modeste normalisation de sa politique monétaire.

Trump a fait ce qu'il fallait le bougre. Et tout le monde le critique!



En Prime

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-09-19/treasury-yields-take-flight-setting-up-big-shorts-for-rewards>

Sous l'écorce des apparences, les plaques tectoniques de l'ordre du monde sont en train de bouger.

Essai de Bruno Bertez 21 septembre 2018

Les évidences sont très souvent trompeuses.

Elles sont utiles pour gérer la vie courante, laquelle se situe bien souvent au niveau du superficiel, mais elles sont redoutablement dangereuses dès que l'on veut toucher à des systèmes compliqués.

Dans les systèmes complexes, les choses ne se donnent pas pour ce qu'elles sont et c'est bien souvent au prix d'investigations serrées, éclairées par l'histoire et le savoir que l'on peut prétendre interférer utilement.

Il en va ainsi du système produit par la globalisation.

Le système mondial formé par le commerce, les marchés financiers, les transferts de tous ordres, la circulation des hommes, bref le système intégré répond précisément à cette notion de

système hyper-complexe.

Vous touchez à un endroit, mais les conséquences se manifestent ailleurs, là où le sens commun les attend le moins. Un système c'est un puzzle vivant, vous ne pouvez toucher à une pièce sans que l'ensemble se réaménage.

Dans beaucoup de cas, la prévision repose sur la théorie, sur les outils intellectuels qui sont utilisés. La théorie elle-même, elle dépend de vos objectifs, de vos points de vue et de vos priorités.

Ainsi pour l'intérêt du commerce et des importations.

Si vous importez très bon marché des produits finis ou semi finis, à des prix pour parler comme Trump, à des prix de dumping, vous bénéficiez d'une richesse que vous payez bien en dessous de sa valeur. Donc vous bénéficiez d'un transfert de richesse grâce à cet échange inégal. Si vous bénéficiez d'un transfert de richesse, vous vous enrichissez. Et vous pouvez revendre ces richesses, sous payées, dans votre pays avec une belle plus-value ou une belle valeur ajoutée, ce qui fabrique du GDP et de la profitabilité pour votre système. En fait vous bénéficiez d'un « input » qui vient bonifier toutes vos grandeurs économiques au détriment du pays où vous vendez ces produits ou semi produits. Vous êtes le bénéficiaire de cet échange inégal.

Le système américain est le système fondé sur la profitabilité, sur la recherche de la profitabilité; ce n'est pas le système fondé sur l'emploi maximum comme l'était le système soviétique.

Avec la globalisation le système US importait des produits et semi produits en dessous de leur valeur et ainsi en les incorporant dans son économie, il augmentait ou maintenait sa profitabilité. C'était un moyen de défense contre la tendance à la chute de la profitabilité du capital. La globalisation a d'ailleurs été voulue et produite par le capital américain et sous sa houlette.

Les fournisseurs des USA savent bien que l'échange est inégal et qu'ils font en apparence un marché de dupes; ils vendent bon marché, ils bradent des produits qui contiennent une valeur-travail bien plus élevée que leur prix. Mais ces pays ont besoin de décoller, d'apprendre, de s'équiper, de copier, de bénéficier de transferts de technologie, bref ces pays acceptent l'échange déséquilibré parce qu'ils pensent au long terme. Ils veulent mettre leur population au travail. Et aussi parce qu'ils veulent s'armer. Les dirigeants de ces pays autorisent l'exploitation capitaliste de leur main-d'œuvre parce que leur calcul est qu'ils sont gagnants à long terme: accumulation d'un savoir, d'un capital, et construction d'un appareil de défense.

Cette analyse est celle du capital américain; pour bonifier la profitabilité et le GDP, il faut importer de Chine. Bien sûr cela fait des emplois en moins aux USA mais dans un système fluide et mobile, les emplois en moins dans un secteur sont compensés par les emplois meilleurs, plus utiles, plus rémunérateurs ailleurs. En particulier grâce à l'ouverture de nouveaux domaines et de nouvelles technologies. La valeur ajoutée américaine est de moins en moins sur les produits et de plus en plus sur l'immatériel, sur ce que l'on peut appeler la stratégie d'entreprise ou le stratégique. La valeur ajoutée du système américain c'est une sorte de « dark matter », de matière noire qui tourne autour de la communication, des réseaux, de l'imaginaire, de la gestion des valeurs mondiales, des stratégies de gestion, le tout conçu non comme ouvert à la concurrence mais comme monopole.

Ces nouvelles technologies soft, très soft produisent une valeur ajoutée supérieure, une productivité plus grande et finalement en délaissant ce qui est banal pour se réorienter vers ce qui est unique, plus sophistiqué, les USA sont largement gagnants.

Surtout si vous payez en monnaie de singe, si vous échangez des dollars issus de la printing press contre des richesses concrètes réelles. Vous êtes gagnant-gagnant! Vous bénéficiez d'un échange inégal fantastique lors de l'importation de marchandises finies semi finies que vous payez avec du vent. Car vous savez bien que vos dettes ne seront jamais honorées, jamais remboursées aux créanciers et que tout ceci n'est qu'un jeu d'écriture dans les livres comptables, un jour les livres de compte seront détruits.

La crise de 2008 est venue bousculer ce bel édifice qui donnait satisfaction aussi bien aux exploiters qu'aux exploités. On était sur un système binaire, un couple. Malheureusement comme le disait Mao, tout système finit par être victime à la fois de ses contradictions internes et de ses antagonismes externes.

L'édifice est en effet devenu très fragile et instable sous son poids et sa complexité.

En particulier sous trois aspects:

d'abord l'aspect social et ensuite l'aspect financier et enfin l'aspect géopolitique.

-Les destruction d'emplois traditionnels ont miné la société américaine en profondeur, prolétarisé mettant en danger le consensus et les équilibres politiques du bipartisme

-les émissions de dettes pour recycler les créances des exportateurs ont du être poussées et il a fallu offrir à ces capitaux des emplois de plus en plus douteux comme les produits « packagés » pourris que l'on a fait passer pour sains

-les pays exportateurs, créanciers, ont beaucoup épargné et ils ont à la fois constitué des trésors de guerre et en même temps des forces militaires concurrentes de celles des USA.

Si on accepte cette mise en ordre, cette façon de voir les choses alors on admet que le système issu de la globalisation des 30 dernières années a buté sur ses limites internes, sur ses propres limites, celles qu'il produit dialectiquement. La crise de la dette de 2008 c'est la manifestation des limites de reproduction du système, cette crise nous dit on ne peut continuer, il faut changer des choses importantes. bouger des invariants.

On a buté également sur les limites externes formées par les antagonismes de puissances, fondées sur l'inéluctable compétition stratégique qui devait s'ensuivre avec la montée en puissance de la Chine et le retour sur la scène de la Russie.

Dans ces conditions un choix se posait et le tournant de l'histoire a été pris.. parce qu'il ne s'est pas posé, parce que les élites ont jugé qu'il ne fallait pas le poser clairement cela aurait été trop désavantageux pour elles. En particulier pour les franges de la bourgeoisie les plus riches et les plus financiarisées.

On pouvait considérer que le bien être et l'avenir se situait dans la poursuite de la globalisation coopérative, concertée avec d'une part modification des institutions internationales pour faire de la place aux puissances montantes et d'autre part destruction de l'obstacle, des limites, c'est à dire destruction du capital excédentaire que l'on ne pouvait honorer.

On pouvait aussi refuser les réformes internationales, refuser la perte d'hégémonie US, refuser

la réforme du système monétaire et financier, bref refuser la destruction du capital ancien, refuser cette destruction et retourner en arrière sur la globalisation, revenir à un monde d'affrontement, de compétition stratégique afin de laisser à la force et la violence militaire le soin de déterminer qui allait être détruit, ruiné, laminé.

C'est la seconde voie que l'on a implicitement choisie: il n'y a plus de place pour trois crocodiles dans le Marigot.

Comprendre la Trade War, une vue de Sirius.

Bruno Bertez 21 septembre 2018

Les évidences sont très souvent trompeuses.

Elles sont utiles pour gérer la vie courante, laquelle se situe bien souvent au niveau du superficiel, mais elles sont redoutablement dangereuses dès que l'on veut toucher à des systèmes compliqués.

Dans les systèmes complexes, les choses ne se donnent pas pour ce qu'elles sont et c'est bien souvent au prix d'investigations serrées, éclairées par l'histoire et le savoir que l'on peut prétendre interférer utilement.

Il en va ainsi du système produit par la globalisation.

Le système mondial formé par le commerce, les marchés financiers, les transferts de tous ordres, la circulation des hommes, bref le système intégré répond précisément à cette notion de système hyper-complexe.

Vous touchez à un endroit, mais les conséquences se manifestent ailleurs, là où le sens commun les attend le moins. Un système c'est un puzzle vivant, vous ne pouvez toucher à une pièce sans que l'ensemble se réaménage.

Dans beaucoup de cas, la prévision repose sur la théorie, sur les outils intellectuels qui sont utilisés. La théorie elle-même, elle dépend de vos objectifs, de vos points de vue et de vos priorités.

Ainsi pour l'intérêt du commerce et des importations.

Si vous importez très bon marché des produits finis ou semi finis, à des prix pour parler comme Trump, à des prix de dumping, vous bénéficiez d'une richesse que vous payez bien en dessous de sa valeur. Donc vous bénéficiez d'un transfert de richesse grâce à cet échange inégal. Si vous bénéficiez d'un transfert de richesse, vous vous enrichissez. Et vous pouvez revendre ces richesses, sous payées, dans votre pays avec une belle plus value ou une belle valeur ajoutée, ce qui fabrique du GDP et de la profitabilité pour votre système. En fait vous bénéficiez d'un « input » qui vient bonifier toutes vos grandeurs économiques au détriment du pays vous vend ces produits ou semi produits. Vous êtes le bénéficiaire de cet échange inégal.

Le système américain est le système fondé sur la profitabilité, sur la recherche de la profitabilité; ce n'est pas le système fondé sur l'emploi maximum comme l'était le système soviétique.

Avec la globalisation le système US importait des produits et semi produits en dessous de leur valeur et ainsi en les incorporant dans son économie, il augmentait ou maintenait sa profitabilité. C'était un moyen de défense contre la tendance à la chute de la profitabilité du

capital. La globalisation a d'ailleurs été voulue et produite par le capital américain et sous sa houlette.

Les fournisseurs des USA savent bien que l'échange est inégal et qu'ils font en apparence un marché de dupes; ils vendent bon marché ,, ils bradent des produits qui contiennent une valeur travail bien plus élevée que leur prix. Mais ces pays ont besoin de décoller, d'apprendre, de s'équiper, de copier, de bénéficier de transferts de technologie, bref ces pays acceptent l'échange déséquilibré parce qu'ils pensent au long terme. Ils veulent mettre leur population au travail, Et aussi parce qu'ils veulent s'armer. Les dirigeants de ces pays autorisent l'exploitation capitaliste de leur main d'oeuvre parce que leur calcul est qu'ils sont gagnants à long terme; accumulation d'un savoir, d'un capital, et construction d'un appareil de défense.

Cette analyse est celle du capital américain; pour bonifier la profitabilité et le GDP, il faut importer de Chine. Bien sur cela fait des emplois en moins aux USA mais dans un système fluide et mobile, les emplois en moins dans un secteur sont compensés par les emplois meilleurs, plus utiles, plus rémunérateurs ailleurs. En particulier grâce à l'ouverture de nouveaux domaines et de nouvelles technologies. La valeur ajoutée américaine est de moins en moins sur les produits et de plus en plus sur l'immatériel, sur ce que l'on peut appeler la stratégie d'entreprise ou le stratégique. La valeur ajoutée du système américain c'est une sorte de « dark matter », de matière noire qui tourne autour de la communication, des réseaux, de l'imaginaire, de la gestion des valeurs mondiales, des stratégies de gestion, le tout conçu non comme ouvert à la concurrence mais comme monopole.

Ces nouvelles technologies soft, très soft produisent une valeur ajoutée supérieure, une productivité plus grande et finalement en délaissant ce qui est banal pour se réorienter vers ce qui est unique, plus sophistiqué, les USA sont largement gagnants.

Surtout si vous payez en monnaie de singe, si vous échangez des dollars issus de la printing press contre des richesses concrètes réelles. Vous êtes gagnant-gagnant! Vous bénéficiez d'un échange inégal fantastique lors de l'importation de marchandises finies semi finies que vous payez avec du vent. Car vous savez bien que vos dettes ne seront jamais honorées, remboursées aux créanciers et que tout ceci n'est qu'un jeu d'écriture dans les livres comptables, un jour les livres de compte seront détruits.

La crise de 2008 est venue bousculer ce bel édifice qui donnait satisfaction aussi bien aux exploiters qu'aux exploités. On était sur un système binaire, un couple. Malheureusement comme le disait Mao, tout système finit par être victime à la fois de ses contradictions internes et de ses antagonismes externes.

L'édifice est en effet devenu très fragile et instable sous son poids et sa complexité.

En particulier sous trois aspects:

d'abord l'aspect social et ensuite l'aspect financier et enfin l'aspect géopolitique.

-Les destruction d'emplois traditionnels ont miné la société américaine en profondeur, prolétarisé mettant en danger le consensus et les équilibres politiques du bipartisme

-les émissions de dettes pour recycler les créances des exportateurs ont du être poussées et il a fallu offrir à ces capitaux des emplois de plus en plus douteux comme les produits « packagés » pourris que l'on a fait passer pour sains

-les pays exportateurs, créanciers, ont beaucoup épargné et ils ont à la fois constitué des trésors de guerre et en même temps des forces militaires concurrentes de celles des USA.

Si on accepte cette mise en ordre, cette façon de voir les choses alors on admet que le système issu de la globalisation des 30 dernières années a buté sur ses limites internes, sur ses propres limites, celles qu'il produit dialectiquement. La crise de la dette de 2008 c'est la manifestation des limites de reproduction du système, cette crise nous dit on ne peut continuer, il faut changer des choses importantes. bouger des invariants.

On a buté également sur les limites externes formées par les antagonismes de puissances, fondées sur l'inéluctable compétition stratégique qui devait s'ensuivre avec la montée en puissance de la Chine et le retour sur la scène de la Russie.

Dans ces conditions un choix se posait et le tournant de l'histoire a été pris.. parce qu'il ne s'est pas posé, parce que les élites ont jugé qu'il ne fallait pas le poser clairement cela aurait été trop désavantageux pour elles. En particulier pour les franges de la bourgeoisie les plus riches et les plus financiarisées.

On pouvait considérer que le bien être et l'avenir se situait dans la poursuite de la globalisation coopérative, concertée avec d'une part modification des institutions internationales pour faire de la place aux puissances montantes et d'autre part destruction de l'obstacle, des limites, c'est à dire destruction du capital excédentaire que l'on ne pouvait honorer.

On pouvait aussi refuser les réformes internationales, refuser la perte d'hégémonie US, refuser la réforme du système monétaire et financier, bref refuser la destruction du capital ancien, refuser cette destruction et retourner en arrière sur la globalisation, revenir à un monde d'affrontement, de compétition stratégique afin de laisser à la force et la violence militaire le soin de déterminer qui allait être détruit, ruiné, laminé.

C'est la seconde voie que l'on a implicitement choisie: il n'y a plus de place pour trois crocodiles dans le Marigot.

Un krach au ralenti

Rédigé le 21 septembre 2018 par [Jim Rickards](#)

Les grandes crises couvent pendant plus d'un an, durant lequel le temps paraît comme suspendu. C'est ce temps que vous devez mettre à profit pour sortir au mieux.

Si vous avez déjà vécu une situation périlleuse, du genre accident de voiture, déraillement de train ou chute libre (j'espère que non), alors vous avez probablement remarqué que le temps a l'air de freiner. Vous voyez votre situation périlleuse se dérouler au ralenti. Le film *Matrix* en offre un exemple mémorable : le héros, Néo, parvient à esquiver les balles car le temps est presque suspendu pour lui.

Selon les meilleures informations scientifiques, le temps ne ralentit pas réellement, bien sûr, lorsque nous sommes en danger, et nos perceptions non plus. Voici ce qui se passe : le stress et la nouveauté de l'expérience poussent le cerveau à créer de nouvelles couches de mémoire. Selon le chercheur David Eagleman, « plus on a la mémoire d'un évènement, plus on a

l'impression qu'il a duré longtemps ». Alors oui, le temps a l'air de ralentir, en situation de crise, mais ce n'est qu'une illusion cognitive.

Il est important de conserver cet effet de « ralenti » à l'esprit, en ce 20^{ème} anniversaire de la crise financière russe-LTCM (septembre 1998) et de 10^{ème} anniversaire de la crise financière Lehman-AIG (septembre 2008). Les investisseurs ont ressenti ces événements comme l'équivalent d'une chute libre, ou le fait de voir votre voiture déraiper sur de la glace et la sortie de route se rapprocher. Si vous avez vécu ces événements, vous vous rappelez que les minutes s'apparentaient à des heures.



Bien entendu, les investisseurs se rappellent à quel endroit ils se trouvaient et ce qu'ils faisaient au paroxysme de ces crises, les 28 septembre 1998 et 15 septembre 2008. La plupart d'entre eux ne savent peut-être pas que chacune de ces crises s'est en fait déroulée sur 15 mois. Les investisseurs qui observaient de près les signes précurseurs de difficultés ont eu tout le temps de se sortir de la trajectoire de la crise. Mais en fait, la plupart des investisseurs ne se sont pas rendu compte de ces signes précurseurs.

LTCM et la crise russe se sont étalés sur 15 mois

La crise Russe-LTCM de septembre 1998 a débuté en juin 1997, soit 15 mois plus tôt, lorsque la Thaïlande a dévalué sa monnaie et instauré le contrôle des capitaux. Pendant plusieurs années, la Thaïlande avait maintenu un taux de change fixe face au dollar américain.

L'argent avait alors afflué dans l'immobilier et les stations balnéaires du pays, rapportant de hauts rendements assortis d'un taux de change garanti. Lorsque les investisseurs ont commencé à récupérer leur argent, une vague de retraits bancaires s'est produite. La Thaïlande n'a pas pu

maintenir sa garantie de change face au dollar, et a dévalué sa monnaie, provoquant des pertes colossales chez les investisseurs américains. A partir de là, la panique s'est propagée à l'Indonésie, la Malaisie, la Corée du Sud et d'autres pays. Le sang s'est littéralement répandu dans les rues lors d'émeutes financières.

Les marchés se sont apaisés au cours de l'hiver, mais la contagion a réapparu au cours de l'été 1998. En août, la Russie a fait défaut sur ses obligations, dévalué sa monnaie et instauré le contrôle des capitaux. Cela a provoqué une crise de liquidité mondiale, entraînant des pertes colossales pour le *hedge fund* Long-Term Capital Management. La Fed et Wall Street se sont unis pour sauver LTCM mais, en réalité, elles se sont sauvées elles-mêmes. Les marchés du monde entier venaient de passer à quelques heures de l'effondrement total, lorsque l'opération a été conclue.

Lehman AIG a couvé 15 mois aussi

La crise Lehman-AIG de septembre 2008 a débuté en juin 2007, soit 15 mois plus tôt. HSBC venait de publier des résultats décevants par rapport aux attentes, en raison d'un taux de défauts élevé dans le secteur des crédits hypothécaires à risque (*subprime*).

En juillet 2007, deux *hedge funds* appartenant à Bear Stearn s'étaient effondrés, ne parvenant pas à refinancer à court terme des titres adossés à des crédits hypothécaires.

En août 2007, la crise s'est intensifiée et la Fed a abaissé le taux d'escompte, première baisse d'une longue série l'amenant à zéro. Trois OPCVM majeurs contrôlés par BNP Paribas ont fermé et suspendu les remboursements. Les Fonds communs de créance (*special-purpose vehicles*, ou SPV) ne trouvaient plus de financement à court terme.

Là encore, les marchés se sont calmés au cours de l'hiver, alors que des fonds souverains déboursaient des milliards de dollars d'argent frais pour soutenir les banques américaines. Mais la crise est revenue au printemps, avec la faillite de Bear Stearns en mars 2008, suivie de l'effondrement de Fannie Mae et Freddie Mac en juin. Elle s'est transformée en crise de liquidité mondiale, puis a atteint un sommet avec la faillite de Lehman Brothers, le 15 septembre 2008 et, par voie de conséquence, l'insolvabilité du géant de l'assurance, AIG.

Wall Street s'exposait à la faillite en série d'autres banques, à commencer par Morgan Stanley, mais la Fed et le Congrès sont intervenus avec des milliers de milliards de dollars de garanties, *swaps* et capitaux permettant de les renflouer.

Le début de ces deux crises de 1998 et 2008 a eu lieu plus d'un an avant qu'elles n'atteignent le stade de crise de liquidité d'envergure mondiale. Certains investisseurs ont eu tout le temps de réduire leurs positions à risque, d'augmenter leurs compartiments liquidités et or, puis de botter en touche jusqu'à ce que la crise s'apaise.

Une fois la tempête passée, il y avait de bonnes affaires à réaliser pour ceux qui détenaient des liquidités. En 2008, un investisseur qui aurait eu des liquidités et aurait protégé son argent pendant la crise, l'aurait fait quadrupler en achetant le Dow Jones à 6 550 points (contre 26 000 points à l'heure actuelle).

Comment savoir sortir à temps ?

Relativement peu d'investisseurs l'ont fait. Au contraire, ils ont pâti de la « peur de passer à côté de quelque chose » lorsque les marchés étaient au top, et jusqu'au début de la crise. Ils ont continué de croire à tort qu'ils pourraient « sortir à temps » si les marchés se retournaient, sans se rendre compte que ces retournements se produisent plus vite que les *rallys*.

Ils ont maintenu leurs positions, qui étaient en perte, en espérant qu'elles « se referaient » (elles l'ont fait, mais dix ans plus tard), et ainsi de suite. C'est quasiment systématique : de simples biais comportementaux empêchent de faire ce qu'il faut.

Sommes-nous à nouveau face à un krach qui arrive au ralenti ?

Les marchés nous indiquent-ils qu'une nouvelle crise de liquidité d'envergure mondiale nous guette en 2019 ? On ne peut le savoir, mais les signes ne sont pas encourageants.

Le Venezuela est le théâtre d'une tragédie humaine et économique. La Turquie, l'Argentine et l'Indonésie, qui comptent parmi les grandes économies émergentes, subissent un effondrement intégral. L'Inde, la Malaisie, le Brésil et le Mexique sont en plein effondrement monétaire. L'Afrique du Sud est en récession. La croissance de la Chine ralentit et ses dettes ne sont pas soutenables. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine commence à faire des victimes, et cela va s'aggraver.

Et puis il y a ces poudrières, en Mer de Chine Méridionale – Corée du Nord, Syrie, Iran, Ukraine, Taïwan, notamment – susceptibles de se muer en conflits armés en un rien de temps.

Les investisseurs ne doivent pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Ils peuvent garder un pied sur le marché actions tout en augmentant leurs compartiments liquidités et or. Les faibles rendements de ces actifs seront largement suffisants, si une nouvelle crise de liquidités survient, et lorsque qu'il y aura de bonnes affaires à réaliser.

Ce qu'il faut, c'est agir dès maintenant, sans attendre que la réalité ne rattrape cette sensation de ralenti.

Comment la politique a empoisonné la Terre

Rédigé le 21 septembre 2018 par [Bill Bonner](#)

Depuis 1971, les salaires horaires ne progressent plus, le prix du temps baisse tandis que les prix augmentent. La politique a corrompu l'économie.

Hier, nous avons examiné ce qu'est devenue la république américaine : un vaste marigot de fainéants, de profiteurs, de compères et d'initiés... cherchant tous à piquer le steak dans l'assiette de l'autre.

Les politiciens et les hauts fonctionnaires ne se retirent plus dans leurs hameaux et leurs fermes une fois terminé leur mandat. Ils se lancent plutôt dans une « post-carrière » lucrative comme consultants et lobbyistes... complotant avec leurs autorités pour obtenir des faveurs pour leurs clients.

Mais les initiés ne cherchent-ils pas toujours à exploiter les non-initiés ? Qu'y a-t-il de neuf là-

dedans ?

Infiltration toxique dans les eaux souterraines

Généralement, mieux vaut ignorer la politique. Mais il y a des moments où, comme les émanations d'une citerne rouillée dans un garage abandonné, elle s'infiltré dans les eaux souterraines et empoisonne le sol.

Nous sommes d'avis que nous vivons l'un de ces moments. Parce que le Marigot est devenu si profond... si vaste... et si toxique... qu'il met tout le reste en danger.

Nous voyons aujourd'hui comment nous en sommes arrivés là.

Commençons par une nouvelle stupéfiante de la part de notre collègue David Stockman : le travailleur américain moyen n'a pas enregistré la moindre hausse de salaire sur toute la période de 47 ans qui a débuté avec l'introduction de la nouvelle monnaie en 1971.

Il est bien connu que le salaire horaire réel n'est pas plus élevé qu'au milieu des années 1970.

Mais à présent, les chiffres montrent que cette période de croissance zéro remonte à 1971... et — selon les chiffres frauduleusement précis du Bureau américain des statistiques de l'emploi (BLS) — que l'augmentation annuelle des salaires réels se monte à 0,01%.

Ce n'est pas 1%. Ce n'est pas même un dixième de pourcent. C'est un centième de pourcent ! Rien, en d'autres termes.

Même cela surestime la progression. La plupart des gens n'ont qu'un seul actif réel — leur temps. Ils le vendent à l'heure ou à la semaine. Les chiffres montrent que leur temps ne vaut pas plus aujourd'hui qu'il y a près d'un demi-siècle.

Nous nous arrêtons net. Nous retenons notre souffle. Comment est-ce possible ?

Comment huit siècles de progrès, depuis les profondeurs de l'époque médiévale à la fin de l'administration Johnson, ont-ils soudain pris fin... alors même que la situation semblait la plus prometteuse ?

Aujourd'hui, il y a bien plus de diplômés, d'ingénieurs, de brevets, de technologie et de gens partout dans le monde qui suent, bossent et triment pour augmenter la valeur de leur temps.

Comment peuvent-ils tous échouer aussi lamentablement ?

Le prix du temps baisse inexorablement

Pour commencer, il s'agit d'une moyenne — si bien que quelques salaires élevés font remonter le niveau malgré les nombreux salaires bas.



Ensuite, au lieu d'examiner l'argent, qui subit des ajustements frauduleux de la part du BLS, regardons le temps.

En 1971, on pouvait acheter une nouvelle camionnette Ford F-150 pour 2 500 \$. A 4 \$ de l'heure, il fallait 625 heures pour acheter le véhicule.

Le modèle actuel coûte 30 000 \$, et le salaire horaire moyen est de 26 \$. Un salarié doit donc travailler 1 154 heures pour s'offrir un F-150 standard. Autrement dit, il doit vendre près de

deux fois autant de son temps pour avoir une voiture.

Attendez une minute, disent les autorités. La camionnette actuelle n'est pas la même que celle de 1971. La technologie s'est améliorée. Celle-ci a un GPS, le Bluetooth et des sièges chauffants. Donc vous obtenez deux fois autant.

Années 1970	Années 2010
	
Coût pour un salarié moyen : 625 h de travail	Coût pour un salarié moyen : 1 154 h de travail

Certes, nous sommes d'accord, la technologie s'est améliorée. Mais la voiture n'est pas deux fois meilleure qu'à l'époque. Et sa tâche fondamentale n'a pas changé : transporter des choses d'un point A à un point B.

Peu importe, de toute façon. Notre homme a besoin d'une camionnette, et elle coûte désormais 30 000 \$.

Ensuite, puisque les autorités ont découragé l'épargne avec des taux d'intérêt artificiellement bas, il y a peu de chances qu'il ait 30 000 \$ sous la main.

Il est donc forcé d'emprunter. Son prêt, avec intérêt, entre alors dans l'économie financiarisée pour être découpé en tranches, réinvesti et hypothéqué, jusqu'à ce que les brasseurs d'argent gagnent plus sur le prêt que Ford sur la camionnette.

Et voilà que notre pauvre travailleur est non seulement forcé de vendre deux fois plus de son temps pour acheter une camionnette... mais son temps est désormais un actif « sous-jacent » qui soutient non seulement l'industrie automobile mais aussi l'industrie financière.

C'est bien là le maillon faible de tout ce système insensé : il repose sur un actif limité dont la valeur décline.

L'industrie financière prête au travailleur au taux de 5,5%. Sur un crédit pour un F-150 à 30 000 \$, cela donne au prêteur un profit brut de 5 290 \$.

Le pauvre homme, quant à lui, doit verser 490 \$ par mois — soit 19 heures de travail — pendant six ans. En tout, il travaillera 1 356 heures sur une période de six ans pour obtenir plus ou moins le même véhicule que ce qu'il aurait eu pour 625 heures de son temps en 1971.

On peut faire le même calcul pour l'immobilier. Un Américain moyen pouvait acheter une maison moyenne 24 000 \$ en 1971. Aujourd'hui, il paye 371 000 \$. Évaluée en termes de

temps, la maison coûtait 6 000 heures en 1971 ; elle coûte 14 269 heures aujourd'hui.

Est-ce là un progrès ? Pas selon nous. Le temps, c'est la vie. C'est tout ce que nous avons. Il faut plus de sept ans de travail à la personne moyenne pour acheter une maison moyenne aujourd'hui — soit quatre ans de plus qu'en 1971.

Pourquoi le temps est-il aujourd'hui bradé ?

Que s'est-il passé ?

La réponse simple : une gigantesque quantité de temps a inondé le marché.

Près d'un milliard de personnes en Chine, Inde et Asie du sud-est — prêtes à travailler pour 1 \$ à 5 \$ par jour — sont entrées dans l'économie mondiale. Naturellement, la concurrence a plombé le coût brut du temps.

Cela a également planté le décor pour Donald J. Trump, qui affirme qu'il faut « construire un mur » et augmenter les taxes douanières pour empêcher que ces gens et leurs produits entrent sur le sol américain.

Attendez. Ce n'est pas aussi simple. On ne s'enrichit pas en excluant des gens qui produisent mieux, plus vite ou moins cher que vous.

On s'enrichit en faisant ce qu'on sait mieux faire que les autres... et en l'échangeant contre ce qu'on ne fait pas.

Par ailleurs, la main-d'œuvre étrangère bon marché aurait dû entraîner la baisse du coût des biens et des services importés de l'étranger.

Même si son propre salaire stagnait, le travailleur américain moyen aurait dû voir une augmentation de son niveau de vie réel. En tenant compte de l'inflation négative (déflation)... son salaire réel aurait dû grimper.

Cela n'a pas été le cas... parce qu'il se passait autre chose.

Le Marigot s'étendait. L'économie US devenait moins productive et plus « financiarisée »... grouillant de compères, zombies et arnaqueurs gagnant-perdant.

Les initiés et les riches ont navigué dans le Marigot et continué à gagner de l'argent. Mais le salarié moyen de l'économie réelle a coulé.

Nous y reviendrons... lundi.

La guerre du chêne chinois

Rédigé le 21 septembre 2018 par [Simone Wapler](#)

Après des décennies de baisse, la demande chinoise fait progresser le prix du chêne. Les scieurs se plaignent de ne plus trouver assez de matière.

Le rendement du bon du Trésor américain à 10 ans qui s'était récemment un peu calmé repasse au dessus de 3%. Selon Jamie Dimon, de JP Morgan, les ennuis sérieux ne commenceront qu'à 5%, il ne sert à rien de paniquer avant ce seuil [1].

Nous avons donc le temps et cela me permet de vous parler de choses que j'estime plus intéressantes : la guerre du chêne pour la Chine.

Du fond de mes bois, je suis cette année loin des hostilités ; j'ai coupé et vendu des douglas qui sont des résineux. Les chênes poussent gentiment et la sécheresse n'a pas fait de victimes notables. Mais la guerre du chêne pour la Chine fait parler bûcherons, débardeurs et experts forestiers.

Commençons par le traitement qu'en fait la presse généraliste.

« Les exportations de chêne de France vers la Chine ont augmenté de 35%. Le prix de ce bois augmente. Une situation qui pèse sur les scieries françaises qui risquent de se retrouver à court de chêne. »



... Les 550 scieries de France, qui exploitent la troisième forêt de chênes du monde, emploient 26 000 personnes rien qu'en ce qui concerne le... chêne !

D'un côté les méchants, les Chinois assoiffés de chênes.

De l'autre, les gentils : les scieries qui emploient des gens, des emplois, donc...

sortez votre mouchoir en papier (la consommation de Kleenex est bonne pour le bois) et essuyez votre larme.

Maintenant, laissez-moi vous raconter une histoire un peu différente.

La demande chinoise correspond à du bois de faible qualité que les scieries ne souhaitent pas transformer.

Le travail du propriétaire forestier s'étale sur des cycles longs. Pour produire du chêne de

qualité supérieure, il faut en France une centaine d'années et de nombreuses coupes d'éclaircie. Celles-ci produisent du bois de moins bonne qualité qui a du mal à trouver acheteur.

Il y a trois acteurs dans la filière bois :

- Les propriétaires forestiers
- Les courtiers ou négociants qui achètent le bois et le revendent en France et partout dans le monde
- Les scieurs qui le transforment

Je mets de côté les experts qui assistent les propriétaires dans leur gestion et organisent les ventes aux enchères de bois sur pied.

Depuis plus de trois décennies, le prix du chêne à l'achat baissait en France. Au milieu des années 1970, le mètre cube de chêne se vendait l'équivalent de 400 €. Aujourd'hui, le prix moyen sur le marché est de 147 €.[2] Mais depuis trois ans, la valeur du chêne sur pied a quasiment doublé.

Pendant des décennies, les scieurs français – qui ne se sont pas équipés pour la transformation de bois de qualité moyenne car ils ne sont pas compétitifs – ont mis la pression sur les propriétaires, qui étaient contraints de brader leur bois moyen. Les nécessaires coupes de mise en valeur du beau bois non seulement ne rapportaient presque plus rien mais parfois coûtaient.

Notons aussi que les scieurs ont par ailleurs été largement subventionnées par les contribuables ; ce sont des employeurs régionaux, au contraire des propriétaires forestiers et des négociants-courtiers dont les activités nécessitent moins de main d'oeuvre.

Un jour, des négociants sont venus trouver les propriétaires en leur proposant des prix nettement supérieurs à ceux du marché français pour leur chêne.

Tope-là, marché gagnant-gagnant conclu...

Gros émoi des scieurs – dont certains s'étaient entre temps enfin résolus à s'équiper – qui estiment ne plus trouver suffisamment de matière.

Dans un réflexe protectionniste classique, les scieurs implorent maintenant le gouvernement d'interdire l'exportation des chênes. Leur lobbyisme va-t-il réussir à imposer ce marché gagnant-perdant ?

J'aimerais savoir ce que diraient ces mêmes scieurs si le syndicat des fabricants de mobilier ou de charpente demandait au gouvernement de leur interdire les exportations de bois semi-fini !

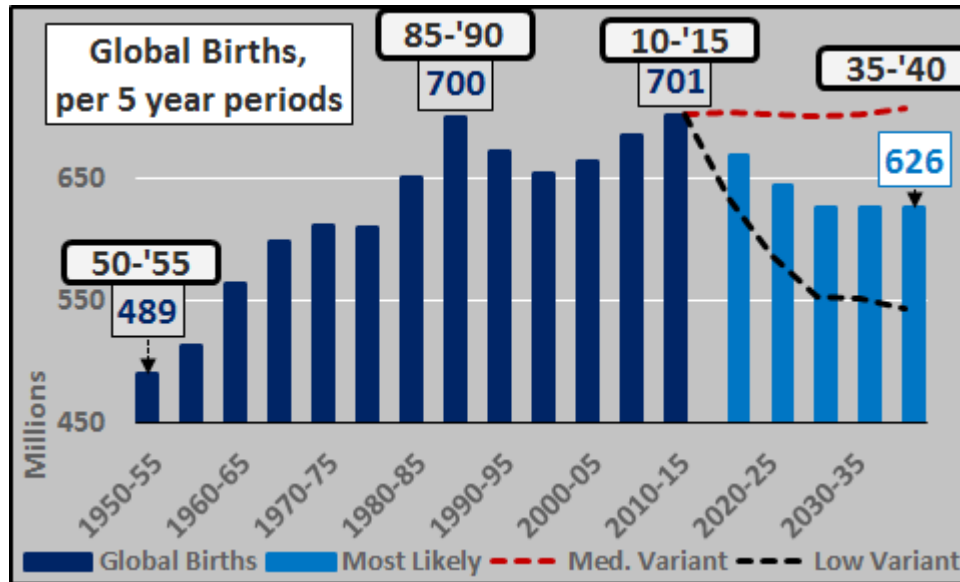
Cette lamentable histoire montre combien la politique corrompt l'économie, comme l'explique autrement Bill Bonner dans sa chronique. Elle montre aussi les déplorables effets du lobbyisme supposé « protéger l'emploi ». Car les subventions n'ont pas empêché les scieries de sombrer.

Les beaux bois de chêne sont devenus rares. Les prix du bois moyen montent grâce à l'export. Des courtiers ont créé de nouveaux circuits commerciaux. Ceci permet aux propriétaires d'écouler leurs coupes de mise en valeur, de réinvestir pour l'avenir. Les opportunités sont plus faciles à discerner dans un climat de liberté que dans un climat de réglementation, contrainte et protectionnisme.

NOTES:

Naissances mondiales et répartition selon le revenu national

À l'échelle mondiale, les naissances ont stagné depuis le pic de la période de 85 à 90, revenant tout juste à la ligne des hautes eaux de la période entre 2010 et 2015 (comme le montre le graphique ci-dessous, qui montre le nombre total de naissances par période de cinq ans). Les estimations pour l'avenir sont les variantes moyenne et basse de l'ONU, mais la réalité est susceptible de décliner considérablement entre ces estimations.

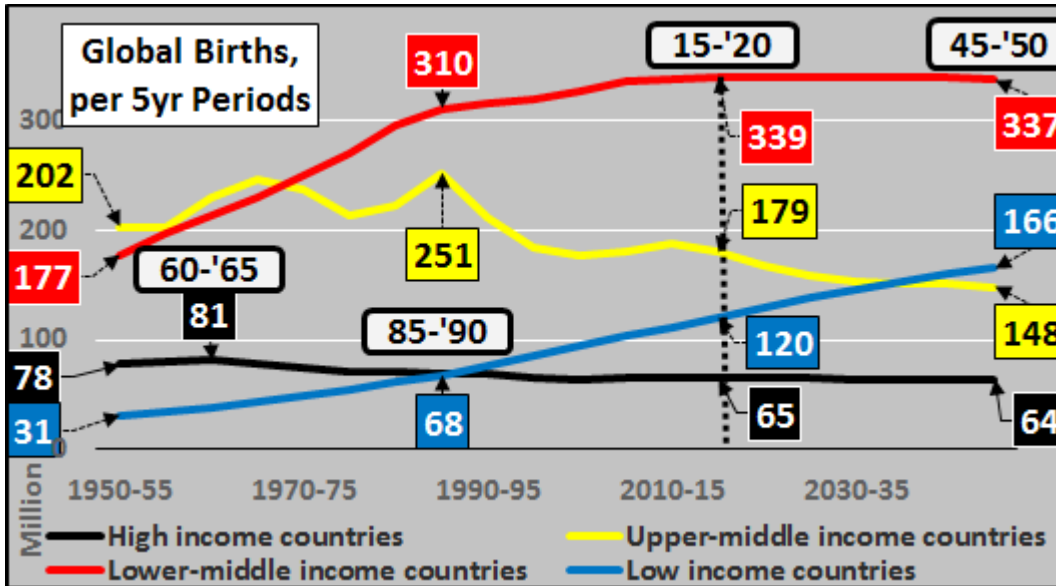


Mais le graphique ci-dessous montre la répartition et l'évolution de la quantité de naissances (par période de cinq ans) de 1950 à 2050 selon les pays à revenu élevé (ligne noire... plus de 12 000 \$ de revenu par habitant, comprenant les États-Unis/Canada, la majeure partie de l'Europe, le Japon, Aus/NZ, etc.), les pays à revenu moyen supérieur (ligne jaune ... de 12 000 \$ à 4 000 \$ par habitant, comprenant la Chine, la Russie, le Brésil, la Turquie, le Mexique, la Thaïlande, la Colombie, etc.), les pays à revenu moyen inférieur (ligne rouge... de 4 000 \$ à 1 000 \$ par habitant, comprenant l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, le Bangladesh, l'Ukraine, les Philippines, l'Égypte, etc.) et les pays à faible revenu (ligne bleue... moins de 1 000 \$ en revenu par habitant, comprenant la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, l'Afghanistan, Haïti, etc).

- Les naissances dans les pays à revenu élevé ont atteint un pic avant 1965 et sont en déclin depuis. Le nombre de naissances a diminué de 20% depuis ce pic, soit environ 65 millions de personnes au cours de la période quinquennale actuelle, soit de 2015 à 2020. La variante moyenne de l'ONU estime que les naissances se stabiliseront à ce niveau, mais compte tenu de la diminution du nombre de naissances et de la baisse continue des taux de fécondité, d'autres baisses sont plus que probables.
- Les naissances dans les pays à revenu moyen supérieur ont atteint un pic avant 1990 et ont diminué de 30% ou plus, c'est-à-dire 70 millions de personnes en valeur absolue (par période de cinq ans) depuis ce pic. Selon les estimations de l'ONU, le déclin des naissances s'est poursuivi, mais la probabilité de baisses beaucoup plus importantes est un bon pari.
- On estime que les naissances dans les pays à revenu moyen inférieur ont atteint leur plus

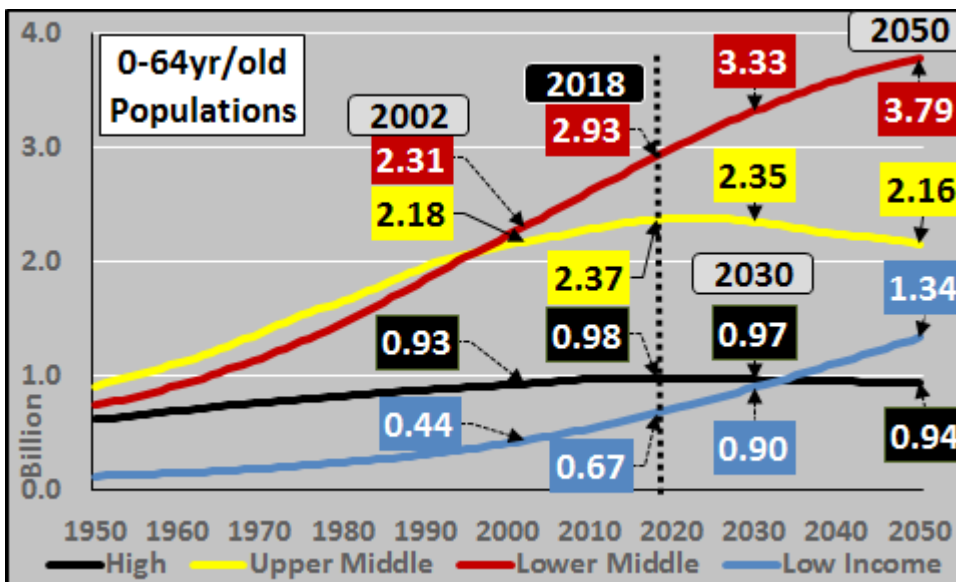
haut et vont stagner à ces niveaux.

- Toute la croissance mondiale actuelle et future estimée des naissances figure parmi les pays à plus faible revenu du monde.



Population mondiale âgée de 0 à 64 ans

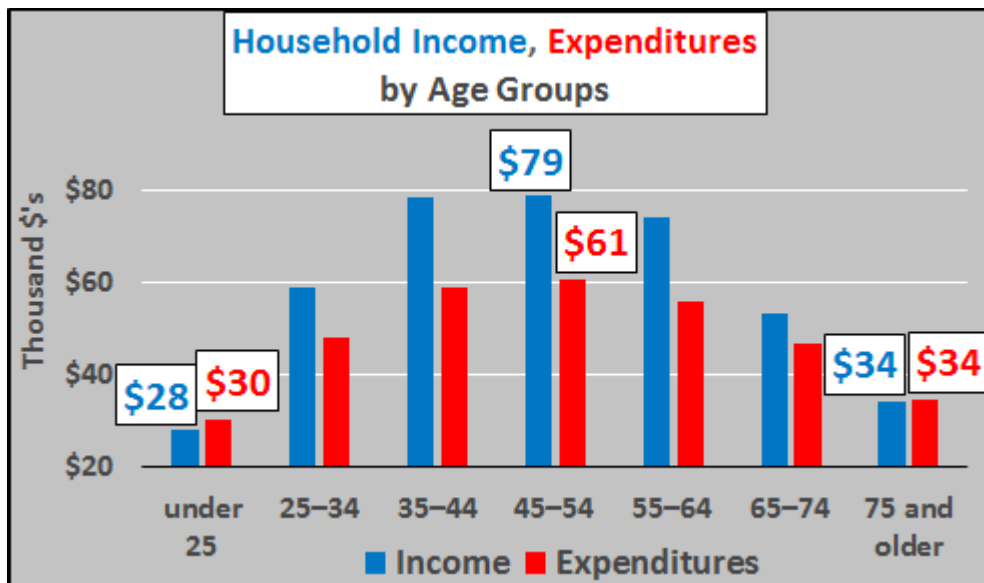
Compte tenu de la longue durée du décalage des taux de fécondités, cela s'est maintenant répercuté sur la population mondiale âgée de 0 à 64 ans, soit environ 7 milliards de personnes en 2018. Ce simple fait indique que les populations de 0 à 64 ans parmi les pays à revenu élevé et à revenu moyen supérieur ont cessé de croître et vont maintenant diminuer indéfiniment. Toute la croissance de la population âgée de 0 à 64 ans se situera dorénavant parmi les pays à revenu moyen inférieur et à faible revenu du monde. Et alors ?



Revenu selon l'âge du chef de famille

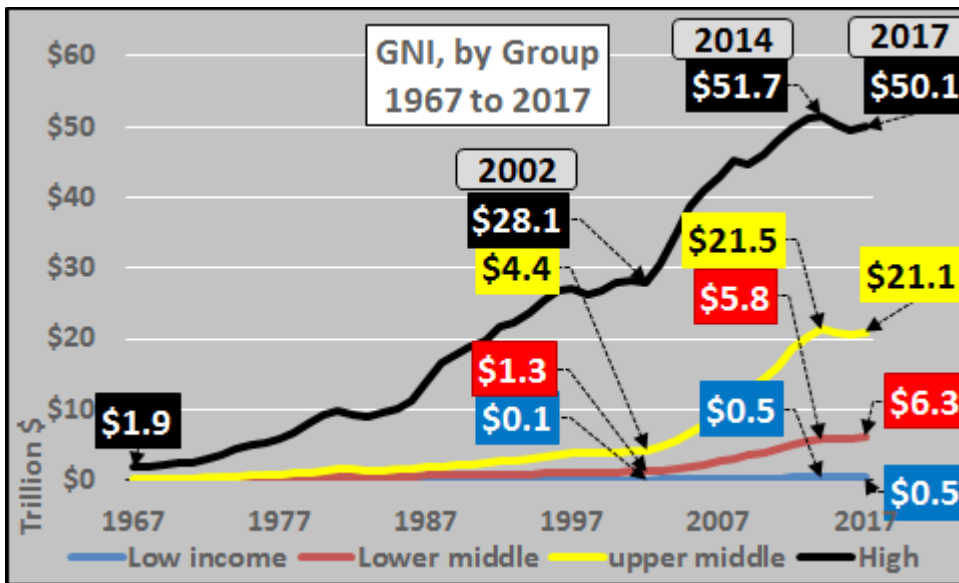
Pourquoi mettre l'accent sur les populations de 0 à 64 ans ? Le revenu et les dépenses

moyennes varient considérablement selon l'âge du chef de famille. Comme on peut s'y attendre, le revenu et les dépenses commencent par être faibles, augmentent au cours des années pour atteindre un sommet pour le salaire vers 45 à 54 ans, puis diminuent plus tard dans la vie (les gains ont diminué de plus de moitié et les dépenses ont diminué de moitié environ lorsque le chef de famille atteint l'âge de 75 ans). Donc, lorsque je montre que toute la croissance de la population se situe parmi les 65 ans et plus dans les pays à revenu élevé et qu'elle sera bientôt la même parmi les pays à revenu moyen supérieur... c'est vraiment important.

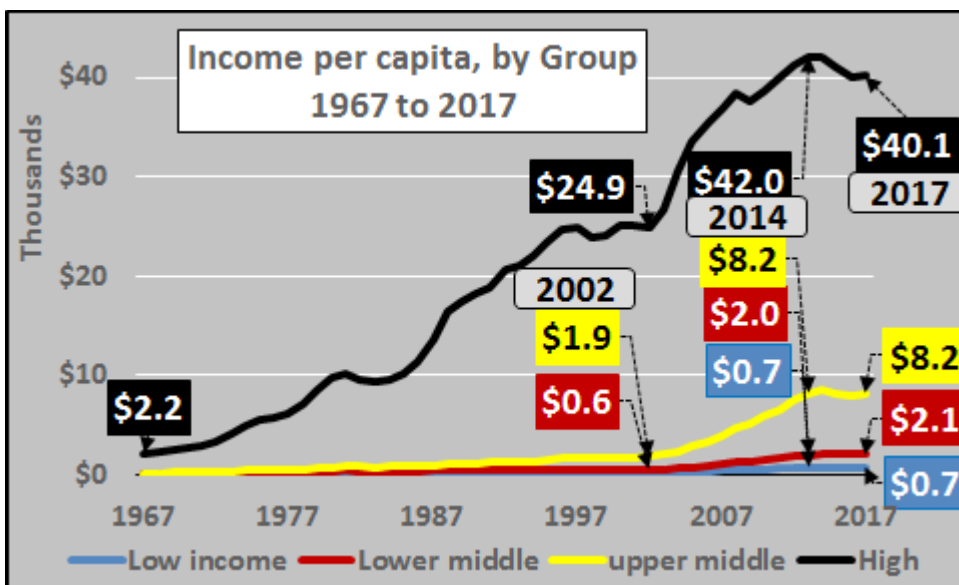


Groupes par revenu national brut

Mais d'abord, mettons en perspective le revenu relatif et le revenu par habitant des quatre groupes (en utilisant la méthode de l'[Atlas de la Banque mondiale](#)). Le graphique ci-dessous montre le revenu national brut, pour les mêmes groupes. Les pays à revenu élevé représentent 64 % du revenu mondial et les pays à revenu moyen supérieur 27 %, tandis que les pays à revenu moyen inférieur et à faible revenu représentent moins de 9 %, réunis. Ce n'est pas un hasard si ces ventilations du revenu mondial, par groupe, correspondent de très près au pourcentage de l'énergie consommée dans le monde (et, plus largement, à la consommation mondiale de matières premières) pour chaque groupe.

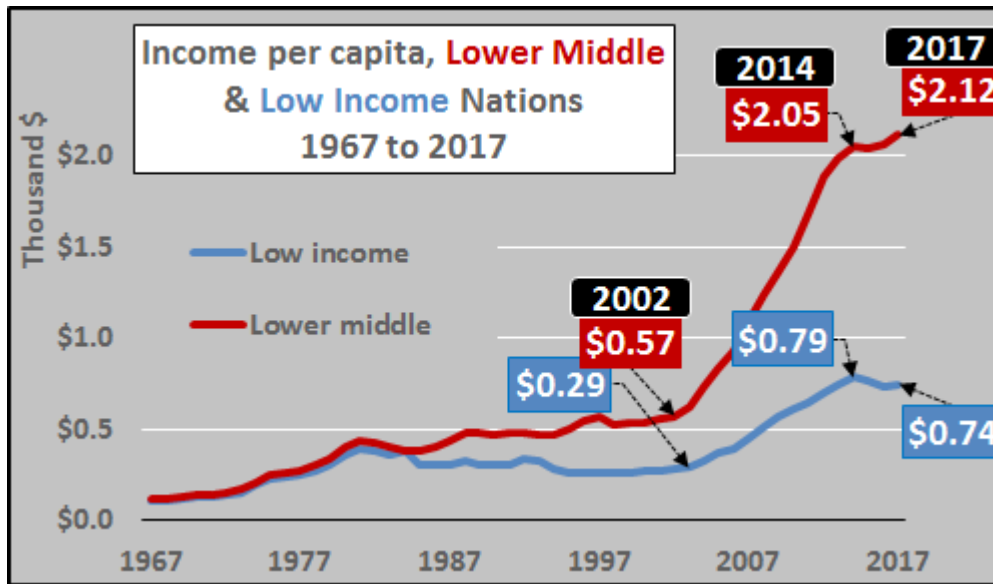


Puis on examine le revenu par habitant des mêmes groupes dans le graphique ci-dessous (encore une fois en utilisant la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale). Par rapport au revenu moyen par habitant des pays à revenu élevé, le revenu moyen dans les pays à revenu moyen supérieur correspond à 20% de celui des pays à revenu élevé, les pays à revenu moyen inférieur ne gagnent que 5% du revenu moyen par habitant des pays à revenu élevé, et les habitants des pays à faible revenu gagnent moins de 2 % de ce même revenu. C'est-à-dire, simplement pour maintenir l'activité économique mondiale actuelle, à cause du déclin des dépenses de chaque personne âgée de 0 à 64 ans dans les nations à revenu élevé, il faudrait la croissance des revenus de 20 personnes dans les nations moyennes inférieures ou de 50 personnes dans les nations à faible revenu !!!!! Mais si l'on ajoute à cela les baisses imminentes et à grande échelle parmi les pays à revenu moyen supérieur, la base s'écroule.



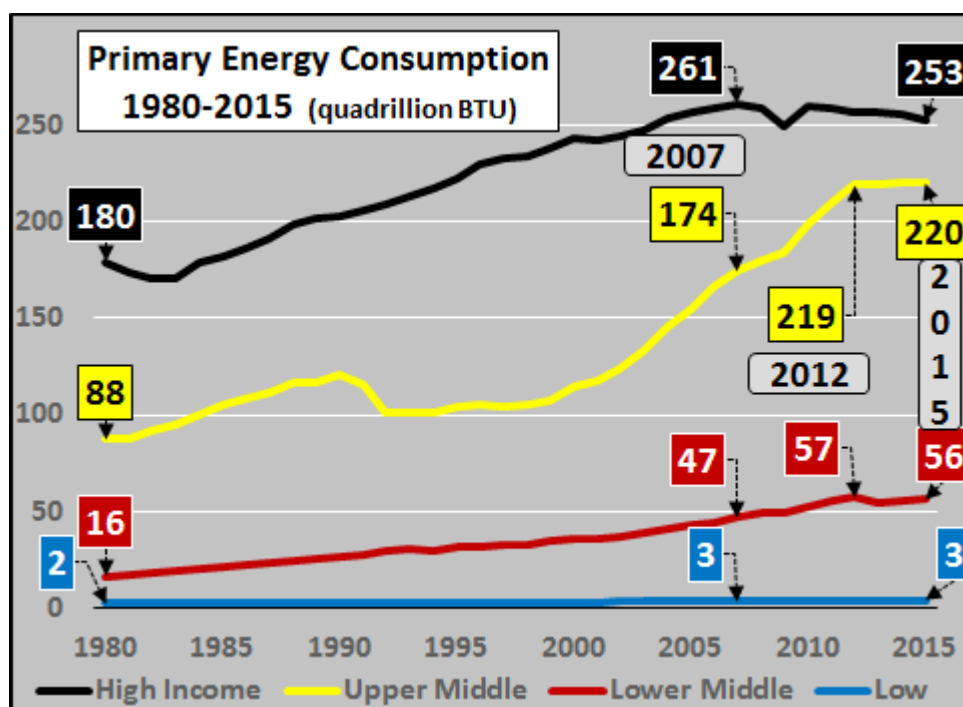
Étant donné que toute la croissance de la population mondiale âgée de 0 à 64 ans se trouve dans les pays à revenu faible et moyen inférieur dans le monde, il convient d'examiner de plus près leur situation. Bref, ce n'est pas bon. Après avoir grimpé en flèche de 2002 à 2014, la situation se détériore vraiment à mesure que la croissance des deux segments du haut s'effondre... sans

les marchés des pays riches pour exporter ou ayant besoin d'une plus grande capacité dans les pays à faible coût, le moteur stagne dans les pays les plus pauvres du monde.



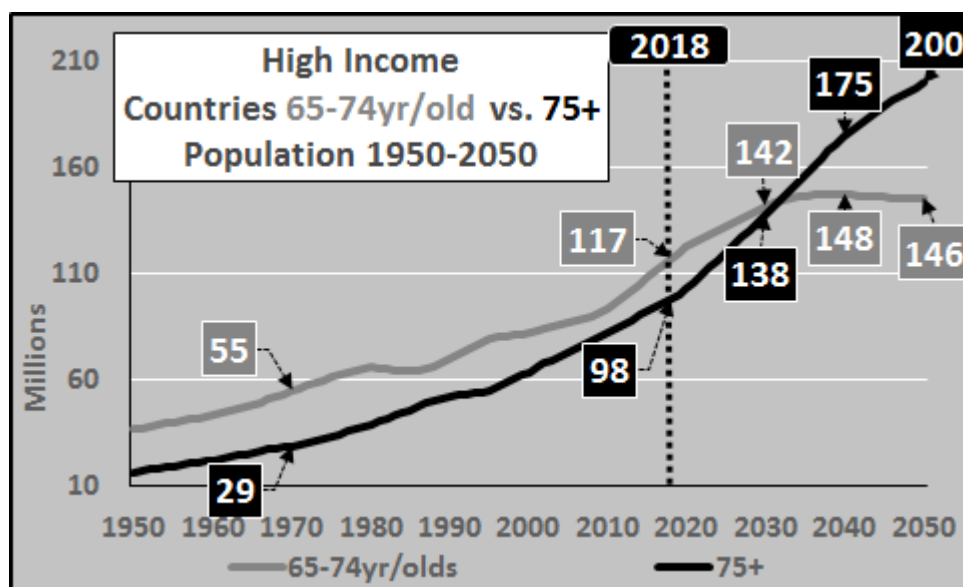
Consommation totale d'énergie, par groupe

Grâce à l'EIA, nous pouvons voir la consommation totale d'énergie primaire de chaque groupe de revenu (y compris le charbon, le pétrole, le gaz naturel, les énergies renouvelables, etc). Le pic et le déclin séculaire en cours parmi les pays à revenu élevé reflète très bien l'évolution de la population âgée de moins de 65 ans. De même, la consommation d'énergie des pays à revenu moyen supérieur stagne, comme on pouvait s'y attendre, sur la base d'une stagnation similaire dans leur population des moins de 65 ans. Le ralentissement séculaire de la consommation d'énergie dans les pays à revenu moyen supérieur est imminent. Ces ralentissements envoient des signaux négatifs dans les pays à revenu faible et moyen inférieur du monde, qui, en l'absence de la croissance des pays plus riches, sont également en train de stagner.

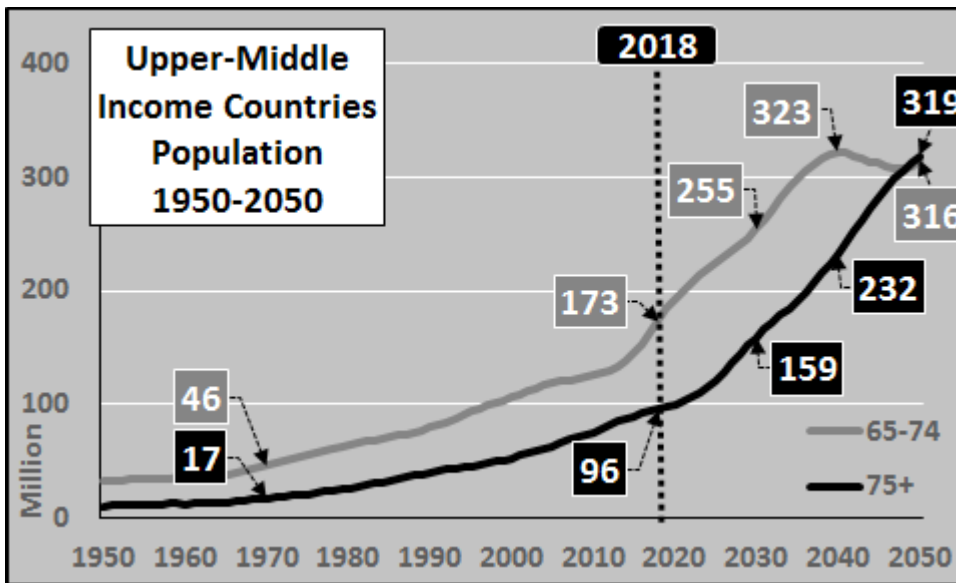


Populations des 65-74 ans et 75 ans et plus

Ci-dessous, l'accent est mis sur la population des pays à revenu élevé qui est en croissance... le segment des 65 ans et plus. D'ici 2035, la population âgée de 65 à 74 ans va atteindre un pic et commence à décliner, laissant toute la croissance démographique reposer uniquement sur les personnes de 75 ans et plus... le segment ayant les revenus et les habitudes de dépense les plus faibles (sans parler des retraits importants du passif non capitalisé et des pensions massivement sous-financées).

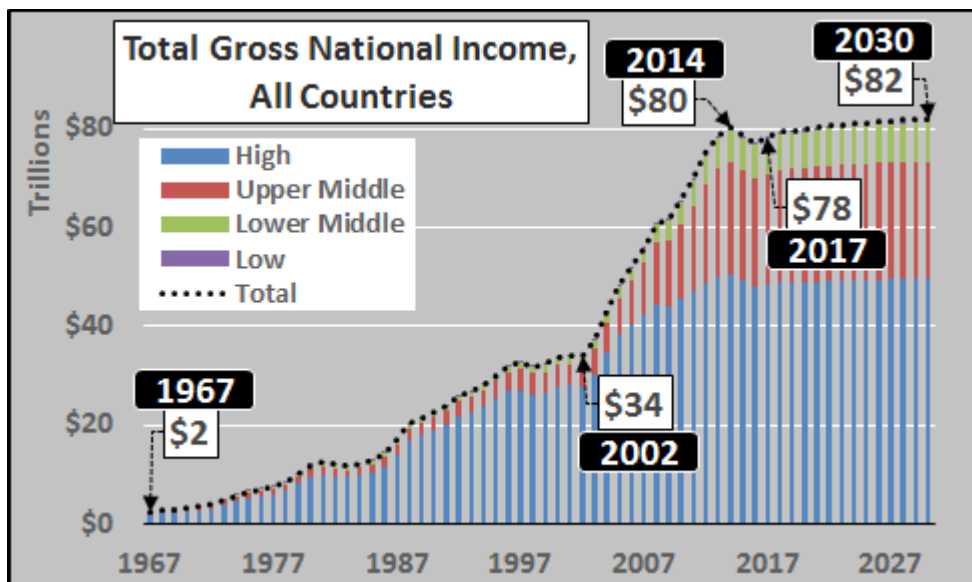


En dessous, les pays à revenu moyen supérieur et la population âgée de 65 à 74 ans atteindront leurs pics en 2040, puis toute la croissance se fera uniquement chez les 75 ans et plus.

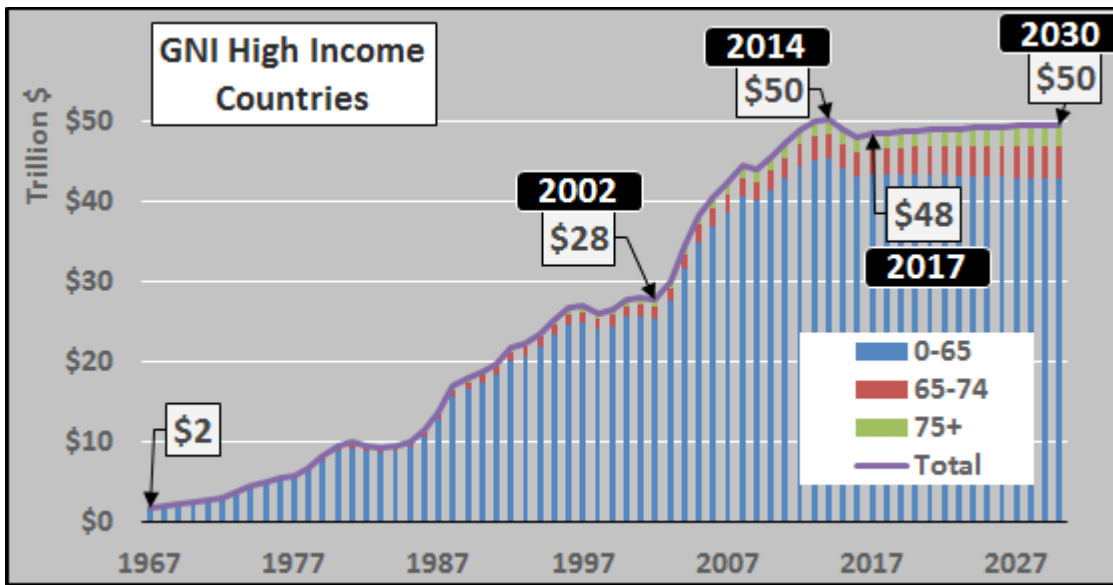


Revenu national brut, y compris le changement démographique chez les chef de famille

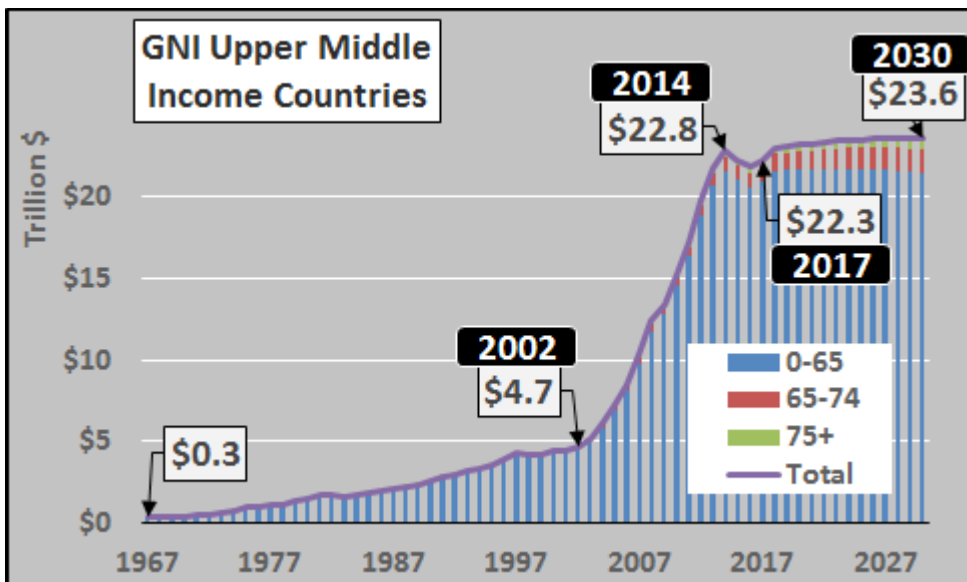
Mettre tout ça ensemble. Le graphique ci-dessous montre le revenu national brut mondial (selon la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale), avec la contribution de chaque groupe de nations. Cependant, je prends le revenu historique et actuel par habitant de chaque groupe et je multiplie par 110 % chez les 0 à 64 ans, par 70 % chez les 65 à 74 ans et par 50 % chez les 75 ans et plus. Historiquement, le graphique correspond presque 1:1. Cependant, en ce qui concerne l'avenir, le résultat est que la diminution du nombre de personnes âgées de 0 à 64 ans dans les pays à revenu élevé et à revenu moyen supérieur compense essentiellement la hausse du nombre de personnes âgées de 65 ans et plus et la hausse du nombre de personnes parmi les pays à revenu moyen inférieur et à faible revenu. Dans un monde fondé sur une croissance perpétuelle, le meilleur scénario est globalement une impasse.



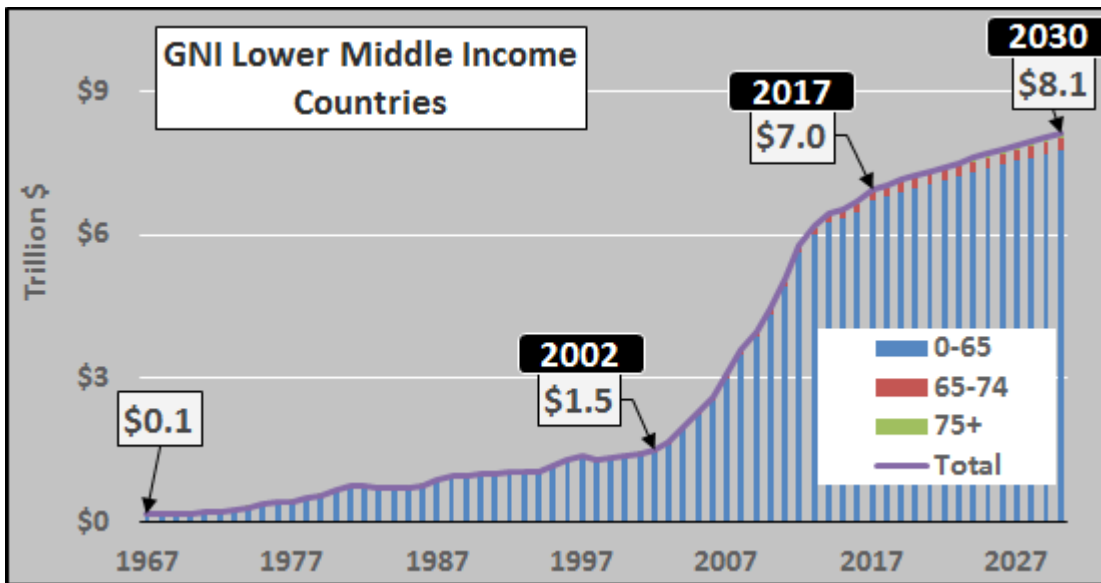
Pour ceux qui sont curieux de voir les les chiffres par segments, voici les pays à revenu élevé ci-dessous.



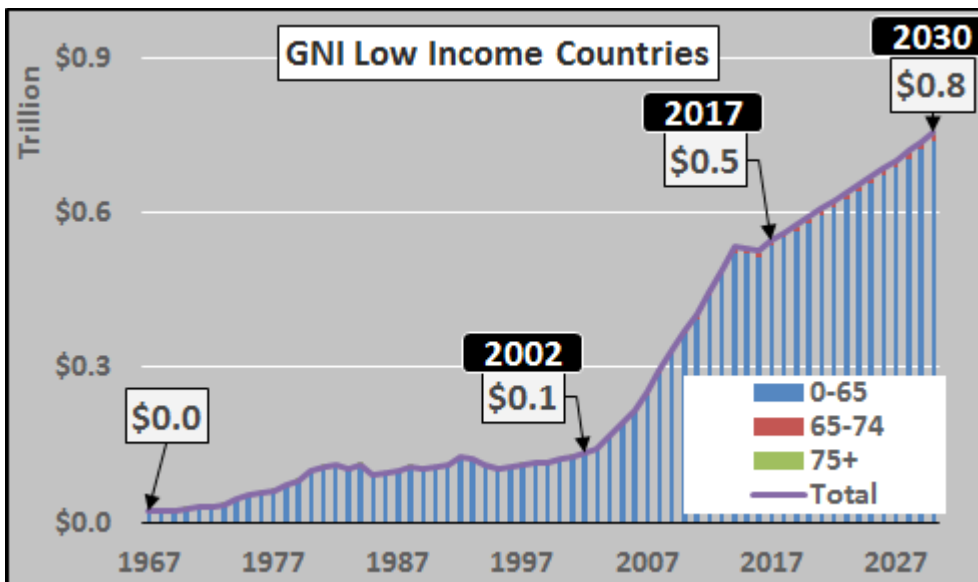
Pays à revenu moyen supérieur, ci-dessous.



Pays à revenu moyen inférieur, ci-dessous



Et enfin, les pays à faible revenu.



Bien sûr, si le revenu par habitant inversait ses trajectoires actuelles, cela changerait considérablement les mathématiques. Mais quand vous avez une base de consommation en déclin parmi ceux qui ont tous les moyens de le faire et une croissance parmi ceux qui ont peu ou pas de moyens... c'est le cas le plus déflationniste possible. La hausse des salaires face à la baisse de la demande et de la consommation semble peu probable. La croissance a pris fin et le déclin en sera l'élément central pendant des décennies, voire des siècles. La façon dont nous décidons de gérer cette nouvelle réalité déterminera non seulement les systèmes financiers et économiques, mais aussi le sort probable de la civilisation et de l'humanité. Le problème auquel le monde ne sera pas confronté sera l'épuisement des ressources (du moins pas à court terme), mais le monde est confronté à la manière de faire face à l'inégalité croissante entre (et au sein des) nations, la surcapacité qui en résulte, l'urbanisation en cours contre le dépeuplement rural à grande échelle, et une faillite générale/réorganisation de toutes les promesses faites qui nécessitaient une croissance perpétuelle pour les réaliser.

Chris Hamilton